



Mur blanc

Robert Lévesque
envoyé spécial

BERLIN — Le Tiergarten est tout blanc; hier, des familles y faisaient du ski de fond non loin de la porte de Brandebourg qui, elle, sans son quatorze cavaliers du kaiser Guillaume, est bien triste. En la traversant, en passant comme un badaud sous ses arches, on se frappe le nez sur un mur peut-être invisible, psychologique, mais un mur. Il y a un côté qui s'appelait l'Ouest, il y a un côté qui s'appelait l'Est, il y a eu une réunification le 3 octobre dernier, mais traverser la porte de Brandebourg, c'est toujours franchir une frontière. Seule différence: plus de papiers à présenter, plus de monnaie à changer. Mais on n'y peut rien, il y a un côté... et un autre.

La Berlinale 91 qui s'ouvrait ce week-end avait jeté l'historique particulier de devenir le premier festival du film de Berlin, du grand Berlin de la Kurfürstendamm à l'Alexander Platz. Créé en 1951, six ans après la seconde guerre mondiale, pour proposer « une vitrine du monde libre » en plein cœur de l'enclave qu'était alors Berlin-Ouest dans les frontières de l'État est-allemand, la Berlinale devient cette année une affaire allemande, la première édition (en fait la 41e) dans l'Allemagne unifiée.

Mais voilà que cette Berlinale historique se fait voler la vedette par la Guerre du Golfe Persique. À la Berlinale, depuis trois jours, on a l'étrange et embêtante impression de *danser sous l'occupation*, de faire un métier bien futile en s'intéressant à un panorama superbe de station balnéaire dans un film de Neil Jordan, à un regard de Paule del Sol dans un film chilien, alors que la guerre claque.

Voir page 4: Mur

SOMMAIRE

Éditorial

Dans le conflit Canada-Québec, l'indécision a un prix social autant qu'économique. En éditorial, Lise Bissonnette analyse la corrosion qui refait surface dans les rapports entre les groupes anglophones et francophones. Les stéréotypes s'accroissent en se renouvelant, écrit-elle en mettant au jour les caractérisations aujourd'hui en vogue à propos du Québec.

Le Koweït se reconstruit déjà

Fort de sa puissance financière, le Koweït prépare déjà l'après-guerre depuis Londres où ses institutions financières sont très actives.

Page 5

LE SILENCIEUX

Les Aphorismes de Maxime

LA PENSÉE du jour: « Les gens ne sont pas heureux parce que ce n'est pas à la mode. »

J'aime bien quand tout le monde parle en même temps: les bêtises s'entendent moins.

Absurdité que la liberté! Pour la conquérir, il faut mourir pour elle.

Pourquoi le travail est-il payé avec de l'argent? Parce qu'il ne vaut pas plus.

Les confidences publiques sont moins des confessions que des publicités.

Si à l'oeuvre on connaît l'artisan, que penser de Dieu qui a fait l'homme?

Nous avons le passé que nous méritons.

ALBERT BRIE

Les Québécois prêts à donner une dernière chance au Canada

Pierre O'Neill

MAJORITAIREMENT favorables à l'indépendance politique, les Québécois sont néanmoins disposés à donner une dernière chance à des négociations constitutionnelles avec le Canada anglais.

Les résultats d'un sondage MULTI-RÉSOLÉ DEVOIR indiquent par ailleurs que cette apparente ouverture d'esprit des Québécois, que cette disposition à la réconciliation porte une forte dose de scepticisme. Car s'ils se disent prêts à poursuivre le dialogue avec l'autre

solitude, ils doutent fortement qu'une reprise des négociations puisse éventuellement déboucher sur une nouvelle entente.

Pourtant, au cours de l'enquête d'opinion publique, réalisée du 1er au 11 février auprès de 1003 Québécois, les sondeurs ont eu recours à un vocabulaire qui visait précisément à éliminer toute ambiguïté sur l'état d'esprit des gens rejoins à leur domicile. « Êtes-vous favorable au fait que le Québec devienne un pays indépendant? » Cette question a reçu une réponse positive de plus de la moitié (54 %) des personnes interrogées.

Un sondage Multi-Réso—Le Devoir

Par souci d'exactitude, pour vérifier le sentiment recueilli en première instance, les sondeurs sont revenus à la charge avec une deuxième question sur le même thème: « Êtes-vous favorable ou défavorable à la souveraineté-association, qui ferait du Québec un pays indépendant, associé économiquement au reste du Canada? » Ils ont alors pu constater une augmentation à 57,5 % du pour-

centage des répondants désireux de voir le Québec devenir maître de son destin.

Par delà cette certitude bien établie, les sondeurs ont découvert que l'attitude des Québécois est en proie à l'incohérence et que leurs vellétés indépendantistes portent sur une projection à long terme de leur avenir politique. De fait, ils sont encore plus nombreux à vouloir tenter tout ce qui est possible pour garder le Québec au sein de la fédération canadienne. « Êtes-vous prêt à donner une dernière chance à des négociations constitutionnelles entre le Québec et le reste du Canada? » À cette

question, 60,2 % ont répondu oui.

Réalisé dans les jours qui ont suivi la publication du rapport Allaire, ce sondage tend à outre à démontrer que si les Québécois penchent davantage pour la réconciliation que pour l'indépendance, ils sont peut-être restés marqués par l'échec de Meech et qu'ils entretiennent bien peu d'espoir d'en venir à une entente avec le Canada anglais. On leur a demandé s'ils croyaient que ces négociations constitutionnelles avaient des chances de réussir. Question à laquelle 37,5 % ont répondu « peu » et 25,5 % « pas du tout », établissant ainsi à 63,1 % le

Voir page 4: Les Québécois

L'attaque au sol n'est plus qu'une question d'heures

Rencontre in extremis à Moscou

d'après AFP et Reuter

À LA veille de l'ultime tentative soviétique pour amener Bagdad à se rendre à la raison, les Alliés ont concentré leurs pressions sur l'Irak hier, en le plaçant devant une alternative: ou il entame sans délai une évacuation massive du Koweït, ou l'offensive terrestre va commencer dans quelques heures.

Alors que le chef de la diplomatie irakienne Tarek Aziz est arrivé hier soir à Moscou pour des entretiens avec les leaders soviétiques, le secrétaire d'État américain James Ba-

ker a affirmé que « les négociations sont dépassées depuis longtemps ». De passage à Téhéran, M. Aziz a déclaré, selon l'agence iranienne IRNA, que « si les États-Unis rejettent l'offre » irakienne d'un retrait conditionnel, Bagdad « n'aurait plus d'autre choix que de continuer son combat ».

Le président George Bush a affirmé que les Alliés mettraient très très bientôt un terme à l'occupation irakienne du Koweït.

« J'espère que nous pourrions mettre fin très, très bientôt aux souffran-

Voir page 4: L'attaque

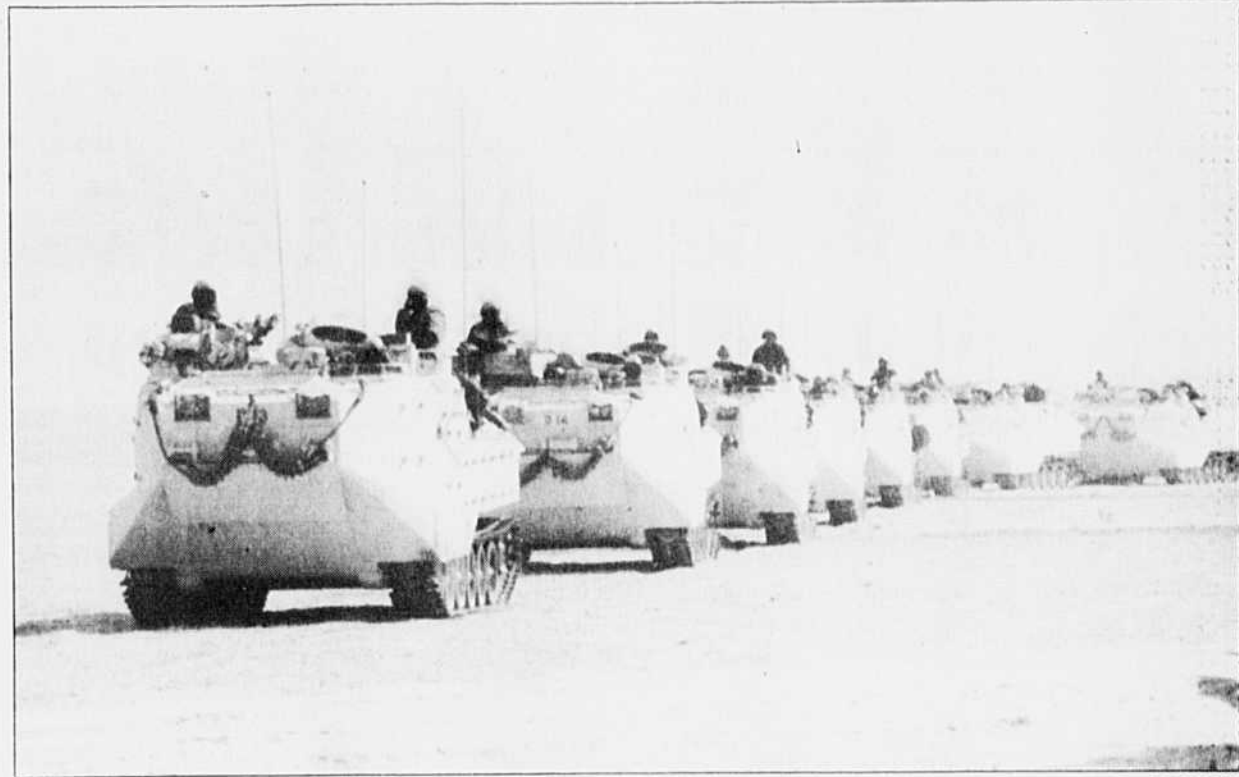


PHOTO AP

Une colonne de chars amphibies du corps des Marines américains se déplaçait vers le nord hier dans le désert d'Arabie saoudite en prévision d'une attaque terrestre imminente contre les forces irakiennes au Koweït.

Mulroney dit non à l'élection référendaire que réclame Chrétien

Chantal Hébert

de notre bureau d'Ottawa

LE PREMIER ministre Brian Mulroney a écarté du revers de la main hier l'hypothèse d'une élection référendaire comme prélude au réaménagement constitutionnel qu'il entre-

voit. « Mon mandat est déjà assez fort », a rétorqué le chef conservateur en réponse à Jean Chrétien qui réclame que des élections générales précèdent la renégociation de la Constitution et un éventuel référendum au Québec.

Affirmant que Brian Mulroney n'a pas la crédibilité voulue pour restructurer la fédération canadienne, le chef libéral estime essentiel que les Canadiens aillent aux urnes avant qu'Ottawa ne s'attelle à la tâche.

« Je l'invite à se regarder dans le miroir et à faire ce qu'il a à faire », lance Jean Chrétien au sujet du premier ministre. « C'est lui qui a créé le désastre dans lequel on est, il peut essayer de blâmer tout le monde, mais c'est lui qui en est la cause. »

Selon lui, pour réussir, la renégociation de la Constitution qu'envisage actuellement le gouvernement fédéral doit s'appuyer sur un mandat clair de la population.

Dans son esprit, ces élections devraient précéder d'un an l'échéance d'un nouveau référendum au Québec. « Le premier ministre doit songer à faire des élections avant la fin de 1992 et possiblement un an avant, de façon à ce que le premier ministre qui ira à la table de négociation et qui voudra faire des changements fondamentaux au pays ait un mandat de la population », a-t-il expliqué hier au terme de trois jours de rencontre avec son caucus.

« Il n'y a pas de garanties qu'il y aura un référendum en 92, rétorque cependant Brian Mulroney. Même le gouvernement du Québec dit qu'il y aura un référendum en 92 à moins qu'on puisse remplir de part et d'autres certaines conditions. »

Pour autant, si la démarche constitutionnelle actuelle du gouvernement fédéral donne des résultats concluants, la porte à une consultation populaire pan-canadienne semble grande ouverte.

« Il n'y a rien de décidé encore », a indiqué hier le ministre Benoît Bouchard, qui n'exclut cependant pas une telle consultation populaire « s'il y a une position ferme, s'il y a des choix ».

« M. Mulroney a fait ce qu'il fallait en 1988, (lors du traité de libre-échange) il fera certainement ce qu'il faut cette fois-ci, affirme son lieutenant québécois. Mais, ce ne sera pas nécessairement une élection. »

Une commission parlementaire fédérale entreprend demain d'identifier des solutions de rechange à la formule actuelle d'amendement de la Constitution, y compris celles d'un référendum ou d'une assemblée constituante.

L'hypothèse d'un référendum « pour donner du poids politique » à toute démarche constitutionnelle fait partie des sujets que la commission étudie « très sérieusement », précise son co-président le sénateur Gerald Beaudoin.

Les caucus des deux grands partis fédéraux se réunissent pour la première fois en fin de semaine depuis la publication du rapport Allaire au Québec et les deux vibrants appels à l'unité canadienne lancés la semaine dernière par le premier ministre fé-

Voir page 4: Mulroney

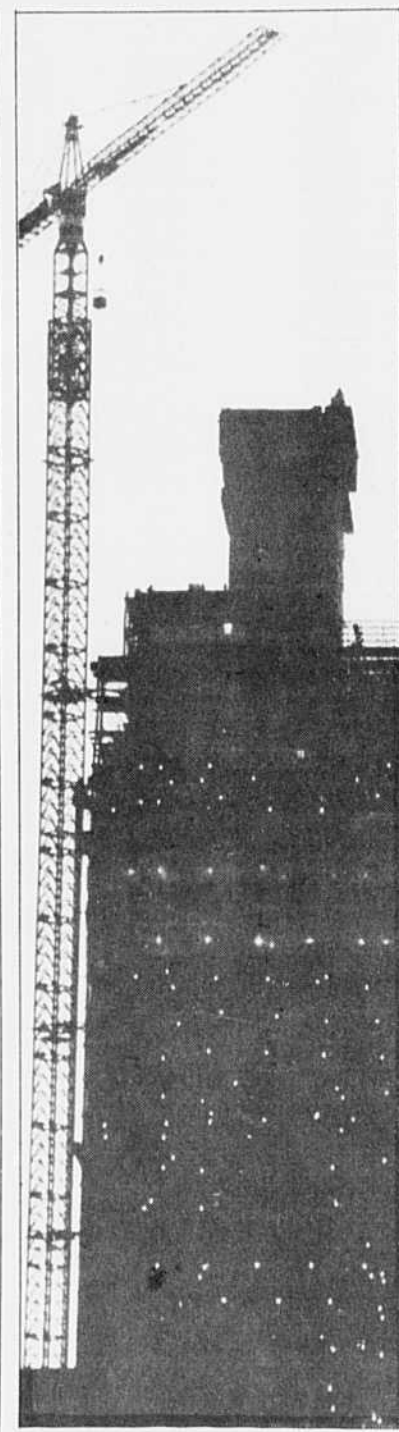


PHOTO JACQUES NADEAU

Pas moins de 2,6 millions de pieds carrés s'ajouteront cette année à l'inventaire déjà existant.

Les édifices à bureaux face au vide à Montréal

Serge Truffaut

L'ADDITION importante d'espaces à bureaux neufs dans un contexte économique défavorable aura un impact sensible sur le taux d'occupation qui s'établira à 15 %, d'ici la fin de l'année, comparativement à 9 % actuellement.

D'après les calculs réalisés par la maison de courtage immobilier Colliers, sur les 2,6 millions de pieds carrés qui seront ajoutés à l'inventaire déjà existant, seulement 200 000 seront absorbés. Selon l'analyse de Colliers, « le marché devrait donc demeurer à court terme en état de saturation et le taux d'occupation augmentera de façon marquée ».

Si ce taux, ainsi que le prévoit Colliers, atteint les 15 % d'ici décembre, cela signifiera que jamais au cours des dix dernières années cette industrie n'aura été dans une situation aussi précaire. Pour retracer un taux avoisinant, il faut remonter à 1983. Cette année-là, l'occupation avait été de 12 %. Au cours des quatre derniers exercices, le taux avait oscillé entre 7 et 9 %.

Comme il est plus que probable que l'offre excédera substantiellement la demande, la firme Colliers anticipe « une continuation de la pression à la baisse sur les loyers pour les prochains six à douze mois ».

Pour les propriétaires d'édifices, la pilule sera cette année d'autant plus amère à digérer que l'an dernier « les loyers sont demeurés stables et les forfaits incitatifs ont augmenté ». De fait, une baisse des loyers réels nets perçus en 1990 a été enregistré.

En 1990, la demande fut si faible qu'à peine 235 000 pieds carrés ont été absorbés contre 618 000 en 1989 et 1,5 million en 1988. « L'activité s'est

concentrée surtout sur les immeubles de catégorie A où 637 000 pieds carrés ont été loués et ce, au détriment des immeubles de catégories B et C où l'absorption négative s'est chiffrée à 127 000 pieds et 275 000 pieds carrés respectivement ». Quelques 941 000 pieds ont été ajoutés en cours d'année.

À cause de la hausse subite du loyer de l'argent en 1990 et de la faiblesse de la demande, le taux de rendement des immeubles de catégories B et C où l'absorption négative s'est chiffrée à 127 000 pieds et 275 000 pieds carrés respectivement ». Quelques 941 000 pieds ont été ajoutés en cours d'année.

Selon les experts de Colliers, « l'augmentation projetée des taux d'occupation et l'arrivage massif de nouveaux locaux en 1991 et 1992 devraient, pour l'année prochaine, augmenter le risque de location et créer une pression à la hausse sur le rendement exigé ».

Dans le sous-secteur formé des édifices situés dans les banlieues, le taux de rendement exigé est d'environ 9,5 %. Au cours des douze derniers mois, « plusieurs nouvelles constructions, un exode du centre-ville et des taux d'occupation accrus ont caractérisé le marché de banlieue. Vu les taux d'occupation actuels et prévisibles pour ce marché, toute pression sur les taux de rendement en 1991 sera à la hausse ».

Dans le secteur industriel le taux de rendement exigé est de 10 %. Alors qu'il est de 8,5 % dans le commerce de détail, et de 9 % dans le créneau résidentiel. Dans le cas du détail, on estime que l'introduction de la TPS combinée à une récession persistante va freiner la consommation et ainsi épurer ce marché.

Voir page 4: Les édifices

CAHIER SPÉCIAL

Série Services aux entreprises, cahier no. 1:

COMMUNICATIONS

«LES COMMUNICATIONS EN PÉRIODE DE TURBULENCE»

PARUTION LE 1er MARS DANS LE DEVOIR

COMMUNICATIONS:

Pourquoi et comment réviser ses stratégies et tactiques de communication en ces temps de récession économique et de crise internationale.

Rédigé par une équipe de spécialistes du monde des affaires et des communications, ce premier numéro de la série Services aux entreprises 1991 est à ne pas manquer.

Réservation publicitaire: 842-9645

Date de tombée: 22 février

Québec suspend les sommets économiques

SAINT-FÉLICIEN (PC) — Le gouvernement québécois suspend, pour une période indéterminée, la tenue de nouvelles conférences socio-économiques régionales, a annoncé le ministre responsable du Développement régional au sein du gouvernement Bourassa.

L'annonce du ministre Yvon Picotte, de l'Agriculture, des Pêches et de l'Alimentation, est survenue à l'issue du sommet économique du Saguenay — Lac-Saint-Jean qui se tenait alors à Saint-Félicien.

Selon le moratoire décrété par Québec, les sommets dont on devait dès cette année enclencher le processus de présentation en Estrie et en Abitibi devaient être remis à plus tard.

Par ailleurs, les « biennales », qui permettent d'assurer un suivi aux projets déjà retenus à la suite de la tenue d'un sommet, auront lieu comme cela avait été prévu et ce sera, par exemple, le cas, cette année, pour la Côte-Nord, le Bas-Saint-Laurent et la région de la Gaspésie—Ules-de-la-Madeleine.

Le ministre Picotte s'est vu ainsi confier par le premier ministre Robert Bourassa le mandat de revoir l'ensemble de l'action gouvernementale en matière de développement régional pour s'assurer d'une plus grande pertinence et d'une meilleure efficacité afin que les régions puissent davantage faire face aux enjeux et aux défis de la société québécoise.

Le ministre Picotte a aussi annoncé la formation d'un groupe de travail interministériel réunissant

les sous-ministres en titre ou présidents de treize ministères et organismes dont les politiques et les programmes sont susceptibles d'avoir le plus d'impact sur le développement des régions. Un premier rapport du comité sera déposé en mai et le rapport final devra l'être en août, soit à temps pour permettre de prévoir des mesures d'adaptation de l'action gouvernementale dans le cadre de la préparation du budget 1992-1993.

Sans indiquer que la formule actuelle des sommets économiques régionaux est périmée, le ministre Picotte n'en a pas moins soutenu que le gouvernement Bourassa doit repenser ses interventions en région comme cela avait été revendiqué nombre de fois lors des audiences de la commission Bélanger-Campeau ou encore lors de la tenue des récents états généraux du monde rural.

Lors du sommet économique tenu en cette fin de semaine au Saguenay — Lac-Saint-Jean, 67 projets de développement ont été déposés et un certain nombre ont été retenus pour des investissements globaux de près de 80 millions \$. Le gouvernement du Québec, par l'intermédiaire de l'Office de planification et de développement du Québec et différents autres ministères, s'est engagé pour des contributions financières totalisant 45 millions \$ alors que le gouvernement canadien sera appelé à verser près de 6 millions \$ pour ces mêmes projets.

L'Ontario ne semble pas prête à la reconnaissance officielle du bilinguisme

Huguette Young

de la Presse canadienne

OTTAWA — Les demandes se font de plus en plus persistantes pour la reconnaissance officielle du bilinguisme en Ontario, mais il n'est pas sûr que le gouvernement ontarien ira jusque là, a admis la semaine dernière un représentant de la Commission constitutionnelle de l'Ontario.

Le député libéral Charles Beer, ex-ministre délégué aux Affaires francophones dans le gouvernement de David Peterson, croit que l'Ontario n'est pas assez mûr pour accepter le bilinguisme officiel dans cette province où les héritiers de Lord Durham ont encore une certaine emprise.

Ce premier secrétaire de la Commission permanente Ontario-Québec dans les années 70 croit plutôt que le comité sur le rôle de l'Ontario au sein de la Confédération pourrait peut-être recommander l'élargissement de la portée de la Loi 8 et étendre le réseau scolaire francophone.

Les Franco-Ontariens réclament l'établissement de deux autres collèges francophones, l'un dans le nord, et l'autre dans le centre-sud-ouest de la province pour desservir la région de Toronto, Windsor et Penetanguishene. Un premier collège communautaire a ouvert ses portes en septembre dernier à Ottawa.

On insiste aussi pour la création d'une première université francophone en Ontario en citant les bien-

faits de l'Université de Moncton, au Nouveau-Brunswick.

M. Beer a par ailleurs semblé très impressionné par le mémoire d'un groupe culturel de Sudbury, le Théâtre du Nouvel-Ontario, qui a plaidé en faveur de la création d'une université francophone.

« Que l'Ontario cesse d'envoyer des messages indiquant aux Franco-Ontariens qu'ils sont des citoyens de deuxième classe, en permettant la création d'institutions post-secondaires », a clamé la directrice-générale Paulette Gagnon, au cours des audiences du comité à Sudbury.

Les membres de l'Association for the Preservation of English in Canada (APEC), groupe anglophone extrémiste qui s'oppose fermement au bilinguisme, ont par ailleurs égrené leurs doléances habituelles devant les douze commissaires du comité. Certains députés avaient parfois de la difficulté à cacher leur dégoût face aux interventions de ce groupe.

A Orillia, l'APEC a envahi la salle d'audiences du comité, selon le député conservateur Charles Harnick.

« Si nous continuons à avoir des relations avec le Québec, nous deven-

drons comme l'Europe qui est composée de petits pays, a dit un anglophone âgé de North Bay. Il nous faut une seule langue au Canada, une langue qui devrait être généralisée d'un bout à l'autre du pays. »

À Sudbury, un étudiant de 21 ans, Daniel Brouillette, né de père francophone mais incapable de dire un mot en français, a indiqué qu'il ne voyait pas l'utilité de la loi de 1986 sur les services en français, mieux connue sous l'appellation de la Loi 8, étant donné que les francophones, eux, pouvaient s'exprimer dans les deux langues.

Le président du comité, le député néo-démocrate Tony Silipo, a répondu poliment à M. Brouillette qu'il fallait se pencher sur toute la question du bilinguisme en Ontario.

Il a indiqué au cours d'un bref entretien qu'il était trop tôt pour dire si le comité recommanderait la reconnaissance du bilinguisme officiel en Ontario. S'il favorisait une augmentation des services aux groupes ethniques, il a dit que le multiculturalisme ne devait jamais diluer le concept de bilinguisme.

Si les interventions étaient mieux articulées la semaine dernière que

pendant la première, les intentions du comité Silipo demeurent vagues.

Les grandes tendances qui se dégagent de cette deuxième semaine sont :

- la reconnaissance du bilinguisme officiel;
- des mesures pour enrayer l'intolérance et la haine;
- la refonte de la Loi sur les Indiens et la reconnaissance des droits ancestraux des autochtones;
- l'éradication de la pauvreté;
- la reconnaissance des droits des femmes.

Un premier rapport émis le 21 mars, soit une semaine avant la publication du rapport de la Commission Bélanger-Campeau du Québec, brossera un tableau général des préoccupations des Ontariens. Un rapport final est prévu pour la fin de juin.

D'ici là, le gouvernement ontarien pourrait envisager de tenir des États-généraux, espèce de grande consultation provinciale avec tous les principaux représentants de la société: groupes syndicaux, sociaux, milieu universitaire, a souligné M. Beer.

Les Franco-Ontariens parlent maintenant de trois communautés nationales

OTTAWA (PC) — Directs, décidés et sans détour, les Franco-Ontariens ont redoublé d'efforts pour faire entendre leur voix aux audiences de la Commission constitutionnelle de l'Ontario, mais leur discours a changé.

Certes, on réclame ardemment la reconnaissance du bilinguisme officiel en Ontario, mais on s'écarte du concept des deux groupes fondateurs.

Omniprésents aux audiences du comité constitutionnel dirigé par le député néo-démocrate Tony Silipo, les Franco-Ontariens parlent maintenant de trois communautés nationales. Histoire de mieux refléter la réalité historique, précise le président de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO), M. Jean Tanguay, au cours d'une entrevue.

« Dans notre évolution, on remarque ce qui se passe au Canada, a-t-il indiqué. La dimension de la communauté autochtone est à l'avant-plan. Et ça fait tellement longtemps qu'on les met toujours à l'arrière-plan. »

M. Tanguay, qui assistait la semaine dernière aux audiences du comité constitutionnel ontarien à North Bay, sa ville natale, a précisé que l'ACFO faisait toujours une distinction entre trois communautés nationales et deux groupes linguistiques. Pas question de déroger au principe de la dualité linguistique, dit-il.

Au contraire, il s'agit toujours de reconnaître deux langues officielles au Canada, l'anglais et le français, selon lui. On parle de trois communautés nationales à l'intérieur de cette dualité linguistique.

Pourtant, un document de réflexion envoyé par le siège social à Ottawa à toutes les associations régionales de l'ACFO parlait de « l'égalité du statut des langues de ces trois communautés et le maintien du bilinguisme au sein des institutions gouvernementales ».

À North Bay, l'ACFO-Nipissing a soutenu qu'il fallait laisser de côté les vieux préjugés et qu'il était

temps de repenser les concepts dominants de « groupes majoritaires » et « groupes minoritaires » parce qu'ils ignoraient l'apport des autochtones.

« Le fait de reconnaître le Québec comme une société distincte n'enlève rien aux autres provinces et territoires », souligne M.M. Richard Marleau et Robert Renaud, respectivement président et vice-président de l'ACFO, dans un mémoire commun.

Dans cette veine, « les communautés autochtones constituent des sociétés distinctes et doivent jouir d'un degré d'autonomie leur permettant de se gérer actuellement et de déterminer leur avenir ».

M. Renaud a proposé le respect du droit à l'éducation des francophones et des autochtones dans leur langue maternelle « dès l'âge de trois ans et jusqu'au post-secondaire, incluant la garderie, l'alphabétisation et la formation professionnelle. »

Ces propos ont-ils été empruntés au discours autochtone? Les grandes associations nationales autochtones ont réclamé la reconnaissance de la société distincte des peuples autochtones, au cours des audiences du comité Charest sur les propositions constitutionnelles du premier ministre Frank McKenna touchant l'accord du lac Meech.

M. Tanguay a expliqué qu'il n'existait aucune alliance entre les Franco-Ontariens et les autochtones pour faire front commun devant les gouvernements, mais qu'il était temps de s'ouvrir sur la réalité ontarienne.

À l'opposé, un groupe autochtone, le *Aboriginal Urban Alliance*, a rejeté d'emblée les aspirations du Québec aux audiences à Timmins. Le Québec et le Canada anglais jouissent déjà de la protection de leur langue dominante dans la Constitution, avance le président M. Andy Rickard.

Pourtant, un tiers de la population n'a ni le français ni l'anglais comme langue officielle, a-t-il soutenu. « Alors, comment le Québec et le Canada anglais peuvent-ils maintenir qu'il n'existe que deux langues officielles dans ce pays? », a-t-il demandé, excédé.

Les associations régionales de l'ACFO ont présenté des mémoires à Timmins, North Bay, Sudbury, Sault Sainte-Marie et Thunder Bay. D'autres mémoires, tous répétant le même message, ont été acheminés par les divisions régionales de Iroquois Falls et Kirkland Lake, pour n'en nommer que quelques-unes. Tous, dans l'espace d'une dizaine de jours.

Québec cesse sa promotion touristique en Europe

LE GOUVERNEMENT québécois a décidé de cesser temporairement tous ses programmes de promotion touristique destinés à l'Europe en raison de la guerre qui sévit dans la région du golfe Persique.

La guerre du Golfe a fait naître une psychose des attentats terroristes, selon le ministre québécois du Tourisme, André Vallierand: les touristes potentiels réduisent leurs déplacements et évitent de passer d'un continent à l'autre.

Le ministre Vallierand a indiqué toutefois que l'argent servant à réa-

liser la promotion du Québec en Europe, soit plus de 1,5 million\$, sera réorienté vers les États-Unis alors que les Américains, eux, craignent de voyager à l'extérieur de leur continent et pourraient vraisemblablement logner le Québec.

C'est d'ailleurs pour cette raison que le ministre québécois du Tourisme a décidé d'intensifier ses campagnes publicitaires aux États-Unis.

Selon le ministre Vallierand, rien ne sera fait en Europe tant et aussi longtemps que la situation au Proche-Orient sera à ce point explosive.

Les pellicules en plastique pour micro-ondes inquiètent

QUÉBEC (PC) — Santé et Bien-Être social Canada procède actuellement à des tests de toxicité sur les pellicules en plastique utilisées pour la cuisson au micro-ondes, afin de vérifier la possibilité que des plastifiants qu'elles contiennent soient transférés aux aliments pendant la cuisson.

Des études réalisées aux États-Unis et en Angleterre ont démontré que l'exposition à ces plastifiants ne représente pas de danger pour la santé. Mais, d'ici à la conclusion des présentes analyses, Santé et Bien-Être recommande de ne pas mettre la pellicule en contact direct avec les aliments lors de la cuisson.

M. Michel Pelletier, directeur de la section matériaux d'emballage au ministère, estime que les résultats des tests devraient être connus vers la fin de l'année si l'échéance est respectée.

On déconseille aussi fortement aux utilisateurs des fours à micro-ondes de tapisser le fond des plats de cuisson de pellicule en plastique afin d'en faciliter le nettoyage.

Les études britanniques révèlent que la migration des plastifiants dans les aliments est fonction de la surface en contact avec la pellicule et de la teneur en graisse de l'aliment. Cette donnée est mise au jour par Hélène Doucet Leduc, auteure de « La contamination des aliments, un ouvrage publié sous la responsabilité du Collège de Maisonneuve avec la collaboration du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science du Québec.

« La migration augmente aussi avec la température et des concen-

trations élevées ont été observées dans les aliments cuits au micro-ondes. On recommande l'usage de pellicules vendues spécialement pour le micro-ondes. Elles résistent mieux à la chaleur et le risque de migration est moindre », avance-t-elle.

Par exemple, la cuisson au micro-ondes durant 23 minutes d'un demi-poulet sous emballage lâche est l'occasion d'une migration de substance chimique de 151 mg/kg, tandis que le réchauffement d'une pizza verrait une migration de substance de 3,4 à 10 mg/kg.

Il faut par ailleurs bannir absolument l'habitude d'utiliser des contenants non conçus pour le micro-ondes, comme les contenants de margarine, pour réchauffer et même cuire des aliments au micro-ondes.

Avalanche au Mont Blanc

COURMAYEUR, Italie (AP) — Un bloc de glace d'une cinquantaine de mètres de large a emporté hier plusieurs skieurs sur le versant italien du Mont Blanc, faisant au moins six morts et deux disparus, ont annoncé les pompiers locaux.

Les opérations de secours devaient se poursuivre durant la nuit. Le sérac s'est détaché d'un sommet et a glissé sur quelque trois kilomètres dans une gorge à proximité d'un remonte-pente. Le bloc de glace a ensuite traversé une piste de ski pour s'arrêter à quelques centaines de mètres d'une route.

L'épidémie de choléra a déjà coûté 500 millions\$ au Pérou

LIMA (AFP-AP) — Les pertes à l'exportation, en raison de l'épidémie de choléra qui frappe le Pérou, sont actuellement chiffrées à plus de 500 millions de dollars, ont déclaré hier des porte-parole de 600 entreprises exportatrices, tandis que des spécialistes médicaux affirmaient qu'il était très probable que l'épidémie s'étende à d'autres pays d'Amérique latine.

Les derniers bilans font état de 100 morts et de 13 730 cas traités sur 16 600 malades, selon la direction d'épidémiologie du ministère de la Santé.

Mais, selon les spécialistes de l'organisation panaméricaine de la santé, 75 pour cent des personnes infectées par le bacille du choléra n'éprouvent aucun symptôme. Ils risquent donc de se rendre à l'étranger. Le bacille du choléra pouvant demeurer plusieurs mois dans les personnes infectées, l'épidémie risque de se propager.

Alors que le gouvernement a décidé de lancer une campagne inter-

naionale pour empêcher l'isolement du pays, le ministre de la pêche, Félix Canal, a informé que 250 000 tonnes de farine et de conserves de poisson, destinées à l'exportation n'ont pas quitté le pays, ce qui représente une perte de 300 millions de dollars.

Ajoutées aux 130 millions de dollars perdus dans un autre secteur alimentaires (fruits, légumes, etc.), et dans celui de la pêche artisanale et sa commercialisation, les pertes sont supérieures à 500 millions de dollars.

Le nouveau premier ministre péruvien, Carlos Torres y Torres examinera avec son gouvernement les mesures à prendre pour vaincre l'isolement du pays.

« L'épidémie de choléra dans notre pays se trouve dans sa première étape et pourra avoir une durée de 4 ou 5 mois. Dans cette période, pourraient être affectées entre 180 000 à 450 000 personnes, si les mesures recommandées par les autorités sanitaires ne sont pas respectées », a affirmé Joaquín Cornejo, spécialiste en épidémiologie.

Or, les conditions sanitaires au Pérou relèvent du quart monde, ont déjà précisé des experts. Par exemple, à Lima, Eduardo Quintanilla, doyen du Collège d'Ingénieurs a indiqué que chaque 24 heures, se déversent quelque 25 tonnes de déchets domestiques, industriels et humains, dans le rio Rimac, source centrale et primordiale d'eau potable que boivent 60 % des habitants de Lima.

Les premiers cas de choléra avaient été détectés le 4 février chez quelque 200 pêcheurs du port de Chimbote (412 km au nord de Lima). L'origine de la maladie n'a toujours pas été déterminée.

L'épidémie reste limitée pour l'instant à la côte nord et centrale du Pérou, et à quelques villages des Andes dans les départements d'Anchash, Cajamarca et Junin. A Lima (7 millions d'habitants), 4292 cas dont 1014 graves et 33 morts ont été recensés.

L'Équateur a décidé dimanche de ne plus importer temporairement des produits alimentaires en provenance du Pérou, alors que se multiplient les appels pour que soient fermées totalement les frontières.

La Colombie a également interdit l'importation des mêmes produits pour éviter une contagion de l'épidémie. Le ministre de la Santé, Camilo Gonzalez Posso, a déclaré que le gouvernement colombien avait décrété l'état d'alerte spécialement dans les zones frontalières, les ports et les aéroports.

Sur les 1000 km de frontières entre le Pérou et la Bolivie, les autorités de la Paz ont pris des mesures strictes quant au passage de produits alimentaires, conserves, etc.

CAMPS D'ÉTÉ

CAMP Oolahwan du YWCA 866-9941

- Camp bilingue — anglais par le jeu
- Activités aquatiques et plein air

Organisme sans but lucratif - exempté de la TPS



ANGLOFUN

Pour une immersion totale 1-297-3717



De nombreuses activités

- Camp de vacances mixte 7 à 14 ans
- Accueil de groupe (autonomes)
- Équipe aventure mixte 14 à 16 ans
- Journées plein air (printemps)

(514) 834-6388 / 834-3125



TROIS SAUMONS ET MINOGAMI

Séjours de 9 jours à 4 semaines pour garçons et filles de 5 à 17 ans

Séance d'information et diaporama au Collège André Grasset

1001 Boul. Crémazie Est, Montréal

le samedi 23 février 1991 à 10h15

Pour informations: (418) 529-5323

Ou écrire à: 11 rue Crémazie Est Québec, Québec - G1R 1Y1



CAMP DE-LA-SALLE

- LE CHOIX DES ACTIVITÉS PAR L'ENFANT,
- une grande variété d'activités offertes aux campeurs(ses)
- répartition des campeurs(ses) dans des chalets de 20, sous l'animation d'un(e) responsable de chalet.



C.P. 26
Varennes
J3X 1P9
(514) 449-4826



Camp des Grandes Baies - Camp de vacances et camp de jour

Nominigüe, Laurentides

5 à 16 ans mixte, programme plein-air varié, voile, canot, excursion, golf, tennis et plus. Séjour de 1, 2 ou 3 semaines au choix.

Pour obtenir notre dépliant, écrivez au: C.P. 1761, Succ. St-Martin, Laval H7V 3P9

Informations: 514-668-2090



CAMP DE JOUR DES CHAMPIONS

GARÇONS ET FILLES 4-14

ANIMATION EN ANGLAIS, ANIMATEURS BILINGUES

SPORTS, BEAUX-ARTS, HOCKEY, GYMNASTIQUE, NATATION

TERRAIN SPACIEUX DU COLLEGE NOTRE-DAME, PRÈS DU MONT-ROYAL, OUTREMONT

9H à 16H LUN. AU VEN. — JUILLET ET AOÛT

739-3721 ACCUEIL ET SURVEILLANCE DE 8H À 18H. 739-3423



RÉSULTATS

Tirage du 91-02-15

1 lot de 100 000 \$

(numéro non décomposable)

212H159

10 lots de 1 000 \$

(numéros non décomposables)

451H854

702D114	242H820	790H170
801D030	305H591	222J602
892D718	421H159	692J002

100 lots bonis de 500 \$ chacun (n° non décomposables)

136D821	392D697	106H669	448H871	844H587	395J997
150D249	393D887	125H838	519H959	889H003	397J269
160D739	396D258	137H487	538H491	109J344	421J911
169D646	409D554	170H505	541H471	110J507	448J131
198D320	466D802	189H080	572H244	113J852	450J457
222D427	483D468	195H484	573H154	115J136	487J450
228D567	521D595	208H788	656H860	117J039	508J004
265D765	522D136	237H770	687H382	170J561	558J955
285D003	537D768	281H050	730H955	196J481	666J779
287D577	551D500	298H227	733H034	222J024	696J011
288D908	558D501	336H164	752H133	246J997	830J230
303D167	558D658	375H214	771H044	250J906	843J161
319D742	571D272	381H815	793H829	270J725	845J439
324D004	617D223	395H014	805H223	303J322	865J052
334D976	784D430	405H080	806H656	355J671	889J135
386D254	864D885	416H014	808H922	363J791	898J954
390D509	891D835	441H074	842H032		

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

111 autres lots bonis le vendredi 22 février



PHOTO JACQUES NADEAU

Trois furets furetant sur Berri

Mme Jeannine Degand faisait prendre le soleil hier à ses trois furets sur la rue Berri. Mammifère carnivore, cet animal a les yeux et le pelage rouges. Reconnu pour ses qualités de chasseur, le furet est souvent utilisé dans les battues. Parfois, il est utilisé à d'autres fins. Sa fourrure est aussi fort appréciée.

Puis ce n'est pas grave si Saddam écoute !

CANADA DRY ONE, Qatar (PC) — « Saddam peut vous écouter. » Un bien sinistre message, affiché sur un des côtés de la cabine de bois bleu placée dans un coin de la base des Forces armées canadiennes, quelque part au Qatar.

À l'intérieur de cette cabine, un lien direct avec le Canada. Un téléphone.

Pour les soldats canadiens se trouvant au Qatar, téléphoner à la famille et aux amis restés au pays n'est pas difficile. Seulement dispendieux.

« La dernière fois que j'ai appelé ma sœur, nous avons parlé une heure... et ça lui a coûté environ 80 \$. Mais ça ne l'a pas dérangée », indique le caporal-chef Judy Donegan, dont la jumelle vit à Whitby, en Ontario.

tario.

Et cet appel aurait pu coûter beaucoup plus cher s'il n'avait pas été fait à frais virés. Un coup de téléphone d'une heure du Qatar au Canada se facture 240 \$.

Les Forces armées canadiennes ont toutefois décidé d'aider leur personnel à défrayer une partie de ce que coûtent les contacts téléphoniques avec les amis et la famille.

Normalement, tout membre des Forces assigné à un poste temporaire a, parmi ses avantages sociaux, le droit de faire gratuitement, chaque semaine, cinq minutes d'appels interurbains. Mais il ne peut téléphoner chez lui.

La situation est maintenant différente pour les Canadiens postés dans le Golfe. La durée de leurs appels in-

terurbains gratuits a doublé, passant à 10 minutes par semaine. Et les appels en question n'ont pas nécessairement à être logés au domicile du soldat.

« C'est un bel avantage », dit le caporal Darren Roberts, qui travaille dans le département émettant les cartes de plastique permettant aux soldats de faire leurs appels gratuits. « En fait, de tous les avantages accordés ici, c'est le plus populaire et le plus largement utilisé. »

« Il faut dire qu'ici, un appel interurbain est probablement la chose qui vaut le plus cher », poursuit-il.

Les cartes de téléphone sont tellement populaires qu'elles ont même trouvé une valeur marchande à la base. Certains célibataires les vendent ou les échangent à leurs collè-

La réforme des services de santé laisse plusieurs interrogations

Pierre April

de la Presse Canadienne

QUÉBEC — La régionalisation des services de santé, annoncée par le ministre Marc-Yan Côté le 7 décembre dernier, demeure toujours un objectif souhaitable et atteignable mais elle ne se fera pas sans peine ni inquiétude.

C'est du moins ce qu'estime le directeur général de la Conférence des Conseils régionaux de la santé et des services sociaux du Québec (CRSSS), M. Norbert Rodrigue.

« Ça fait quelques années que plusieurs plaident la régionalisation, a-t-il indiqué au cours d'une entrevue à La Presse Canadienne, mais cela ne veut pas du tout dire qu'il n'y aura pas de questionnement et que des ajustements inévitables ne devront pas se faire en cours de route. »

Alors que les travaux de la Commission parlementaire chargée d'étudier les 494 articles du projet de loi 120 sur services de santé et les services sociaux ont été remis à plus tard par le ministre, les intéressés s'interrogent et font connaître leurs inquiétudes.

Après les éloges et les félicitations de la plupart des gens du milieu à l'annonce du projet de réforme, en décembre, les réactions deviennent de plus en plus nuancées et critiques.

Les intervenants dans les régions, à qui le ministre a promis de remettre le système, veulent aujourd'hui des précisions et des garanties.

« Ce qu'il faut maintenant c'est bien se comprendre sur les responsabilités régionales et celles des établissements, a expliqué M. Rodrigue qui en a longuement discuté avec les directeurs généraux des 13 CRSSS. À cet égard, on a d'ailleurs déjà exigé beaucoup plus de précisions. »

Il y a toute la question de la notion de programme. M. Rodrigue a vu dans le projet de loi, comme bon nombre de directeurs généraux du réseau, des définitions divergentes, dépendamment de l'endroit où l'expression est appliquée et qui commandent des explications.

« Il va falloir qu'on s'entende sur l'utilisation des termes, quand on les utilise et comment, a-t-il souligné. Dans tout cela, il y a les faits et ensuite ce qu'on en fait. »

Il y a toute la question du pouvoir discrétionnaire du ministre qui a soulevé des tas de questions dans le système. À ce chapitre, M. Rodrigue a remarqué dans le projet de loi 120

Canada. Quelques-uns les utilisent comme mise au poker...

Trois cabines téléphoniques se trouvent à la base des Forces armées canadiennes au Qatar. La première accepte les cartes de plastique. La seconde met la personne qui désire téléphoner en contact avec un téléphoniste de Bell Canada à Montréal, afin de faire des appels à frais virés.

Quant à la troisième, elle permet de rejoindre la base directement du Canada — certainement la communication qui coûte le moins cher — mais elle demande une certaine planification.

Dans chacune de ces cabines, des affiches rappellent aux soldats que les lignes téléphoniques ne sont pas à haute sécurité, que seules les questions non secrètes peuvent être abordées par téléphone, et que « Saddam peut vous écouter ».

Mais les restrictions militaires concernant ce qui peut être dit et ce qui ne peut pas l'être ne semblent pas déranger. À l'autre bout du fil, les questions vont davantage dans le sens de « Comment vas-tu? » que dans le sens de « Que fais-tu? ».

« Les premières questions sont toujours 'Comment te sens-tu?' ou 'Est-ce que tout va bien?' », explique le lieutenant Jamie Robertson, qui estime que son épouse et lui dépendent pour plus de 100 \$ par semaine en appels interurbains.

« Mais ça en vaut la peine, affirme-t-il. Nos amis, notre famille, c'est eux qui vivent le pire de la situation. Ils ne savent pas ce qui se passe. Nous, nous le savons. Oui, nous sommes dans une zone de guerre. Mais nous allons bien. Aucune menace directe ne pèse sur nous. Et nous répétons à ceux que nous avons laissés au Canada de ne pas trop s'inquiéter. »

Au cours des dernières guerres dans lesquelles le Canada a été impliqué, le courrier était le seul moyen de garder le contact avec le pays.

de nombreux articles qui donnent encore trop de latitude au pouvoir central.

« Moi, je veux simplement savoir qui détient ou détiendra vraiment le pouvoir, a expliqué M. Rodrigue. Tout est là. »

La réforme Côté a promis de revaloriser les CLSC et les établissements de première ligne dans le réseau des affaires sociales et de santé. Mais, après étude approfondie et mûres réflexions, les intervenants ne sont plus tout à fait certains que le projet de loi offre toutes les opportunités annoncées.

« Par exemple, il va falloir établir clairement ce qu'est la première ligne mentionnée par le ministre, c'est primordial », a souligné le directeur général de la Conférence des CRSSS.

Pour que les CLSC deviennent effectivement cette première ligne et remplacent les urgences des hôpitaux, M. Rodrigue estime qu'ils devront être mieux équipés. Les gens devront aussi être mieux informés de ce qu'ils sont en mesure d'obtenir comme services si on veut qu'ils modifient leurs habitudes.

Il y a aussi toute la question de la collaboration entre le corps médical et les établissements de première ligne qui est à inventer. « Je ne pense pas qu'on soit capable de demander à un groupe (les médecins) de tout lâcher le morceau », a expliqué M. Rodrigue.

« Mais une chose est certaine, a-t-il ajouté, la régionalisation va inévita-

blement modifier la dynamique. Avec la présence d'une assemblée régionale, ça ne sera plus jamais pareil dans les choix des priorités et dans les débats. »

M. Rodrigue a noté qu'au cours des dernières années, une évolution des contextes social et politique a fait que les médecins, eux aussi, ont subi des pressions afin de modifier et d'assouplir leur comportement.

« Il faut que les médecins participent aux débats et à l'organisation des nouvelles structures, a indiqué M. Rodrigue, mais il va aussi falloir que les autres intervenants conviennent que les médecins ont un rôle à jouer dans le système proposé. »

Le directeur général de la Conférence des CRSSS a étudié de près l'évolution de la pensée de la profession médicale et il est maintenant convaincu que si les médecins montrent une trop forte opposition aux grands principes du projet de réforme Côté, la population leur retirera son appui et sa confiance.

M. Rodrigue a conclu en affirmant qu'il voyait dans le démarche du ministre Côté « la volonté politique nécessaire pour y arriver ».

Il demeure cependant convaincu qu'il appartiendra aux régions de s'approprier les changements.

L'essentiel, a-t-il dit, c'est que le débat démocratique se fasse, que la conscience des régions s'éveille et que l'appropriation se réalise. « Le ministre Côté n'est pas éternel. »

EDUCATION

Pour des objectifs éducatifs « nationaux » communs

Le Forum Entreprises-Universités vient de publier un document de consultation sur l'enseignement primaire et secondaire au Canada. Intitulé: « Nous accomplir: apprendre pour l'avenir », le document recommande au premier chef « l'adoption urgente (d'ici 1995) d'objectifs éducatifs communs, c'est-à-dire valables dans tout le Canada, aux différents stades de processus de formation, ainsi que l'élaboration d'indices permettant d'en évaluer et d'en favoriser la concrétisation ». Le Forum Entreprises-Universités a son siège social à Montréal et est composé d'universitaires et d'hommes d'affaire.

Oui au génie à l'ETS

Le Conseil des universités vient de recommander au ministre de l'Enseignement supérieur de « reconnaître l'École de technologie supérieure comme une nouvelle école de génie au Québec » avec mandat de former des « ingénieurs-technologues ». L'ETS est invitée, tout en privilégiant les finissants du secteur professionnel des collèges, à ne pas exclure d'autres types de clientèle. Le Conseil recommande d'accorder 600 000 \$ à l'ETS pour assurer sa transformation.

Laval modifie sa structure décisionnelle

L'Université Laval vient de décider de partager ses pouvoirs entre un conseil d'administration et un conseil universitaire. D'après le recteur, M. Michel Gervais, cette nouvelle structure devrait permettre « de revaloriser les préoccupations d'ordre pédagogique et proprement universitaire trop souvent enfouies sous les aspects administratifs et politiques, de les considérer pour elles-mêmes et d'y consacrer tout le temps et l'énergie qu'elles méritent ».

Vivement, un forum sur la main-d'oeuvre

Le président de la Fédération des commissions scolaires du Québec, M. Guy d'Anjou, a suggéré jeudi à Québec au symposium de l'Association des cadres scolaires sur l'éducation des adultes, la tenue d'un sommet sur la formation de la main-d'oeuvre afin de mettre un terme au fouilli qui règne dans ce domaine. Il a dénoncé la Commission canadienne de mise en valeur de la main-d'oeuvre qui ne fait « qu'ajouter à la confusion et à la cohérence » et plaider pour que cette formation ne relève que du Québec. La mise sur pied de la Conférence (québécoise) permanente sur l'adaptation de la main-d'oeuvre ajoute aussi, à ses yeux, à la confusion et à l'incohérence.

La JEC s'intéresse à la loi 107

La Jeunesse étudiante catholique voudrait que la loi 107 soit amendée pour qu'on y prévoi la « présence obligatoire » d'une association d'élèves dans chaque école secondaire. Elle recommande que l'on attribue aussi au conseil d'étudiant « des pouvoirs et des fonctions semblables à ceux dévolus aux comités d'école » formés de parents. Elle demande aussi que tous les groupes qui forment l'école, y compris les étudiants, soient obligatoirement consultés avant l'adoption de projets éducatifs. La JEC veut aussi que chaque école offre les ressources nécessaires « pour assurer des conditions et une qualité de vie à l'école pouvant répondre aux besoins spirituels des élèves ». Enfin la JEC croit que les changements touchant la professionnalité devraient permettre « un plus grand accueil et respect des différences religieuses et culturelles ».

Les Québécois demeurent prudents à l'intégration des communautés

Josée Boileau

DE FRILEUX qu'ils étaient, les Québécois sont devenus suffisamment sûrs d'eux pour intégrer les communautés culturelles. Mais une très grande prudence reste de mise car les capacités d'accueil ne sont pas infinies, affirme M. Sylvain Simard, président du Mouvement national des Québécois (MNQ).

« Il n'y a pas de chiffre magique, mais on ne peut augmenter aussi rapidement les quotas d'immigration comme la ministre se propose de le faire », disait-il hier, en référence à l'objectif de 50 000 immigrants accueillis par année au Québec d'ici cinq ans, tel que fixé en décembre par la ministre québécoise des Communautés culturelles et de l'immigration, Mme Monique Gagnon-Tremblay. Les quotas actuels sont de l'ordre de 30 000 immigrants.

Le MNQ a largement discuté de toute cette question samedi, lors d'un panel tenu dans le cadre de la consultation qu'il mène dans ses instances régionales et auprès d'experts sur l'avenir démographique du Québec.

C'était la première fois en fin de semaine que le MNQ abordait précisément le thème de l'immigration. Au nombre des invités on comptait M. Alain Jean-Bart, président du comité sur les relations inter-culturelles à la ville de Montréal, les professeurs Jean-Marc Pothier et Marco Micone, l'ancien président de l'Office de la langue française, M. Pierre Étienne Laporte.

Au cours de cette réunion, les participants étaient unanimes pour affirmer que le repli sur soi autrefois caractéristique des Québécois n'existait plus. Mais l'intégration reste un véritable défi, les immigrants se concentrant non seulement à Montréal, dans une proportion beaucoup plus forte que ce qui existe dans les métropoles des autres provinces, mais aussi dans des coins précis de la ville.

« Ouvrir davantage les portes aujourd'hui, c'est participer à la création de ghettos. L'intégration des nouveaux arrivants est partout difficile en raison du choc des valeurs que cela entraîne. Mais ici il s'y rajoute une fragilité linguistique à laquelle on n'a pas encore trouvé une réponse. Il ne faut pas se lancer dans une course éperdue à l'ouverture à l'immigration », précisait hier M. Simard.

Plutôt que de lancer des chiffres, il faudrait plutôt déterminer quel est le seul que les Québécois, et principalement les Montréalais, peuvent intégrer sans problème, ajoute-t-il. Le MNQ reconnaît toutefois que, contrairement à la croyance populaire, les lois linguistiques ne suffisent pas à régler cette question.

L'insécurité des Québécois reste par ailleurs réelle, selon M. Simard. Dans son livre *A différent vision* lancé la semaine dernière, l'ancien délégué général du Québec à Londres, M. Reed Scowen, soutient au contraire que cette fragilité tient maintenant du mythe.

CARTES D'AFFAIRES

ROBIC
Fondé en 1982

55 St-Jacques
Montréal, Québec
Canada, H2Y 3K2
Téléx: 05 268656
Fax: (514) 845-7874
Tél: (514) 987-6242

Agents de
brevets
d'invention
et de marques
de commerce

« Les études qui démontrent qu'il y aura à Montréal une majorité d'allophones d'ici quelques années, et les incidents survenus dans les écoles à forte concentration allophone, démontrent tout à fait le contraire », s'insurge M. Simard.

Le MNQ reviendra d'ailleurs sur le thème de l'éducation et le défi de l'immigration lors d'un autre panel au début mars où sera notamment présente la commissaire de la CECM Louise Laurin, qui s'était fait connaître en s'impliquant publiquement dans le dossier des Turcs il y a quelques années.

L'ensemble des travaux du MNQ sur la question démographique seront enfin débattus en mai lors d'une rencontre nationale que le mouvement tiendra à Montréal.

gues qui ont laissé leur famille au

PAUL THIBAUD

Journaliste, écrivain, ancien directeur de la revue ESPRI (1976-1988), il donnera une conférence sur :

"L'AVENIR DE LA PROFESSION ENSEIGNANTE"

Mercredi, 20 février 1991 à 20h00

Le Nouvel Hôtel

Salons : Maisonneuve-Dorchester

1740, boulevard René-Lévesque, Montréal.

ENTRÉE LIBRE



Fédération autonome du collégial (848-9977)

soirée

relations

VIOLENCE ET MARGINALITÉ CHEZ LES JEUNES

De temps à autre, la violence chez les jeunes défraie la manchette. Encore récemment, les attaques sauvages d'un groupe de *skin heads* ont fait l'actualité. Si on fait vite l'unanimité pour condamner la violence, même celle provenant d'adolescents, les réponses sur les causes de celle-ci et les solutions à y apporter sont divergentes.

La violence des jeunes est-elle une pathologie individuelle à traiter, ou un problème social issu de la transformation de nos structures sociales et provoquant la marginalité? Pour creuser la problématique et répondre à vos questions, nous avons invité:

M. Marc LESAGE, sociologue
M. Georges MONTELLIER, du CSSMM, Tribunal de la jeunesse
M. Michel PARAZELLI, Regroupement des organismes communautaires jeunesse du Montréal métropolitain
M. Jacques PECTOR, Projet d'intervention auprès des mineur(e)s prostitué(e)s.

Une invitation à une soirée de découverte
LE LUNDI 18 FÉVRIER 1991, DE 19h30 À 22h00
À LA MAISON BELLARMIN
25 OUEST, RUE JARRY, MONTRÉAL
TÉL.: 387-2541
L'ENTRÉE EST LIBRE!

À lire dans le numéro de mars de la revue Relations:
Travail et santé: l'envers du décor
 25 ouest, rue Jarry, Montréal, H2P 1S6 — Tél.: (514) 387-2541

SUITES DE LA PREMIERE PAGE

◆ L'attaque

ces (du peuple koweïtien). Je pense que nous le ferons », a déclaré M. Bush à Kennebunkport (Maine) où il passait le week-end.

Alors que se multiplient les indications sur une offensive terrestre alliée imminente, M. Bush n'a pas voulu confirmer les informations données par le ministre français des Affaires étrangères Roland Dumas, selon lequel les Alliés sont « à la veille » d'une guerre terrestre. Le président américain s'est contenté de dire qu'il prendrait lui-même la décision.

« Les choses vont bien (...). Elles suivent le calendrier prévu et nous sommes déterminés à finir ce travail, de le faire bien, à accomplir notre objectif sans concession, sans retour en arrière », a-t-il dit alors qu'il effectuait une promenade à pied le long de la côte après avoir fait le point de la guerre du Golfe avec ses principaux collaborateurs qui sont restés à Washington.

Aux frontières de l'Arabie saoudite avec le Koweït et l'Irak, une série d'accrochages au sol (2 morts et six blessés côté américain) ont eu lieu hier matin entre des unités américaines et irakiennes, les premiers de cette importance entre les troupes des deux pays depuis le début de la guerre, il y a un mois.

M. Baker a exprimé son scepticisme sur d'éventuels résultats positifs des entretiens de M. Aziz avec le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, aujourd'hui à Moscou.

« Nous avons négocié pendant six mois (avant le déclenchement des hostilités) et les négociations sont dépassées depuis longtemps », a affirmé M. Baker. L'Irak, a-t-il ajouté, doit se plier entièrement aux résolutions de l'ONU et les États-Unis « ne voient pas l'objet de négocier à reculons à partir de ces résolutions ».

Selon lui, il n'y aura « pas de cessez-le-feu et pas de pause » dans les opérations alliées contre l'Irak.

De son côté, le ministre français des Affaires étrangères Roland Dumas a indiqué que la date d'une attaque terrestre ne dépendait pas de « gesticulations diplomatiques » de l'Irak.

Une annonce éventuelle par Bagdad d'un retrait du Koweït ne pourra arrêter la guerre que « si elle est suivie d'effet immédiat sur le terrain », a-t-il affirmé, en demandant « un retrait de façon massive, immédiate et sans conditions ».

M. Dumas a indiqué que la date d'une attaque au sol de la coalition était déjà fixée et qu'on en était à la veille ou à l'avant-veille. Mais son collègue de la Défense a affirmé qu'une telle date sera arrêtée « au moment opportun ». Un porte-parole américain a affirmé qu'« aucune date, à ce jour, n'avait encore été fixée », tandis que M. Baker s'est refusé à toute indication sur ce point. Le *Los Angeles Times* croit savoir que l'offensive sera déclenchée dans le courant de la semaine.

Les dirigeants alliés se montrent

par ailleurs confiants sur la fermeté de la position de Moscou.

Le président américain George Bush, faisant état d'assurances récentes des dirigeants soviétiques, a déclaré que ceux-ci ne feront « absolument pas de concessions » sur l'exigence de l'ONU d'un retrait total et inconditionnel.

Selon M. Dumas, les dirigeants soviétiques ont réaffirmé aux ministres des Affaires étrangères de la triade européenne en visite à Moscou — Luxembourg, Italie et Pays-Bas — que les conditions posées par Bagdad à l'application de la résolution 660 « vident de leur intérêt la proposition irakienne ».

Côté irakien, aucun signe d'assouplissement ne se manifeste. Tarek Aziz, accompagné par le vice-premier ministre irakien Saadoun Hamadi, s'est entretenu à Téhéran durant 90 minutes avec son homologue iranien Ali Akbar Velayati, a indiqué l'agence officielle iranienne IRNA.

L'ambassadeur d'Irak à l'ONU a affirmé que les conditions posées par Bagdad et rejetées par les Alliés pour un retrait du Koweït n'étaient que « des droits légitimes ».

Le quotidien *Al-Saoura*, organe du parti Baas au pouvoir, a menacé de « transformer le désert saoudien en cimetière » pour les forces alliées et de « brûler la moitié d'Israël », en cas d'offensive terrestre de la coalition.

Sur le terrain, les indices sur la proximité d'une offensive terrestre se multiplient. Les premières lignes irakiennes au Koweït ont été soumises hier matin à l'un des bombardements d'artillerie les plus violents depuis le début de la guerre.

Deux soldats américains ont été tués et six autres blessés par un hélicoptère anti-char américain Apache au cours d'accrochages avec des unités irakiennes hier matin, a annoncé le commandement central à Ryad, en précisant qu'une enquête avait été ouverte sur cet incident.

Un total de sept engagements « séparés et distincts tout le long de la frontière koweïtienne et irakienne » ont eu lieu entre 05h00 et 10h00 locales, selon la même source, les forces américaines utilisant des chars, des missiles anti-chars TOW, l'artillerie et des hélicoptères Apache.

Enfin, l'Irak a affirmé que les tirs destructeurs de missiles Scud sur Israël, samedi soir, visaient la centrale nucléaire de Dimona, dans le sud du pays, pour trois d'entre eux, un quatrième ayant été dirigé sur le port de Haïfa.

Selon Israël, deux missiles irakiens à ogive conventionnelle se sont abattus, sans faire de victimes, sur des zones inhabitées, dont l'un, pour la première fois, dans le sud du pays.

Le commandement militaire britannique a reconnu hier qu'une bombe lâchée mercredi dernier par un Tornado de la Royal Air Force sur un pont de la ville irakienne de Falluja (60 km à l'ouest de Bagdad) avait dévié de sa trajectoire et explosé dans la ville. Selon les Irakiens, 130 civils ont été tués par le bombardement britannique sur un marché de Falluja. Un porte-parole britannique a déclaré que si les affirmations irakiennes sont correctes, la Grande-Bretagne « regrette beaucoup » la mort de civils.

D'autre part, Bagdad a connu samedi soir sa première nuit calme depuis le déclenchement de la guerre du Golfe, aucune explosion, ni bombardement ou tir de la DCA n'ayant

été entendus selon les témoignages des habitants de la capitale.

◆ Les Québécois

pourcentage total des incrédules.

Comment expliquer cette contradiction qui consiste à tendre la main dont on sait qu'elle ne trouvera pas preneur? Membre du Groupe Multi-Réso et professeur de sciences politiques à l'université Concordia, Guy Lachapelle souligne d'abord que seulement un peu plus de la moitié des 54 % favorables à l'indépendance, sont des indépendantistes purs et durs. À la faveur de sondages antérieurs, Multi-Réso a posé la question: Êtes-vous indépendantiste ou fédéraliste? Il a pu ainsi établir à environ 35 % le véritable pourcentage d'indépendantistes inconditionnels. M. Lachapelle en déduit que ce sont les autres, de la portion modérée du 54 %, qui favorisent une attitude attentiste, le temps de vérifier une dernière fois, au cas où le Canada aurait quelque chose de valable à offrir au Québec.

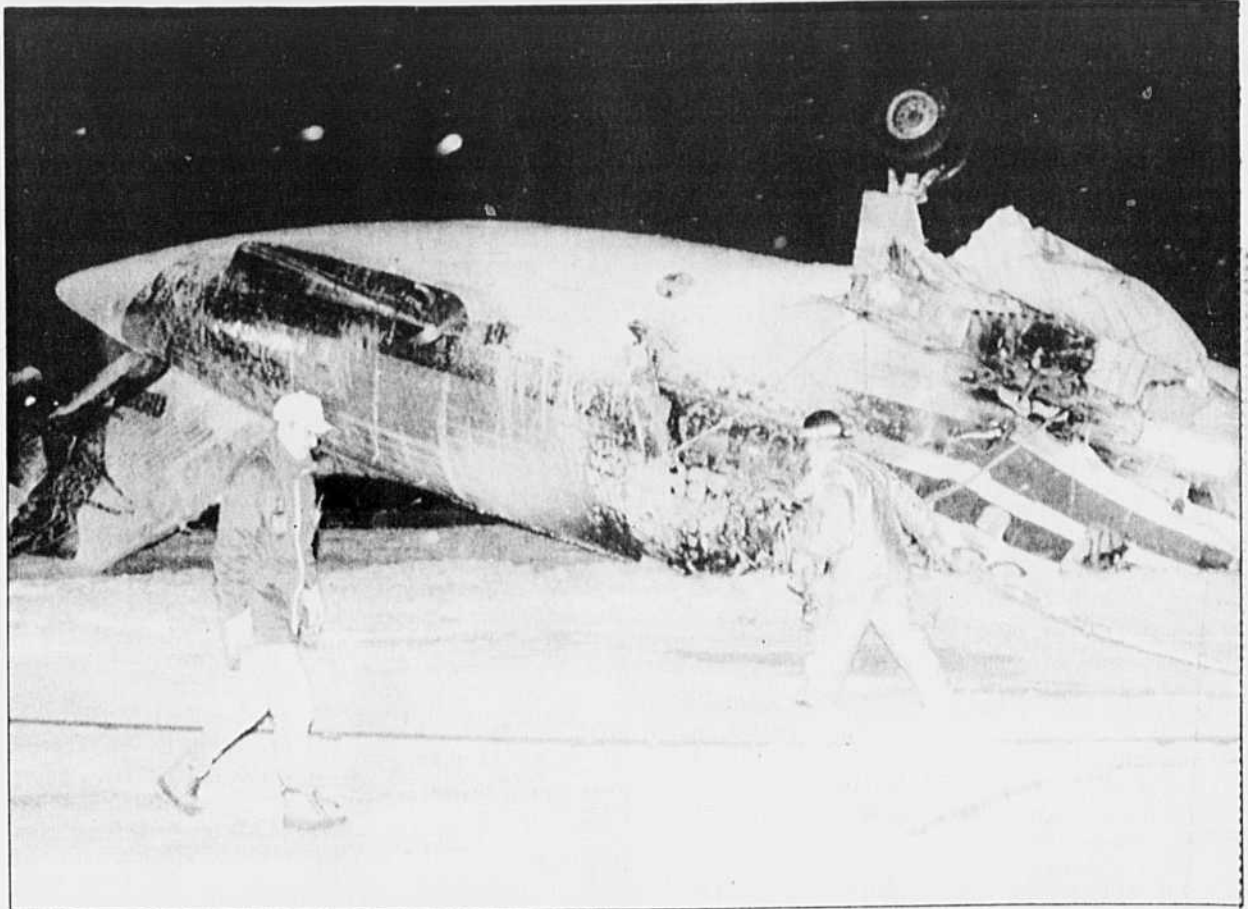
D'autres données significatives ressortent du sondage Multi-Réso-Le Devoir de février. Plus les gens sont optimistes, plus ils sont enclins à donner une dernière chance aux négociations constitutionnelles, à savoir, 70 % de ceux qui trouvent que ça va bien au Québec. Il en est évidemment ainsi des Québécois d'expression anglophone, qui sont massivement favorables à un retour à la table constitutionnelle. Parmi ceux qui optent pour la souveraineté-association, 59,6 % sont des tenants de la dernière chance, qui recueille par ailleurs un appui solide chez les personnes âgées. À l'inverse, c'est parmi les Québécois les plus scolarisés que cette hypothèse retrouve le plus grand nombre de ses opposants. Par ailleurs, les femmes affichent à cet égard une attitude plus conciliante que celle des hommes, qui sont non seulement tièdes à l'idée de la dernière chance, mais également plus nombreux à en prédire l'échec.

Les tendances observées par Multi-Réso correspondent sensiblement aux conclusions d'un sondage effectué du 7 au 11 février par la Groupe Léger & Léger. L'on y relève que 53,6% des Québécois favorisent une reprise des négociations constitutionnelles. Et que 59,5 % s'attendent à ce que le Canada anglais rejette le projet de structure Canada-Québec mis de l'avant par le comité Allaire. Il ressort également de ce sondage que 38,7 % des Québécois souhaitent la tenue d'un référendum en 1991, alors que 33,4 % le verraient plutôt en 1992. Autant de données qui ont probablement inspiré la stratégie du PLQ à travers le rapport Allaire. Au chapitre des intentions de vote, Léger & Léger conclut que le PQ avec 53,6 % a accru son avance sur le PLQ (36 %).

◆ Mulroney

déral.

Jusqu'à présent, l'unité du caucus du gouvernement semble avoir résisté à ces événements. Hier, plusieurs députés accueillaient particulièrement fraîchement les propos du chef du Bloc Québécois, Lucien Bouchard, qui leur prédiait « la descente aux enfers » s'ils maintiennent leur appui à Brian Mulroney et qui donne aux intéressés jusqu'au 1er avril



Un DC-9 s'écrase à Cleveland

Un biréacteur DC-9 a explosé en décollant, juste au moment où il quittait le sol, hier, à Cleveland, en Ohio. L'appareil, utilisé pour le fret aérien, s'est complètement retourné en bout de piste. Le pilote et le copilote ont perdu la vie dans cette catastrophe qui fait l'objet d'une enquête par les autorités américaines.

La méthodologie du sondage Multi-Réso

LES RÉSULTATS de ce sondage

proviennent de l'omnibus Multi-Réso de février. En plus de l'équipe de journalistes du DEVOIR, y ont collaboré: Guy Lachapelle, Soucy-D. Gagné, Jean Noiseux, Francine Beaucage, Lucie Leclerc et Alain Gagnon.

L'échantillon probabiliste proportionnel non stratifié a été tiré des bottins téléphoniques desservant l'ensemble du Québec, par la méthode du hasard systématique. La sélection du répondant a été effectuée au moyen d'une grille aléatoire auprès des personnes de 18 ans et plus, résidant en permanence dans un foyer.

Avec 1003 répondants, on estime que la marge d'erreur est comprise dans un intervalle de plus ou moins

3,2, 19 fois sur 20.

Les entrevues ont été réalisées à partir de la centrale téléphonique de BIP Inc. à Montréal, entre le 1er et le 11 février. Des 1752 sélections de départ, il a été possible d'obtenir 1509 numéros de téléphones valides. De ce nombre, 367 ménages ont refusé de collaborer, 105 sont demeurés sans réponse après plus de cinq appels et 34 répondants n'ont pu être rejoints dans la période de sondage.

La substitution de foyers ou de personnes n'était pas permise dans ce sondage. Finalement, 1003 entrevues ont été entièrement complétées, donnant un taux de réponses global de 66,5 %.

La représentativité du sondage a été obtenue dans le traitement infor-

matique par une pondération selon la région, l'âge et le sexe, à partir des données du recensement de 1986.

Le Groupe multidisciplinaire de recherche et d'étude sociale (Multi-Réso) est une société établie à Montréal depuis 1971 et qui regroupe huit chercheurs associés travaillant à l'étude des comportements sociaux, politiques et de consommation.

Les résultats de la section politique de l'omnibus Multi-Réso de février pour LE DEVOIR sont disponibles aux professeurs qui en feraient la demande pour fins pédagogiques.

Jean Noiseux,
Groupe Multi-Réso Inc.

pour se rallier à son groupe.

« Il charrie pas mal », lance le député d'Abitibi Guy St-Julien. « on est pas obligé de démissionner pour défendre le Québec ». « Je ne savais pas que M. Bouchard avait des dons de Saint-Pierre », raille Michel Champagne, député de Champlain et un de ceux que courtise activement le Bloc Québécois. Il ajoute que Lucien Bouchard aurait intérêt « à respecter l'opinion des autres ».

Mais le leader du Bloc n'est pas le seul à relancer les députés nationalistes de Brian Mulroney dans la foule des discours de Toronto et de Québec. « Est-ce que c'est leur conscience ou leur paye qui les intéresse? », demandait hier Jean Chrétien qui dit que leur appui actuel à Brian Mulroney détonne par rapport aux déchéirements de conscience dont faisaient très publiquement état plusieurs députés conservateurs du Québec au moment de l'échec du lac Meech.

Le chef libéral avait cependant ses propres problèmes de dissension à régler en fin de semaine. A commencer par son ex-rival, le député montréalais Paul Martin que des collègues ont publiquement rappelé à l'ordre pour avoir déclaré que son parti manquait d'initiative en matière constitutionnelle.

Au terme de la rencontre de son caucus, M. Martin semblait avoir rajusté son tir. « Aucun libéral ne va laisser Brian Mulroney prendre la balle du fédéralisme. Il vient de passer des années à ne pas parler du Canada au Québec. » Il n'y a pas eu de contestation de son leadership », a cru bon de préciser de son côté le chef libéral.

◆ Mur

Berlin n'est pas une des capitales directement impliquées dans cette guerre, quoique la *Bundesbank* fournisse des « investissements » et que l'industrie ait rendu du gaz et des matériaux à bunker à l'Irak de Saddam Hussein mais, dans ses rues, Berlin est en train de devenir une des capitales du pacifisme. Draps blancs qui pendent aux fenêtres, manifestations quotidiennes, toutes sortes d'interventions comme celles-là qui, samedi, tenaient un rassemblement de « méditation » (ils étaient des centaines à se tenir la main, en silence, lorsque parfois, tous ensemble, ils criaient un immense *Nein!*), et l'impressionnante grande feuille de papier blanc que l'on a déroulée dans l'une des immenses fenêtres du Berliner Ensemble et sur laquelle on peut lire *Kein Blut für Oil*, la version allemande du *No Blood for Oil*.

Moritz de Hadeln, ce Suisse Allemand qui dirige la Berlinale depuis près de 15 ans, a pris les choses de front. Dans un texte d'une rare franchise, publié dans le programme du festival, il écrit : « Oui c'est vrai, cette Allemagne nouvellement réunifiée a offert à l'ennemi du jour la possibilité de fabriquer du gaz, lui a construit son refuge. Mais, qu'en est-il des avions français, de la technologie des Britanniques, des Américains ou des Soviétiques? Alors, cessons de nous blâmer réciproquement. Tant que l'argent était à faire, bien des personnes se sont salées dans les mains allégrement. Aujourd'hui, nous en payons tous la quittance ».

Alors, un festival en pleine guerre! Dans sa défense de la Berlinale, le premier événement culturel européen d'importance depuis le déclenchement de l'attaque des Alliés sur l'Irak, Moritz de Hadeln voue

son festival au dialogue, « ce 41e festival est un acte de foi, un acte de courage, le courage de surmonter sa psychose pour s'intéresser à l'autre et parler avec lui qu'il soit Américain, Anglais, Juif ou Arabe ».

Un qui a surmonté sa psychose, c'est la star américaine de l'heure, l'homme aux 12 nominations, le futur « Oscarisé » Kevin Costner. Il n'est pas venu à Berlin alors qu'hier, dimanche, la projection de *Dances with Wolves* était l'événement. Salle bondée, évidemment (il y a ici 2500 journalistes accrédités), mais une attitude de réserve à la sortie. À la Berlinale, on n'aime pas trop les véhicules lourds d'Hollywood, fussent-ils consacrés au sort des tribus d'autochtones et à l'écologie.

Dans une lettre datée du 13 février (tiens, c'est le lendemain des mises en nomination à Los Angeles), Costner écrivait à Moritz de Hadeln que « with the present climate of uncertainty created by events in the Gulf, it simply seemed inappropriate for us to be travelling to Europ in support of a film ». Donc, pas de conférence de presse pour *Der Mit Dem Wolf Tanzt*, une projection sans triomphe mais un accueil somme toute plus favorable que les masses creux qu'ont connus des Oliver Stone ou autres « Amerloques » que la population critique de la Berlinale a toujours à l'oeil.

Francis Ford Coppola, lui, est bel et bien à Berlin. La peur, connaît pas. On l'a vu en cinéophile, en badaud, l'auteur du *Parrain III* qui, quoique dans la sélection officielle, n'aura pas à affronter cette année, la compétition aux Ours d'Or ou d'Argent. Quatre films des USA sont parmi les 25 entrées de cette course aux Ours. Avec l'Italie (qui en a quatre) et la France (qui en a trois), les USA dominent la sélection officielle. L'Europe de l'Est est pratiquement absente (un film tchèque), mais l'Europe de l'Ouest et du Sud est en force (18 films). Volker Schlöndorff, qui s'était cassé la margoulette ici l'an dernier avec une adaptation d'un roman de Margaret Atwood, préside le jury de 11 personnes, dont Chantal Ackerman, Laurie Anderson, Gilles Pontecorvo.

Dans les films vus jusqu'à maintenant dans la compétition, un seul ressort. Celui de l'Irlandais Neil Jordan (l'auteur de *Mona Lisa*), qui avec *The Miracle* établit une fort intéressante chronique d'un été dans une station balnéaire où un adolescent de 17 ans va tomber éperdument amoureux d'une actrice qui vient s'y baigner tous les jours et qui, l'apprendra-t-il, est nulle autre que sa mère. On réinvente toujours l'Oedipe, mais Neil Jordan, en y allant avec autant de doigté et d'inspiration, réussit à nous faire croire à une réinvention originale.

Mais, il faut fuir un festival. C'est une des règles du jeu. Samedi soir, passant sous la porte de Brandebourg, j'ai senti que je fuyais l'Ouest. Oui, comme le dit Moritz de Hadeln, il y a deux pays à l'intérieur d'une nation. Le mur est encore dans la tête des Berlinoises.

De l'autre côté, où le gris traverse même la neige, on ressent la même tristesse, le même *autre monde* qu'avant le 9 novembre 89. Au petit bar de la gare de la Friedrichstrasse, on a levé les murs, on a modernisé avec du contre-plaqué, mais j'y ai vu les mêmes ombres qu'avant, qui boivent comme s'ils conspiraient, qui semblent nés pour attendre. Mais, avec leurs jeans superbes, la jeunesse est déjà le premier groupe qui n'aura

pas de mur dans la tête bien longtemps. Les jeunes seront les premiers qui vont se « ressembler » d'un côté comme de l'autre.

◆ Les édifices

Dans le cas du secteur industriel, il est intéressant de noter que « la mise en vigueur de l'Accord du libre-échange semble créer à court terme un déplacement vers le sud de la frontière. Cette réorganisation du secteur industriel a créé un plus grand taux d'occupation en 1990, d'où une augmentation du taux de rendement exigé ».

D'après une compilation des chiffres propres aux grands villes du monde, Montréal s'avère presque aussi chère que... New York. En effet, le taux d'occupation annuel au pied carré est de 45 \$ contre 47 \$ à New York et à Toronto. Selon le tableau de Colliers Montréal est au 22e rang des villes les plus dispendieuses.

À 250 \$ le pied, Tokyo est en tête de liste devant London-West End (223 \$), London-City (201 \$), Hong Kong (94 \$), Paris (94 \$), Singapour (88 \$), Madrid (79 \$), et Francfort (73 \$). La ville la moins chère est Denver avec 15 \$. On notera qu'au sein des villes comme San Francisco, Los Angeles, Boston, Philadelphie ou Bruxelles le pied carré est plus abordable qu'à Montréal.

18 février

par la PC et l'AP

- 1989: le hockeyeur Wayne Gretzky atteint le plateau des 1800 points en carrière.
- 1987: Bagdad annonce une trêve de deux semaines dans les bombardements de villes iraniennes; Québecor achète l'usine Donohue au coût de 320 millions de dollars.
- 1985: premier essai du missile Cruise en Alberta.
- 1984: après avoir délibéré une journée, le Comité central du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) se sépare en reconnaissant que sa position reste faible parmi les travailleurs et les jeunes.
- 1983: au cours d'entretiens à Bucarest, le roi Hussein de Jordanie et le président roumain Ceausescu préconisent la création d'un Etat palestinien indépendant.
- 1982: le président Reagan déclare qu'il n'existe pas de projets tendant à l'envoi de forces combattantes américaines au Salvador, ou ailleurs.
- 1980: Pierre Trudeau et le Parti libéral du Canada reprennent le pouvoir à Ottawa.
- 1979: l'Union Soviétique met la Chine en garde contre une poursuite du conflit avec le Vietnam, "avant qu'il ne soit trop tard".
- 1974: les pays arabes, à l'exception de la Libye et de la Syrie, lèvent leur embargo pétrolier contre les États-Unis.
- 1965: la Gambie, ancienne colonie anglaise d'Afrique, devient indépendante dans le cadre du Commonwealth britannique.
- 1964: décès du pionnier de la moto-sonne, J.-Armand Bombardier.
- 1945: une conflagration ravage le quartier des affaires de Chicoutimi et cause des dommages évalués à un million de dollars.
- 1915: l'Allemagne fait le blocus de la Grande-Bretagne et intensifie la guerre sous-marine.
- 1859: occupation de Saïgon par les Français.

RÉSULTATS l o t o - q u é b é c			
loto québec		Banco	
Tirage du 91-02-15		Tirage du 91-02-15	
1	2	10	14
19	20	22	24
27	30	44	50
60	61	63	66
67			
Prochain tirage: 91-02-18			
Le Mini		La Quotidienne	
Tirage du 91-02-15		Tirages du 91-02-11 au 91-02-16	
NUMÉROS	LOTS	3	4
4 8 2 5 4 9	50 000 \$		
8 2 5 4 9	5 000 \$		
2 5 4 9	250 \$		
5 4 9	25 \$		
4 9	5 \$		
4 8 2 5 4	000 \$		
4 8 2 5	100 \$		
4 8 2	10 \$		
Inter Plus		SELECT	
Tirage du 91-02-15		Tirage du 91-02-16	
NUMÉROS	LOTS	3	10
1 1 6 3 6 1	250 000 \$	18	20
1 6 3 6 1	2 500 \$	26	41
6 3 6 1	250 \$		
3 6 1	25 \$		
6 1	10 \$		
NUMÉROS MOBILES			
2 2 5 6 1	1 000 \$		
9 3 8 8	100 \$		
5 8 4	25 \$		
Extra		649	
Tirage du 91-02-16		Tirage du 91-02-16	
NUMÉROS	LOTS	Vous pouvez miser jusqu'à 20 h le samedi	
6 3 0 0 9 6	100 000 \$	No complé-mentaire	
3 0 0 9 6	1 000 \$	8	
0 0 9 6	250 \$		
0 9 6	50 \$		
9 6	10 \$		
6	2 \$		
PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 500 000,00 \$		PROCHAIN TIRAGE: 91-02-23	
PROCHAIN TIRAGE: 91-02-15		PROCHAIN TIRAGE: 91-02-16	
NUMÉROS DÉCOMPOSABLES	NUMÉROS	Vous pouvez miser jusqu'à 20 h le mercredi et le samedi	
NUMÉROS	LOTS	No complé-mentaire	
2914644	500 000 \$	13	
914644	5 000 \$		
14644	500 \$		
4644	100 \$		
644	25 \$		
44	5 \$		
NUMÉROS NON-DÉCOMPOSABLES			
LOTS	NUMÉROS		
100 000 \$	1901470		
50 000 \$	1107490 2443809		
5 000 \$			
1055572	2105542		
1378325	2138072		
1668290	2808726		
1917620	2845686		
2047553	3717701		
Le billet donne droit à 4 tirages consécutifs			
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.			

LA VIE ECONOMIQUE

Montréal, lundi 18 février 1991

Cette semaine à la Bourse

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Nom de la Compagnie	date	heure	lieu
Lavalin Tech	19-02	10 h 00	Montréal
Messaguy (Mines)	20-02	11 h 00	Montréal
Armistice Resources	21-02	10 h 00	Toronto
Coop Fédérée de Québec	21-02	9 h 00	Montréal
Anodor (Minerais)	22-02	10 h 00	Montréal
Hypocrat (Ordinateurs)	22-02	10 h 00	Montréal
Pédro Gaspé (1986)	22-02	10 h 30	Québec

ÉCHÉANCE DE BONS DE SOUSCRIPTION

Ressources minières Radisson

Symbole : RDS.WT

Valeurs : action ordinaire catégorie A.

Base de souscription : 1 bon et 0.72 \$ pour 1 action ordinaire catégorie A.

Date d'échéance : le 28 février 1991.

DRÔITS DE SOUSCRIPTION ADMIS POUR LA NÉGOCIATION

Gold Vessel Resources

Symbole : GV.A

Base d'attribution : 1 droit pour chaque action détenue.

Base de souscription : 10 droit et 0.37 \$ permet d'obtenir 1 action catégorie A.

Date d'enregistrement : le 31 janvier 1991.

Date d'échéance : le 28 février 1991.

ÉCHÉANCE DU PRIVILÈGE D'ENCAISSEMENT PAR ANTICIPATION

Les Restaurants Sportscene

Symbole : SPS.PR.A

Valeurs : Actions privilégiées, à dividende cumulatif de 8 %.

Prix à l'encaissement : 2.25 \$.

Date limite pour exercer votre privilège : le 25 février 1991.

Date d'encaissement : le 1er mars 1991.

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT

Desjardins, Deragon, Langlois

Modalités : **Corporation Desjardins de valeurs mobilières** a déposé une offre d'achat pour la totalité des actions de **Desjardins, Deragon, Langlois** qui ne sont pas présentement détenus par le **Mouvement Desjardins**. Cette offre d'achat va expirer le 18 février 1991 et est sujet à certaines conditions dont l'acceptation du dépôt de 90 % des actions détenus par le public. Le prix de l'offre d'achat est de 0.52 \$ par action ordinaire de **Desjardins, Deragon, Langlois**.

PROJET DE CONSOLIDATION

Minerals Anodor

Valeurs : Actions ordinaires.

Base de la consolidation proposée : 1 nouvelle action pour chaque 4 actions détenues.

Date de l'assemblée : le 22 février 1991.

Ressources Anore

Valeurs : Actions ordinaires.

Base de la consolidation proposée : 1 nouvelle action pour chaque 7 actions détenues.

Date de l'assemblée : le 8 mars 1991.

À TITRE D'INFORMATION

Corporation de gestion La Vérendrye

La Bourse a été avisée du projet de privatisation de **Corporation de gestion La Vérendrye** par la réalisation d'une série de transactions qui résulterait en un offre d'achat au comptant de 1.60 \$ l'action de la société. Il est prévue que la privatisation sera complétée dans le mois de mars 1991.

Denison Mines

La société **Denison Mines** ne procédera pas au rachat de ses actions privilégiées, cumulatives, rachetables au gré de la société et du détenteur, Série A. Ces actions privilégiées devraient être racheter le 15 mars 1991.

T.G. Bright & Co

Dakota Capital Corporation a l'intention de présenter une offre d'achat pour se porter acquéreur de la totalité des actions de catégories A et B en circulation de la société **T. G. Bright & Co**.

NOUVELLE INSCRIPTION

Patcor Capital

Symbole : PAI

RETRAIT DE LA COTE

The Consumers' Gas Company

Symbole : CGT

Valeurs : Actions ordinaires.

Date du retrait : le 15 mars 1991.

Les renseignements contenus aux présentes proviennent de sources que nous croyons dignes de foi mais nous ne pouvons garantir leur exactitude. Ce document, étant un bulletin d'information, pourrait être incomplet.

Ces renseignements sont fournis par **Tassé**

Le Koweït se reconstruit déjà à la City

Fort de sa puissance financière, il prépare déjà fébrilement l'après-guerre

Marc Roche

LE MONDE

QUELLE différence y a-t-il entre un Américain et un Koweïtien ? Le premier possède un pays, mais n'a plus de banques. Le second est apatriote, mais contrôle toujours ses banques. Cette blague que se racontent les opérateurs londoniens illustre l'incroyable dynamisme des institutions financières koweïtiennes à l'étranger, après six mois d'occupation de la mère patrie. Après s'être contentés, dans un premier temps, d'organiser la gestion des finances de leur pays, les émigrés koweïtiens de Londres commencent à planifier l'effort de redressement. Assis sur une tirelire estimée à 100 milliards \$ US, soustraite dès les premiers jours de la crise à la convoitise irakienne.

C'est dans un immeuble discret d'Orchard Street, au coeur du West End londonien, que se préparent les arrangements de la reconstruction. C'est la National Bank of Kuwait, première banque commerciale de l'émirat, qui assume la maîtrise financière de l'immense chantier de l'après-guerre. Cet établissement, qui appartient aux grandes familles marchandes du pays, a survécu à toutes les épreuves créées par l'arrivée des tanks irakiens à Koweït City, le 2 août : perte de la moitié de ses avoirs ainsi que de la liste des clients et des données comptables conservées au siège, retraits massifs de la part des ressortissants koweïtiens bloqués à Londres, interruption du crédit interbancaire par les banques japonaises et américaines...

Le dégel rapide des mouvements de capitaux et des opérations de change, décrété par la Banque d'Angleterre, a permis à la filiale londonienne de la NBK de sortir de l'ornière dans laquelle elle était embourbée. Le crédit de 350 millions \$ US octroyé à la mi-août par le gouvernement koweïtien en exil via son bras séculier en Europe, le fameux Kuwait Investment Office (Bureau d'investissement koweïtien — le KIO) a permis de regarnir la trésorerie de cet établissement.

Nous jouons un rôle essentiel dans l'oeuvre de reconstruction du pays et dans le développement des liens entre le Koweït et l'étranger, explique un responsable koweïtien de la NBK, avec ce sens tout britannique de l'*understatement* grâce auquel on dit des choses sans employer les mots. La NBK est aujourd'hui au centre d'une toile d'araignée d'où rayonnent tous les autres établissements koweïtiens de Londres. Son directeur général, M. Ibrahim Dabboub, à la haute main sur les cinq autres banques d'investissement et sur une poignée d'établissements spécialisés.

Cet homme, qui respire à la vitesse des Boeing et des Concorde, né-

gocie en ce moment avec les banques centrales occidentales la levée des décrets empêchant l'utilisation des capitaux koweïtiens gelés depuis l'été. La NBK, qui finançait 70 % des contrats internationaux du Koweït avant l'invasion, a été chargée de la supervision financière de l'octroi des prochaines commandes de reconstruction passées par le programme d'urgence pour le redressement du Koweït (KERP), basé à Washington. Pour lui faciliter l'accès aux marchés financiers internationaux, la NBK est sur le point d'obtenir le statut de banque britannique.

Après quelques mois de flottement, les trois banques d'investissement koweïtiennes — mieux connues sous le nom de « 3K » — sont prêtes à reprendre leur place sur ces marchés. La Kuwait Foreign Trading Contracting and Investment Company (KFTCIC), un organisme public, gère son important portefeuille immobilier et mobilier depuis Genève où de nombreux Koweïtiens se sont réfugiés. Le KFTCIC vient d'octroyer une ligne de crédit de 1 million \$ US à l'URSS, une manière de récompenser le Kremlin de sa collaboration exemplaire avec les États-Unis au sein du Conseil de sécurité depuis le début des événements.

De son côté, la Kuwait International Investment Company (KIIC), une institution privée, est sur le point de se relocaliser dans les Émirats arabes unis. La Kuwait Investment Company, une société mixte, opère depuis la City. Le Fonds de développement arabo-koweïtien poursuit ses activités au Caire. Parmi les récents bénéficiaires de ses largesses figurent le Maroc, l'Égypte et le Pakistan, étranglés par la crise.

Un profil bas

En temps normal, l'atmosphère qui règne à St. Vedast House, QG du KIO, situé à l'ombre de la cathédrale Saint-Paul, est proche du recueillement tant cet organisme chargé de gérer le bas de laine koweïtien garde le profil bas. Aujourd'hui, le fracas des armes et les rumeurs en provenance de Taëf (Arabie saoudite), où est repliée la famille royale, atteignent l'étage de la direction générale, par l'intermédiaire de la chaîne CNN. Réfugié dans le sanctuaire du capitalisme anglais depuis le 2 août, le gouverneur de la Banque centrale, Cheikh Salem Al Sabah, n'est pas du genre à s'affoler. Il affiche son sang-froid dans toutes les circonstances, tout en subtilité sous l'écorce du bon technocrate.

Le grand argentier a su négocier en douceur les virages les plus difficiles. À sa demande, la Banque d'Angleterre — l'Old Lady — a fini d'imprimer les nouveaux billets de banque. En vertu d'un vieux principe d'*immunité*, dont jouissent les États

monarchiques, le KIO peut agir en toute discrétion. Cheikh Salem réfléchit aussi à la question délicate du cours du nouveau dinar. Pour protéger les dépôts koweïtiens libellés en dinars, le gardien du Trésor national envisage de reprendre le cours de 2,8745 \$ US d'avant l'invasion, moyennant quelques corrections pour tenir compte des fluctuations du dollar depuis le 2 août. Le dinar, créé lors de l'indépendance en 1961 pour succéder à la roupie, attachée à la zone sterling, est défini en fonction d'un panier de cinq monnaies internationales, dominé par le billet vert. Enfin, le gouvernement en exil a décidé d'ouvrir le marché bancaire intérieur à la concurrence étrangère. Pour opérer dans l'émirat, les établissements, qui seront triés sur le volet, devront s'associer aux milieux d'affaires locaux.

Les autorités koweïtiennes chiffrent aujourd'hui à quelque 60 milliards \$ US le coût de la remise en ordre progressive de l'émirat. Elles estiment que cette tâche pourrait prendre entre cinq et 10 ans. Ce chiffre ne peut être que très imprécis, l'importance des combats, leur durée, l'étendue des destructions ne pouvant être connus à l'avance. Le séisme du 2 août, en effet, a laissé des traces profondes et durables. Il va falloir reconstituer les avoirs volés par les Irakiens, reconstruire l'infrastructure industrielle, rembourser les prêts consentis par les établissements internationaux aux banques koweïtiennes, aider au rapatriement de quelque 300 000 Koweïtiens de l'exil... À ce colossal fardeau s'ajoutent les engagements financiers pris par l'émir Jaber pour soutenir l'effort de guerre de la coalition anti-irakienne dans le Golfe qui dépasse déjà les 20 milliards \$ US.

Bien sûr, les contours de ce programme de reconstruction restent flous. Ils le resteront jusqu'à la libération. Mais avec un tel coût, impossible de rester les bras croisés sur son petit portefeuille. La pyramide de 100 milliards \$ US accumulée par les Koweïtiens va-t-elle se mettre à trembler ? La perspective d'une possible vente du siècle koweïtienne donne le vertige aux marchés financiers. Pamela Ann Smith, consultant auprès de la revue londonienne *Middle East Economic Digest*, spécialisée dans les affaires du Golfe, estime que les Koweïtiens sont assez riches pour ne pas être obligés de vendre massivement afin de rebâtir leur pays : Les investissements financiers peuvent rapporter entre 7 milliards \$ US et 8 milliards \$ US. Les bénéfices engrangés par le pétrole rapporteront quelque 12 à 20 milliards \$, selon le prix de l'or noir. Le reste pourrait être financé par l'emprunt sans qu'ils doivent toucher au bas de laine. La finance internationale leur fera crédit les yeux fermés.

Même si en se retirant, Saddam Hussein pratiquait la politique de la terre brûlée, le Koweït demeure riche et solvable.

No comment ! (Pas de commentaires !) Le KIO fuit les journalistes quand on l'interroge sur ses projets. De source autorisée à Londres, on estime que, depuis le 1er janvier, le KIO a été contraint de vendre des actifs à concurrence de 5 milliards \$ dont 3 à 4 milliards de titres japonais et allemands, en plus de ses participations dans Mount Charlotte Investments (Royaume-Uni) et la division « pétrochimique » d'Ercros, le numéro un de la chimie espagnole.

Pour les analystes du « Square mile », les Koweïtiens pourraient prochainement céder leurs participations dans des compagnies privées non cotées en Bourse, une liquidation qui garantirait la discrétion.

Une guerre prolongée entraînerait la mise à l'encan de placements plus substantiels. On parle des investissements politiquement les plus controversés (BP, Midland Bank, Torras Group en Espagne...), ou ceux qui ne font plus recette (parc immobilier). En revanche, les avoirs de haute technologie ou les fonds de placement à risque, orientés vers les créations d'entreprises, devraient échapper au jeu de massacre.

Le rythme du dégraissage n'est pas seulement lié aux besoins financiers de l'État dès la fin de l'occupation irakienne. Il est prématuré d'assurer que le Koweït retournera à la situation d'avant l'invasion. Par mesure de sécurité, les autorités pourraient décider de diminuer le nombre de travailleurs étrangers qui constituaient 60 % de la population avant le 2 août. Cela permettrait également de réduire les importations d'équipements destinés à remplacer ceux volés par les Irakiens, souligne un analyste. Enfin, de nombreuses incertitudes planent sur la configuration politique de l'après-guerre. Quel sera le rôle de la famille régnante qui aujourd'hui contrôle tous les rouages de *Kuwait Inc.* ? Un Parlement démocratiquement élu pourrait exiger que les surplus financiers soient désormais investis dans le pays et non plus à l'étranger. Si tel est le cas, ils garderoient de toute manière une partie de leurs colossales richesses en dehors du pays par mesure de sécurité, insiste Pamela Smith.

Frileusement accrochés à leur bas de laine, les « gnomes » koweïtiens, eux, ont hâte de quitter les feux de l'actualité pour retrouver l'anonymat des antichambres où ils excellent. Ils y travaillent tapis dans des bureaux anonymes de Washington, de Londres et de Zurich-Genève. Dans le secret bien sûr qui sied à des financiers discrets, prudents et riches qui gèrent leur trésor de guerre en bons pères de famille.

Le milieu des affaires veut que Wilson réduise le déficit sans hausser les taxes

OTTAWA (PC) — Qu'attend le monde des affaires du premier budget récessionniste du ministre des Finances Michael Wilson ?

Aucune nouvelle taxe et un correctif fiscal énergique sous la forme d'une réduction des dépenses, moyens qui ouvriraient la voie à d'autres baisses des taux d'intérêt, ont déclaré deux dirigeants d'importantes associations d'hommes d'affaires. Mais un troisième a souligné que réduire encore plus les dépenses fédérales en temps de récession sera trop douloureux.

« Personnellement, je crois que simplement à cause du contexte économique, des réductions importantes ne seront pas possibles au cours de la prochaine année », a dit Catherine Swift, économiste en chef de la Fédération canadienne des entreprises indépendantes.

Mais M. Wilson devra encore faire de son mieux pour voir à ce que le déficit du budget fédéral ne gonfle pas à un rythme incontrôlable, a ajouté Mme Swift. « Ne pas essayer

de restreindre le déficit... c'est simplement suicidaire ».

Au moment où M. Wilson met au point son septième budget, il est confronté à un des plus grands défis de sa longue carrière en tant que ministre des finances. Il n'a pas donné de date pour le budget mais s'attend généralement à ce qu'il le dépose avant la fin du mois ou au début de mars.

« Lorsqu'on songe à toutes les circonstances qui entourent ce budget, ce sera quelque chose de spécial », a déclaré Jack Sinclair, président du conseil de la Chambre de commerce du Canada.

Avec l'Association canadienne des manufacturiers et le Conseil canadien des chefs d'entreprise, la chambre favorise un gel des dépenses durant deux ans pour pouvoir contrôler le déficit.

« La seule façon (pour M. Wilson) de pouvoir maintenir un gel de cette nature est de retourner à son bureau et de réduire certaines dépenses », croit M. Sinclair. Il reconnaît que ce

sera une tâche de taille pour M. Wilson en pleine récession.

« Nous savons que nous traversons une dure période, mais nous nous réjouissons que nous avons eu sept bonnes années sans nous faire de souci et que, pendant ce temps, le déficit a tout simplement grossi », a ajouté M. Sinclair.

M. Wilson a déjà averti que le déficit budgétaire sera d'environ 30 milliards \$ pour l'exercice financier prenant fin le 31 mars. C'est plus que le déficit de 28,5 milliards \$ qu'il avait prévu précédemment. Le déficit sera probablement encore plus élevé au cours de l'exercice financier qui suivra. Certains économistes jugent qu'il pourrait atteindre 33 milliards \$. Le déficit a recommencé à grossir, après que le gouvernement Mulroney eut réussi à le faire baisser depuis un sommet de 38,3 milliards \$ en 1984-85.

Augmenter les taxes pour pouvoir s'attaquer au déficit n'est tout simplement pas une solution valable, a déclaré Laurent Thibault, président

de l'association des manufacturiers.

Les usines et les manufactures ont supporté les pires conséquences des taux d'intérêt élevés en même temps que la récession et cette faiblesse s'est répandue dans toute l'activité économique. « Il n'y a tout simplement pas de place pour d'autres taxes », a-t-il ajouté. « Et il (M. Wilson) doit se montrer très ferme pour maintenir les restrictions sur les dépenses ».

Aucun des trois groupes de chefs d'entreprises n'a cependant suggéré de réductions spécifiques à inscrire dans le budget. M. Thibault a tout de même noté que M. Wilson devrait songer aux sommes fédérales versées aux gouvernements provinciaux. « C'est un gros morceau de dépenses gouvernementales et là se trouve un élément de la solution, aucun doute à ce sujet », a-t-il ajouté.

Durant la présente année fiscale, Ottawa versera 36,1 milliards \$ aux autres niveaux de gouvernement, y compris des sommes comptant et des paiements de transfert.

la force des entreprises japonaises : « pas de dictature de l'actionnaire ».

Mais la majorité des analystes ne pas croient pas que les entreprises retiendront durablement la leçon. « Lorsque la récession sera passée, les firmes recommenceront à distribuer de gros dividendes », selon l'analyste John Lonski. En revanche, « les dirigeants d'entreprise pourront travailler plus sereinement et à plus long terme car la menace que font peser sur eux les *raiders* devrait s'estomper ». En effet, selon l'analyste de Moody, à l'avenir, ces *raiders* auront « beaucoup plus de mal à convaincre des investisseurs de leur prêter de l'argent pour lancer leurs offensives ».

Des multinationales lorgnent des dépotoirs au Québec

COWANSVILLE (PC) — Certaines multinationales américaines spécialisées dans la gestion des déchets seraient intéressées à acquérir des sites d'enfouissement à Sherbrooke, Valleyfield et Cowansville.

C'est du moins ce que soutient Pierre Morency, porte-parole pour l'Estrée d'un front commun de groupes environnementaux du Québec qui surveille de près les activités des multinationales américaines.

« Au cours des derniers mois, des multinationales comme Waste Management et Laidlaw ont acheté entre 40 et 50 entreprises de gestion des déchets, soit des sites d'enfouissement et des compagnies de transport », affirme M. Morency.

Celui-ci craint qu'il ne se crée au Québec un vaste monopole en matière de gestion des déchets, ce qui risque de hausser considérablement

les coûts dans les sites d'enfouissement et de représenter un risque pour l'environnement.

Certaines de ses craintes sont partagées par les maires de la MRC de Memphrémagog ou Laidlaw vient d'acheter le site d'enfouissement Bestan Inc, dans le canton de Magog, utilisé par une quinzaine de municipalités de cette région.

Le conseil de la MRC de Memphrémagog a même convenu de mandater une firme d'avocats pour étudier toutes les implications possibles de cette transaction.

M. Morency appréhende les conséquences écologiques de ces achats.

« Le recyclage des déchets n'est pas la priorité des multinationales, leur intérêt c'est l'enfouissement, l'incinération, la destruction des déchets. Leur rentabilité, elles l'assurent par un important volume de déchets », explique-t-il.

le quatrième trimestre 1990.

Le mot était lancé. Ensuite, c'était au tour du deuxième constructeur aéronautique américain, McDonnell Douglas, d'annoncer une perte de 1 million \$ US et, à la surprise générale, une diminution de moitié du dividende à verser en avril : 35 cents par action au lieu de 70.

Depuis, le fabricant de pneumatique Goodyear a lui-même décidé, pour la première fois depuis les années trente, de réduire son dividende de 78 % et l'important fabricant américain de matériel électrique Maytag Corp. a suivi le mouvement. Les spécialistes s'attendent maintenant à d'autres sacrifices pour les actionnaires, notamment chez le constructeur Ford.

Plusieurs analystes de grandes firmes d'investissement new-yorkaises perçoivent ces décisions comme « un tournant » dans l'économie américaine, une « modification profonde du statut de l'actionnaire », qui était jusque là « l'intouchable » en raison de la menace d'OPA qui pesait sur chaque firme. Un actionnaire mécontent était « un client tout trouvé pour n'importe quel raider » et il fallait donc distribuer l'essentiel du bénéfice « au détriment de l'investissement à long terme », a estimé l'économiste John Lonski de la firme de notation financière Moody's.

Selon le département du Commerce américain, en 1990, les firmes américaines ont versé 44 % de leur bénéfice avant impôt à leurs action-

naires contre seulement 23 % en 1980. Et cette progression ne reflète pas la bonne santé des entreprises pendant la décennie écoulée puisque la plupart, grosses distributrices de dividendes, ont dû recourir à l'emprunt pour financer leurs investissements productifs.

Mais l'actionnaire n'est pas le seul en cause. Les dirigeants d'entreprise ont jusqu'aujourd'hui rechigné à réduire les dividendes en raison de l'effet déplorable et quasi-immédiat de cette mesure sur le cours de l'action en Bourse. Ainsi, pour laisser les esprits se calmer pendant une nuit, General Motors a attendu la clôture de Wall Street pour annoncer la mauvaise nouvelle à ses actionnaires.

Dans cet environnement, quelques

firmes américaines font figure d'extra-terrestres. Le fabricant de semi-conducteurs Intel Corp, par exemple, qui annonçait à la fin janvier un investissement de 1 milliard \$ US pour une nouvelle usine ultra-moderne, n'a jamais distribué un cent de dividende à ses actionnaires. Lorsque le besoin s'en est fait sentir, plutôt que de céder à la pression, la direction d'Intel a préféré racheter une partie de ses propres actions en Bourse pour faire monter les cours et satisfaire ses actionnaires.

Au vu des initiatives téméraires prises sur les dividendes ces derniers jours, certains experts, notamment à la Harvard Business School, se prennent à espérer que les firmes américaines ont enfin compris ce qui fait

L'ACTUALITE INTERNATIONALE

LE MONDE EN BREF

Haïti réclame

SAINT DOMINGUE (AFP) — L'ambassadeur de Haïti à Saint-Domingue, Albert Chassagne, a réclamé hier que le gouvernement dominicain continue d'appliquer des mesures qui tendent à améliorer les conditions des « zafreiros » (travailleurs du sucre) haïtiens dans ce pays. La situation des zafreiros est depuis longtemps un motif de friction entre les deux pays. Le président haïtien, Jean-Bertrand Aristide, avait défini comme étant « esclavagiste » le traitement accordé jusqu'ici aux travailleurs du sucre haïtiens, lors de l'inauguration d'un centre communal de santé et d'éducation pour haïtiens et dominicains dans la ville sucrière de Sabana Grande de Boy, à 70 km au nord est de Saint-Domingue.

Le torchon brûle entre Shamir et Levy

JÉRUSALEM — Le torchon brûle entre le chef de la diplomatie israélienne, David Levy, et le premier ministre israélien Yitzhak Shamir à la suite du contentieux avec Washington créé par les critiques de l'ambassadeur d'Israël aux États-Unis, Zalman Shoval. L'entourage de M. Levy attribuait hier la responsabilité de la dégradation des relations israélo-américaines à M. Shamir, qui, selon cet entourage, a autorisé M. Shoval à critiquer publiquement les États-Unis. « Tous les propos tenus par l'ambassadeur ont été mis au point par le directeur général de la présidence du conseil, Yossef Ben Aharon, sans en avertir le ministre israélien des Affaires étrangères », ajoute l'entourage de M. Levy. Toutefois à l'issue de sa réunion hebdomadaire, le bureau du premier ministre a tenté de minimiser cette crise en assurant que le différend avec M. Levy « était aplani et qu'il n'y avait pas de crise de confiance entre le premier ministre et le chef de la diplomatie ». L'administration américaine a vivement reproché à M. Shoval d'avoir affirmé que Washington traînait les pieds pour accorder une aide de 400 millions \$ pour l'accueil des juifs soviétiques. M. Levy se rendra « prochainement » à Washington afin de régler le contentieux, a-t-on appris dimanche auprès du ministère des Affaires étrangères. Une invitation du secrétaire d'État James Baker à M. Levy est parvenue dans la nuit de vendredi à samedi à Jérusalem et l'ambassadeur américain en Israël, William Brown, a eu des entretiens avec le directeur du département Amérique du nord aux Affaires étrangères, Eytan Ben Tsur, en vue de préparer ce voyage. M. Levy avait décidé mardi de reporter sa visite prévue pour vendredi aux États-Unis pour avoir appris par la presse que le ministre de la Défense, M. Moshe Arens, se rendait avant lui à la Maison-Blanche.

L'Allemagne veut un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU

BONN (AFP) — Le secrétaire d'État allemand à la chancellerie Lutz Stavenhagen, proche conseiller du chancelier Helmut Kohl, a déclaré hier que l'Allemagne voulait briguer « à moyen terme » un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. « Je ne crois pas que nous allons immédiatement demander formellement » ce siège, mais « je n'exclue pas que nous le fassions à moyen terme », a déclaré M. Stavenhagen dans une interview à la radio Hessischer Rundfunk. Le ministre des Affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher avait souhaité lundi dernier que l'Allemagne « ait davantage son mot à dire » dans les décisions de l'ONU. Le président d'honneur du Parti social-démocrate (SPD, opposition) Willy Brandt a pour sa part clairement souhaité un siège pour l'Allemagne au Conseil de sécurité. Réagissant à ces déclarations, le chef de la diplomatie française Roland Dumas a indiqué mercredi que la France « ne donnerait pas son accord » à une révision de la Charte de l'ONU, pour laquelle l'unanimité des membres des Nations unies est requise. Selon M. Dumas, l'ONU « est née de la Seconde Guerre mondiale », dans laquelle la France et la Grande-Bretagne furent des puissances victorieuses, et le fait que l'Allemagne soit aujourd'hui une démocratie ne suffit pas à lui permettre d'entrer au Conseil de sécurité. Le Conseil de sécurité de l'ONU comporte 15 membres dont 5 permanents dotés d'un droit de veto sur les résolutions : États-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France et Chine.

Fonctionnaire américain blessé

SANTIAGO (AFP) — Un membre des services de sécurité de l'ambassade des États-Unis à Santiago a été grièvement blessé dans la nuit de samedi à hier par des inconnus qui ont ouvert le feu sur son logement, selon des témoins. Les inconnus ont attaqué le bâtiment, où vivent huit Marines chargés de la sécurité de la mission diplomatique américaine dans la capitale chilienne, à partir d'un véhicule, sans même s'arrêter, ont ajouté les témoins. L'ambassade américaine a partiellement confirmé ces témoignages de résidents du quartier, situé sur les hauteurs de Santiago, sans autre précision.

La rentrée parlementaire soviétique dominée par les problèmes économiques

d'après Reuter et AFP

MOSCOU — Le Parlement soviétique entame aujourd'hui une nouvelle session dominée par la réforme économique et les débats risquent de se cristalliser sur les fortes hausses de prix qu'elle ne manquera pas d'entraîner. En tête de l'ordre du jour figure un train de lois sur l'introduction de l'économie de marché, mais le Soviet suprême devra aussi ratifier le traité d'unification allemande et adopter des lois sur les droits de l'homme ainsi que sur la réforme de l'armée, rapporte l'agence Tass. Mais, souffrant déjà de pénuries, la plupart des citoyens soviétiques s'inquiète surtout de la réforme des prix induite par la suppression des subventions de l'État. Le quotidien réformiste *Les Izvestia* a prédit la semaine dernière que les prix de détail doubleraient ou tripleraient dès que seraient supprimées ces subventions, parallèlement à la mise en place de l'économie de marché. Bon nombre de républiques soviétiques s'en inquiètent et reprochent à Moscou de ne pas les avoir suffisamment consultées.

Selon Tass, le Conseil de la fédération, qui regroupe les présidents des 15 républiques, a discuté samedi des hausses de prix. L'agence ne donne pas d'autre précision. Le premier ministre Valentin Pavlov a pour sa part déclaré samedi dans une interview à la télévision qu'une décision sur la réforme des prix devait être prise au plus tôt et appliquée à l'ensemble du pays. Il a aussi proposé un projet « d'abandon de l'encombrante structure économique militarisée et d'introduction d'une économie normale, orientée vers les besoins des particuliers ». Pour Vladimir Isatchenkov, commentateur de l'agence Tass, le premier ministre risque d'être la cible de critiques de droite comme de gauche lorsqu'il soumettra son projet au Parlement. Alors que les réformistes réclament des changements plus rapides, les tenants de l'orthodoxie communiste s'opposent farouchement à ce qu'ils considèrent comme un retour au capitalisme. « Le pays a maintenant atteint un point où des décisions rapides, décisives et courageuses sont nécessaires. L'heure n'est plus aux débats »,

écrit Vladimir Isatchenkov. L'agence indépendante Interfax précise qu'au cours de cette session, qui doit durer jusqu'en juin, le Soviet suprême aura à débattre de 46 questions. Il examinera un train de lois sur le développement social portant entre autres sur les droits des consommateurs et sur le règlement des conflits sociaux, ainsi que des textes sur les structures gouvernementales et sur le maintien de l'ordre. Par ailleurs, les ministres des Affaires étrangères des pays de la CEE décideront probablement demain à Luxembourg de mettre fin au gel de l'aide de la Communauté à l'URSS, a laissé entendre le ministre néerlandais des Affaires étrangères, M. Hans van den Broek, hier à l'aéroport d'Amsterdam à son retour de Moscou. « Si le signal de la CEE, indiquant que les désirs légitimes d'un peuple ne peuvent pas être opprimés par la violence, a eu de l'effet, la Communauté peut de nouveau faire normalement des affaires avec l'Union soviétique », a déclaré le ministre. Le gouvernement soviétique s'est formalisé du gel de l'aide de la CEE après l'intervention de l'armée à

Riga et le président soviétique Mikhail Gorbatchev l'avait qualifié samedi de réaction exagérée. Mardi, quand la troïka européenne, se composant, outre M. van den Broek, de ses homologues italien et luxembourgeois, Gianni de Michelis et Jacques Poos, donnera à Luxembourg aux autres ministres de la CEE un compte rendu de sa visite à Moscou, « nous nous trouverons devant la question de savoir si nous devons commencer des entretiens sur la coopération économique avec l'Union soviétique », a précisé M. van den Broek. Le chef de la diplomatie a ajouté qu'il osait espérer « que notre signal à Moscou a été bien compris ». Après les actions de l'armée soviétique dans les républiques baltes, la CEE avait décidé notamment de suspendre les négociations avec l'URSS sur l'aide technique d'environ 557 millions \$ et l'aide alimentaire pour un montant de plus d'un milliard de dollars. La troïka européenne s'est entretenue samedi à Moscou avec le président Gorbatchev et le ministre soviétique des Affaires étrangères Alexandre Bessmertnykh, notamment de la situation des États baltes et de la guerre du Golfe.

La police colombienne recherche les mobiles de l'attentat de Medellin

d'après Reuter et AFP

MEDÉLLIN — La police colombienne recherchait hier les mobiles de l'attentat à la voiture piégée qui a fait 22 morts samedi à Medellin, deuxième ville du pays et capitale du cartel de la drogue du meme nom. Selon la presse locale, l'attentat pourrait avoir été perpétré aussi bien par des trafiquants de cocaïne que par des extrémistes de gauche. Autre possibilité, celle d'un règlement de comptes dans le milieu de la corrida, puisque la bombe a explosé à la sortie des arènes de La Macarena. « Nous étudions plusieurs versions », a déclaré le chef de la police Jorge Ferrer, ajoutant sans plus de précisions que certaines radios locales avaient reçu des messages de revendications. La charge, d'une puissance estimée par la police à 200 kg, a provoqué une énorme boule de feu qui a détruit des dizaines de voitures et endommagé de nombreux immeubles, au moment où des milliers de personnes sortaient des arènes à l'issue d'une corrida. Malgré l'annonce vendredi par le cartel de la prolongation de cette trêve, les habitants de la capitale de la drogue, à 240 km au nord-ouest de Bogota, craignent de nouveau une flambée de violence. « Les gens sont très inquiets, ils

ont peur, et ne savent pas d'où vient cette violence. Ce genre de choses peut arriver à chacun d'entre nous n'importe où », a déclaré l'ancien maire de la ville Juan Gomez Martinez. L'attentat s'est produit quelques heures après l'annonce de la reddition de Juan David Ochoa, 42 ans, accusé d'être l'un des barons du cartel de Medellin. Il est le troisième membre de la famille Ochoa à accepter l'offre du gouvernement de se rendre et de parler, en échange de la garantie de ne pas être extradé vers les États-Unis et d'obtenir une réduction de peine. Réagissant à l'attentat de samedi le président colombien César Gaviria la qualifié d'acte de démenace commis par des personnes « qui ne peuvent être considérées comme des fils de la Colombie ». « Quels que soient les auteurs de cet attentat, a ajouté le président, il s'agit d'une action développée par des ennemis de la Colombie, de sa démocratie, de sa liberté et de son peuple ». L'attentat de samedi, survenu dans la ville considérée comme le

bastion du Cartel de la drogue de Pablo Escobar, pourrait signifier, selon les observateurs, une rupture de la trêve unilatérale annoncée le 27 juillet 90 par les Extradables, l'organisation clandestine armée du numéro un de la drogue. Les Extradables avaient confirmé leur trêve le 30 août 1990 et semblaient la respecter aucun attentat meurtrier du genre de celui de samedi n'ayant eu lieu en Colombie depuis cette date. La trêve n'a toutefois pas empêché les Extradables de faire pression sur le gouvernement. Par le biais de la prise d'otages ils ont obtenu d'importantes concessions et actuellement ils détiennent toujours deux journalistes : le rédacteur en chef du principal quotidien colombien, Francisco Santos et Maruja Pachon. Si l'attentat de Medellin est effectivement l'oeuvre des narcos ils auraient ainsi voulu montrer, selon les observateurs, que les concessions du président Gaviria, en particulier un décret garantissant la non-extradition aux trafiquants qui se rendent, ne les ont pas entièrement satisfait.

Le Soudan souhaite le départ des organisations humanitaires

Toutes les régions du pays et sept millions de personnes sont menacées par la famine

Catherine Simon
Le Monde
LES populations arabo-musulmanes, qui vivent principalement dans le

nord du pays, vont-elles être, à leur tour, victimes de la famine ? C'est ce que laisse à penser le document que le Programme alimentaire mondial (PAM) a adressé, fin 1990, aux autorités soudanaises. Ces dernières n'en

continuent pas moins de nier l'évidence, n'acceptant qu'avec une réticence croissante l'aide humanitaire occidentale. La guerre du Golfe n'a fait qu'aviver la mauvaise humeur de Khartoum, favorable à Bagdad. Plus de sept millions de Soudanais risquent d'en faire les frais. Confirmant les estimations de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), selon lesquelles toutes les régions du Soudan risquaient d'être prochainement affectées par les pénuries, le document du PAM dresse un bilan alarmant des besoins alimentaires région par région. Triste nouveauté : la famine, qui sévissait principalement parmi les populations noires du sud, victimes « traditionnelles » de la sécheresse et de la guerre civile, semble s'étendre à des zones jusque-là épargnées. Ainsi, la région de la mer Rouge (nord-est), qui compterait un peu plus de 800 000 habitants, aurait besoin d'une aide d'urgence de 75 000 tonnes de vivres en 1991. Plus de la moitié de la population — 480 000 per-

sonnes — souffre déjà, à des degrés divers, du manque de nourriture. Des « pointes » de malnutrition sont signalées au sud de Port-Soudan, dans les localités de Haya et de Tokor notamment. La famine, utilisée sans état d'âme contre les populations du Sud dans le but d'affaiblir la guérilla menée par John Garang, va-t-elle affecter demain le Nord et Khartoum, siège du pouvoir central ? En tout cas, alors qu'on évoquait : en 1990, le chiffre de 4 à 5 millions de personnes menacées de famine, on avance aujourd'hui, pour 1991, celui de 7,6 millions. Pour faire face à cette demande, 1,2 million de tonnes d'aide alimentaire devraient être distribuées impérieusement. Le conditionnel reste, hélas, de rigueur, tant l'hostilité et la suspicion de la junte militaire à l'égard des organismes internationaux sont devenues vives. Selon des membres d'organisations humanitaires récemment rapatriés en Europe, un nouveau système de rationnement a été mis en place depuis la mi-janvier dans la ca-

pitale. Il concerne notamment le pain — « un par personne et par jour » — et l'essence — « trois gallons par personne et par semaine », — précisent ces sources. Les « réquisitions » de carburant, de véhicules et même de nourriture, dont sont victimes les organisations non gouvernementales (ONG) n'ont désormais plus rien d'exceptionnel. Si l'on y ajoute les innombrables tracasseries financières, administratives ou policières imposées aux ONG, on comprendra que la plupart d'entre elles aient décidé de plier bagage. Exceptée l'équipe française d'Action internationale contre la faim (AICF) — qui espère pouvoir étendre ses activités à Port-Soudan, — la majorité des ONG encore à Khartoum sont anglo-saxonnes. Leur ténacité ne semble pourtant pas avoir séduit la junte. Celle-ci, niant la menace de famine, s'entête à ne parler que d'un vague « déficit de nourriture ». Selon le chef de la junte, le général El Bechir, « les organisations occidentales n'ont pas d'objectifs humanitaires mais cherchent à humilier le Soudan et à le mettre à genoux ». Pour bien « prouver » que le problème de la famine n'existe pas, le ministère des secours (chargé de la lutte contre la famine) a été purement et simplement supprimé, le 9 février. Les Britanniques, qui se proposaient de débloquer 4 millions de livres sterling (environ 40 millions de francs) pour financer les programmes d'aide alimentaire, se sont faits copieusement insulter. Les pays de la Communauté économique européenne (CEE), qui, deux jours avant la dissolution du ministère, s'étaient déclarés « consternés et choqués » par l'attitude du gouvernement de Khartoum, ne pourront que l'être un peu plus. Dans une nouvelle diatribe anti-occidentale, diffusée par la radio et la télévision nationales, mercredi 13 février, le général El Bechir a affirmé que le Soudan « se libérerait de sa dépendance à l'égard des secours étrangers et parviendrait à l'autosuffisance alimentaire en un an ou deux ». Accusant les organisations humanitaires de « diffamer » le pays « en mendiant en son nom », il a souligné la nécessité de se « débarrasser de toutes ces organisations ». Les sympathies pro-irakiennes du régime soudanais — qui, depuis le début de la crise du Golfe, s'est tou-

jours refusé à condamner l'invasion du Koweït — ne laissent pas présager de prompt réchauffement avec l'Occident. Enfonçant le clou islamiste, la junte militaire a annoncé, début janvier, l'entrée en vigueur de la charia (loi islamique) dans toutes les régions du Nord. De récentes allégations — hâtivement diffusées par la télévision ABC et démenties ensuite par l'état-major américain — selon lesquelles l'Irak aurait installé des missiles sol-sol et des chasseurs sur plusieurs sites soudanais, ont provoqué une nouvelle vague de fureur à Khartoum. Le porte-parole du gouvernement a aussitôt qualifié ces accusations de « mensonges » inventés de toute pièce par les « agents de services de renseignements étrangers, qui se sont infiltrés dans le pays sous prétexte d'accomplir des missions humanitaires ».

Paradoxalement, c'est aujourd'hui dans le sud du Soudan, largement contrôlé par les maquisards de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), que les conditions de travail sont devenues les plus favorables pour les ONG. « Dans la plupart des zones tenues par les rebelles, les gens se sont remis à cultiver. Les centres de santé sont, peu à peu, remis en état et des écoles ont pu être rouvertes », affirme un témoin occidental. Malgré les risques persistants de famine — un million de personnes pourraient être touchées cette année — et bien que de nombreuses régions restent inaccessibles, une mince lueur d'espoir s'est fait jour dans le Sud, où une douzaine d'ONG travaillent désormais. « Dans une bonne partie du sud du Soudan, on est passé de la phase d'aide d'urgence à celle de la réhabilitation », assure un optimiste. Le régime de Khartoum, impuissant à réduire la rébellion sudiste, vient d'ailleurs d'essayer un nouveau camouflet : le chef de l'APLS, le colonel Garang, n'a-t-il pas annoncé qu'un contingent de maquisards s'appêtait à rejoindre l'Arabie saoudite, pour combattre aux côtés des forces coalisées ? Entre le Nord arabo-musulman, où l'emprise islamiste et l'alignement sur Bagdad se confirment, et le Sud, où les enfants noirs des nomades guerilleros apprennent à écrire en anglais, le fossé a désormais des allures de gouffre.

LE DEVOIR
DISTRIBUÉ EN FLORIDE
JUSQU'A LA FIN DE MARS 1991

Les vacanciers trouveront LE DEVOIR aux endroits suivants:

MIAMI BEACH
GOLDEN SHORES
18190 Collins Avenue

SUNSHINE FOOD MARKET
18110 Collins Avenue

FORT LAUDERDALE
A1A CUNNINGHAM'S
A1A Oakland Park

POMPANO OCEANSIDE
31 N. A1A Extension
Pompano Beach

HOLLYWOOD
BEACH SUNDRIES
328 Johnson Street

DELI FOOD MARKET
302 Johnson Street

DANIA
LUCKY 7 STORE
1414 S. Federal Hwy

LE DEVOIR

Renseignements..... (514) 844-3361

Administration..... (514) 844-3361

Rédaction..... (514) 842-9628

Annonces classées..... (514) 286-1200

Publicité..... (514) 842-9645
numéro sans frais..... 1-800-363-0305

Abonnements
Les numéros de téléphone suivants sont valables pour le service de livraison par camelot. Pour les abonnements postaux, contactez le (514) 844-7457

Montréal.....	(514) 844-5738
Québec.....	(418) 845-2080
Extérieur — Indirectif 514.....	1-800-361-6059
Indirectif 418.....	1-800-463-4747
Indirectif 819.....	1-800-361-5699
Indirectif 613.....	1-800-361-5699

La guerre du Golfe

EN BREF...

Un conseil de Carter

NEW YORK (Reuter) — L'ancien président américain Jimmy Carter estime que la volonté alliée d'une reddition totale des troupes irakiennes en échange de la tenue de négociations va engendrer une guerre très longue et destructrice. Dans un article rédigé pour le magazine *Time*, Jimmy Carter écrit que les Alliés « ne devraient pas rejeter l'option du cessez-le-feu ».

« Écarter cette possibilité en réclamant une reddition complète comme condition pour la tenue de négociations (...) va engendrer une guerre longue et destructrice, fragiliser la coalition et risquer de déstabiliser le Moyen-Orient », écrit l'ancien négociateur des accords de Camp David entre l'Égypte et Israël. Selon lui, les avantages que pourrait retirer l'Irak d'un cessez-le-feu — en renforçant ses effectifs ou en réparant ses infrastructures — seraient « minimisés par une définition précise de la trêve par les Alliés, qui exclurait la reconstruction de ponts ou le redéploiement des unités blindées ».

Une paix juste

CITÉ DU VATICAN (AFP) — Jean Paul II a déclaré hier qu'il n'était pas « un pacifiste », en ajoutant qu'il souhaitait pour le Golfe « une paix juste mais non une paix à tout prix ». Le pape s'adressait aux fidèles d'une paroisse du vieux quartier de Trastevere, au cœur de Rome, où il s'était rendu pour célébrer une messe. Après avoir prononcé une homélie, il a déclaré : « Nous ne sommes pas des pacifistes. Nous voulons la paix. Mais une paix juste et non une paix à tout prix. Nous souhaitons une paix dans la justice, une paix qui soit le résultat de la justice ainsi que le fruit de la charité et de l'amour. On n'arrive à la paix qu'à travers l'amour. »

En s'adressant ensuite aux pèlerins rassemblés place Saint-Pierre pour la prière de l'Angelus, le souverain pontife a demandé aux catholiques du monde entier de consacrer le Carême — période de pénitence et de réflexion pour les chrétiens — à la prière en faveur de la paix dans le Golfe.

Sondage

PARIS (AFP) — Un mois après le déclenchement de la guerre du Golfe, l'opinion publique française continue à approuver massivement la politique dans le Golfe menée par les présidents français François Mitterrand et américain George Bush, selon un sondage réalisé par l'institut BVA. D'après le sondage portant sur 946 personnes réalisé samedi et hier, 77 % des personnes interrogées approuvent les décisions du chef de l'État français concernant la guerre du Golfe et 70 % celles du président américain, soit un score équivalent à celui enregistré il y a quinze jours. M. Mitterrand est crédité d'un score d'approbation maximale record (approuvent tout à fait 42 %), alors que 38 % approuvent tout à fait la politique de M. Bush à la fin d'une semaine au cours de laquelle le choc des images de l'abri de Bagdad aurait pu constituer un réel facteur de fragilisation, selon l'analyse de BVA. La question concernant le président américain était : « D'une façon générale, approuvez-vous les décisions de George Bush en ce qui concerne la crise du Golfe? »

« L'opinion française n'était jamais apparue aussi soudée autour de la politique définie par François Mitterrand, à l'heure où se préparent les combats terrestres », souligne BVA. Enfin, poursuit BVA, pour la première fois depuis le déclenchement de la guerre, parmi tous les groupes de sympathisants des principales formations politiques, y compris le Parti communiste, on retrouve à chaque fois une majorité pour soutenir les chefs d'État français et américain.

Havel dénonce

PRAGUE (AFP) — La proposition faite vendredi par l'Irak est « ambiguë, comme s'il s'agissait d'une manœuvre tactique pour gagner du temps », a déclaré hier à la radio tchécoslovaque le président Vaclav Havel. D'autre part, M. Havel, qui a déclaré avoir été choqué par les images des personnes tuées dans le bunker bombardé la semaine dernière par les alliés à Bagdad, a rejeté la responsabilité des souffrances endurées par les Irakiens sur le président Saddam Hussein qui « a conduit son pays dans cette guerre. »

La Tchécoslovaquie participe à la coalition anti-irakienne avec une unité de plus de 200 hommes spécialisés dans la guerre chimique installée à la frontière saoudo-koweïtienne.

Censure

Plusieurs reportages publiés dans cette page sont faits dans des conditions de travail qui limitent la liberté de presse. Les déplacements des journalistes sont contrôlés par les autorités militaires alliées ou irakiennes et leurs textes sont scrutés et souvent modifiés par la censure militaire.



Un réfugié soudanais, portant un bidon d'eau, retourne à sa tente dans le camp de Azraq, en Jordanie. Des centaines de Soudanais, Somaliés et Pakistains attendent dans ce camp d'être rapatriés chez eux.

Les commandants américains sont confiants de l'emporter

RYAD (Reuter) — Au seuil d'un deuxième mois de guerre dans le Golfe, les commandants américains se disent prêts sous tous rapports à engager l'offensive terrestre qui est censée mettre fin à l'occupation irakienne du Koweït.

Leurs armes ont démontré leur efficacité, l'alliance qu'ils dirigent tient bon et la résistance irakienne donne des signes de faiblesse. Ils pensent avoir raison des forces de Bagdad au Koweït en subissant beaucoup moins de pertes que ne le prédisaient les plus pessimistes.

Les 500 000 soldats irakiens massés dans la zone de combat sont soumis depuis des semaines aux bombardements aériens, leur ravitailement fond de jour en jour et leur seule tentative d'intervention en Arabie saoudite s'est terminée en débandade, selon les services de renseignement alliés.

Si l'on en croit le commandement américain, les Irakiens ont perdu près de 35 % de leurs blindés, ce qui les prive d'efficacité au combat selon les critères de l'OTAN.

Les avions irakiens sont hors de combat, abattus, détruits au sol, transférés en Iran ou cachés à bonne distance des aérodromes endommagés, disent les alliés.

Diplomates et responsables arabes estiment que, face à tant de revers, Bagdad s'efforcerait de trouver un moyen de sauver la face qui permette au président Saddam Hussein

de se retirer du Koweït sans perdre le pouvoir.

Devant le rejet de l'offre de retrait conditionnelle du Koweït avancée par l'Irak, son ambassadeur auprès de l'ONU a fait valoir samedi que les propositions de Bagdad n'étaient pas à proprement parler assorties de « conditions » et portaient seulement sur des « questions légitimes » à discuter.

Mais les diplomates en poste dans la région jugent peu probable que les Alliés se laissent émouvoir par les appels à la modération des sympathisants de l'Irak.

Les Alliés se refusent à toute précision sur le moment où sera engagée la bataille terrestre, mais chacun s'accorde à penser que les Irakiens y seront mal préparés. Le ministre français des Affaires étrangères Roland Dumas a déclaré hier que la date était d'ores et déjà arrêtée.

À Ryad, le général Richard Neal, porte-parole du QG américain, lui a cependant opposé un démenti.

« Nous les tenons entre un mur et un roc. La campagne aérienne porte ses fruits », avait auparavant déclaré l'officier.

L'Irak a affirmé que les États-Unis s'étaient assurés la maîtrise des airs grâce à leurs moyens technologiques et que « la mère de toutes les batailles », ainsi que l'appelle Saddam Hussein, montrerait aux Alliés de quel bois se chauffait l'Irak.

Les militaires américains sont d'un autre avis.

« Il est brusquement placé devant une chose qu'il n'avait sans doute encore jamais affrontée », déclarait samedi un haut responsable militaire américain. Selon lui, les combats livrés le mois dernier autour de la ville saoudienne frontalière de Khafji ont démontré la précision de l'appui fourni par l'aviation et l'artillerie aux opérations terrestres.

« Ils ont été surpris par la façon dont nous avons pu coordonner l'aviation et l'artillerie avec des résultats dévastateurs. Et nous n'avons même pas fait intervenir les chars dans cette équation. »

Durant la semaine écoulée, les forces américaines ont opéré une série d'attaques combinées sur les positions irakiennes établies le long de la frontière saoudienne. Les Irakiens n'ont riposté à aucun moment.

Dans une guerre terrestre, les hélicoptères de combat Apache et les avions Thunderbolt A-10 survolant le champ de bataille pourraient jouer un rôle tout aussi important que les chars M1A1 et les pièces d'artillerie engagées au sol, selon des officiers américains.

Les Stealth F-117A, les bombes guidées au laser, les systèmes de brouillage électroniques, les missiles de croisière et Patriot et les satellites de reconnaissance ont tous fait la preuve de leur efficacité au combat.

Le bilan des pertes

PARIS (AFP) — Voici le bilan des pertes militaires et civiles depuis le début de l'opération Tempête du Désert, le 17 janvier, d'après les informations officielles alliées et irakiennes.

PERTES MILITAIRES (sources alliées)

Alliés :
Avions : 37 (26 américains, 7 britanniques, 1 italien, 1 koweïtien et 2 saoudiens), dont 29 perdus en mission de combat

7 hélicoptères américains (aucun en mission de combat)

Militaires disparus : 30 Américains, 10 Saoudiens, 8 Britanniques, 1 Italien, 1 Koweïtien (sans compter les prisonniers reconnus par les alliés)

Morts au combat : 16 Américains, 18 Saoudiens.

Irak :
72 avions (dont 40 abattus en combat aérien), 8 hélicoptères, 57 unités navales

En outre, 147 avions irakiens (dont 121 chasseurs ou chasseur-bombardiers) se sont réfugiés en Iran au 9 février, selon des sources américaines.

Environ 1400 chars (sur plus de 4000), plus de 1200 pièces d'artillerie (sur plus de 3000) et plus de 800 APC — véhicules de transport de troupes blindés — détruits, selon le porte-parole du Pentagone. 11 chars et 70 transports de troupe capturés par les Alliés, de source saoudienne

30 tués à Khafji, de source saoudienne

Les Alliés se refusent à estimer les pertes humaines irakiennes globales

PERTES CIVILES (sources alliées)

Arabie saoudite : 2 morts, 76 blessés

Israël : 2 morts et 304 blessés

De source jordanienne, 14 tués et 26 blessés à la suite de bombardements de camions jordaniens par les forces alliées sur la route Amman-Bagdad

Par ailleurs, selon divers témoignages, les bombardements alliés sur les routes irakiennes ont causé la mort de civils, dont les véhicules ont été touchés.

Prisonniers

1140 soldats irakiens au total (capturés ou ayant fait défection depuis le début des combats), de source alliée. Par ailleurs, 418 soldats irakiens ont fait défection avant le début des hostilités et sont considérés comme réfugiés militaires.

13 prisonniers alliés (dont 10 nommés par Bagdad). Le Pentagone reconnaît 8 prisonniers, Londres 2, Rome 1. Les autres sont, selon Bagdad, 1 Britannique et 1 Koweïtien. Selon Bagdad, un prisonnier allié (sans précision de nationalité) a été tué lors d'un raid aérien sur Bagdad et d'autres ont été blessés.

L'Irak a annoncé avoir fait de nouveaux prisonniers américains (dont des femmes), saoudiens et alliés à Khafji.

PERTES MILITAIRES (sources irakiennes)

Alliés :
382 avions ou missiles alliés abattus.

40 soldats alliés tués et 38 blessés dans des bombardements sur le nord-est de l'Arabie saoudite (date non précisée).

Irak :
91 militaires irakiens tués.

PERTES CIVILES (sources irakiennes)

Irak : Selon le représentant de l'Irak à l'ONU, les bombardements alliés auraient déjà fait 10 000 victimes.

Les journalistes protestent

NEW YORK (Reuter) — Le Club de la presse étrangère d'Amérique a protesté hier contre les restrictions imposées par les autorités américaines aux journalistes dans le Golfe.

Selon cet organisme, qui regroupe un millier de journalistes, ces restrictions empêchent les Américains de connaître la vérité sur la guerre du Golfe.

Dans une lettre adressée au secrétaire américain à la Défense, Ri-

chard Cheney, il proteste contre « le harcèlement » auquel sont soumis des journalistes, contre « les informations contradictoires du Pentagone et de l'Arabie saoudite et les retards persistants dans la transmission des nouvelles ».

Ces restrictions « empêchent les Américains d'apprendre des détails importants sur ce qui se passe vraiment dans la zone de guerre », ajoute-t-il.

RELAIS D'AFFAIRES ESTRIE

AUBERGE DE JOUVENCE: Pour vos réunions d'une ou de quelques journées, nous pouvons accueillir votre groupe de 4 à 130 personnes dans un décor enchanteur qui saura rendre votre réunion des plus productives. À partir de 60\$ p.pers. par jour, incluant l'hébergement, trois repas, pause-santé, salle de réunion, tableau de conférence. À quinze minutes de Magog, Route 220, Orford. Bonsecours JOE 1H0 — (514) 532-3134

LAURENTIDES



Val-David 819-322-2020
Montréal 514-866-8262
Ext. de Mtl 800-567-6635
Toronto 416-869-7531
Fax 819-322-6510

PRIX DE QUATRE DIAMANTS

+++++

Endroit désigné pour joindre affaires et plaisir

À 1 heure de Montréal — 70 chambres — Classifié 5 fleurs de lys — Table d'Hôte — Prestigieuse cave à vin — Sports de saison — 6 salles de conf., équip. audio-visuel complet — FORFAITS VACANCES DISPONIBLES — À proximité des grands centres de ski.

C.P. 190 VAL-DAVID (QC) CANADA J0T 2N0 AUTOROUTE DES LAURENTIDES (15 NORD) - SORTIE 76

Auberge St-Denis

(514) 227-4602
(1-800-361-5724
FAX: 227-8504

NOUVEAU

St-Sauveur des Monts
661, rue St-Denis, Québec, J0R 1R4

44 chambres
24 suites
exécutives
cuisine française

Forfait:
"Réunion d'Affaires"
\$150
/pers./jour
(occupation simple, tout inclus)



LA PLUS BELLE CHAÎNE DU MONDE
378 HÔTELS ET RESTAURANTS DANS LE MONDE
DONT 6 SEULEMENT AU QUÉBEC

ESTRIE / NORTH HATLEY

AUBERGE HATLEY: Plein air et gastronomie dans un décor d'autrefois. Un relais pour les gourmets-gourmands, classé 4 fourchettes. Le charme d'une vieille demeure bourgeoise perchée sur une colline dominant le lac Massawippi. 25 chambres dont certaines avec foyer. Ski de fond dès la porte de l'auberge, ski alpin à proximité. 10% de rabais sur les tarifs conférence jusqu'au 31 mai 1991.
(819) 842-2451

HÔTEL L'EAU À LA BOUCHE: Ste-Adèle, un bouquet pour fleurir vos vacances. Confort, calme, détente et tout le service auquel vous vous attendez. 26 chambres luxueuses. Salons aménagés pour réunions. Le restaurant vous servira une fine cuisine du marché. Classe 4 fourchettes et 5 fleurs de lys. Demandez pour nos forfaits. Tél. sans frais de Mtl: 1-800-363-2582 ou 229-2991.

MONTÉRÉGIE / SAINT-MARC-SUR-RICHELIEU

HÔSTELLERIE LES TROIS TILLEULS: À St-Marc-sur-Richelieu. Une hostellerie paisible et confortable, dans une demeure d'un autre âge, sur le bord de la rivière Richelieu et où le personnel n'a qu'un seul désir: satisfaire. Lauréat national «Mérite de la Restauration». 5 salles de réunions disponible. Nous avons différents forfaits à vous proposer. 584-2231.

La guerre du Golfe



Un membre israélien de la police des frontières surveille deux Palestiniens à l'entrée de la Porte de Damas, à Jérusalem. Les Palestiniens des territoires occupés observaient hier une troisième journée de grève pour protester contre les raids en Irak.

Les dirigeants de l'intifada critiquent Le Caire et Damas

JÉRUSALEM (Reuter) — La direction de l'intifada a violemment critiqué hier la position de l'Égypte et de la Syrie dans la guerre du Golfe. Ces deux pays ont déployé des troupes contre l'Irak.

Dans un tract diffusé hier, la direction du soulèvement des territoires occupés contre l'État hébreu appelle les 1,75 million de Palestiniens de la Cisjordanie et de la bande de Gaza à boycotter l'ambassade d'Égypte à Tel Aviv.

« Nous condamnons la volonté syrienne de combattre les forces irakiennes. Nous condamnons également le régime égyptien, qui étouffe les voix de la nation arabe en Égypte en faveur (...) de l'Irak », ajoute le communiqué. « Nous revendiquons de nouveau le retrait des forces arabes qui participent à l'agression (contre l'Irak) ».

Les forces alliées apprennent à intégrer le facteur sable dans la guerre du désert

RYAD (AFP) — Les soldats des forces alliées en Arabie saoudite sont en train d'apprendre que bombardier à coup d'obus un objectif enterré dans le sable du désert, c'est un peu comme essayer de frapper une souris cachée dans un paquet de farine avec une balle d'acier.

C'est ce que l'aviation alliée, qui a lâché des milliers de tonnes de bombes chaque jour pendant un mois sur les positions irakiennes, et les soldats basés près de la frontière koweïtienne, dans le désert saoudien, dit avoir « réappris ».

Les troupes alliées sont en train d'apprendre ce que les commandants irakiens ont probablement expérimenté lors de la guerre Iran-Irak : le sable joue un rôle de cousin, qui amortit les impacts d'obus ainsi que leur réfraction.

Ce qui au Vietnam ou sur un champ de bataille européen, aurait eu des effets dévastateurs, a dans le désert des conséquences beaucoup moins destructrices, à moins que l'objectif ne soit touché en plein centre. C'est la raison pour laquelle les forces aériennes américaines et alliées insistent tant sur la nécessité de la précision de leur frappe lors des

bombardements.

Les forces alliées qui se préparent maintenant à une éventuelle offensive terrestre contre les bataillons irakiens retranchés au Koweït, ont intégré ce facteur sable. Les pilotes doivent utiliser tous les systèmes électroniques sophistiqués à leur disposition pour parer à cette difficulté, indique le colonel des Marines américain Andy Lloyd.

« Avec le sable que vous avez ici, vous pouvez frapper à 30 mètres de votre objectif, et vous n'obtenez rien du tout », dit le colonel, ancien pilote, qui est chargé de coordonner l'assistance aérienne rapprochée en cas d'offensive terrestre.

Il raconte que les éclats d'une bombe de 230 kg, tombée par erreur sur une position des forces alliées en Arabie Saoudite, n'étaient pas allés au-delà de 60 mètres de son point d'impact, alors que sur un terrain dur les éclats métalliques auraient été projetés à plusieurs kilomètres.

« Le sable absorbe l'impact. Les bombardements massifs ne marchent pas ici », ajoute le colonel américain.

Par ailleurs, la division française Daguet va employer, « dans quelques

jours lors de l'offensive terrestre », et pour la première fois sur un théâtre d'opérations, deux nouvelles armes télécommandées, un petit avion de reconnaissance et un char démineur, a indiqué hier le général Danegick Le Pichon.

Lors du point de presse quotidien de l'état-major de l'opération Daguet, le général Le Pichon a expliqué qu'en passant d'une « posture strictement défensive, à l'origine de la crise, à une posture offensive après la résolution de l'ONU autorisant l'utilisation de la force », les forces françaises ont dû procéder à toute une série d'adaptations technologiques.

L'effort a porté surtout sur les moyens de reconnaissance et de protection des matériels et des hommes.

En matière de reconnaissance, un commando spécial du 1er RIM (Régiment d'infanterie de marine) effectuera des missions d'information en profondeur à travers les lignes ennemies. Pour l'instant, aucune incursion de ce type n'a été réalisée par les Français, a assuré le général Le Pichon.

Mais surtout la division Daguet va recourir au MART (Miniature avion de reconnaissance télécommandé).

Il s'agit d'un petit avion, comme en construisent les aéromodélistes, de 3,5 mètres d'envergure et quatre mètres de long, capable de voler entre 80 et 200 km/h, avec une autonomie de 50 kilomètres, « très difficile à saisir par l'ennemi y compris lorsque celui-ci fait usage contre lui d'une mitraille nourrie ».

Son avantage est qu'il permet d'aller reconnaître l'arrière de l'ennemi même au plus fort de la bataille, sans courir le risque de la perte d'hommes.

L'autre innovation est un char démineur télécommandé. Il s'agit d'un char AMX-30 doté d'un système de télécommande et, surtout, dans le prolongement à l'avant des chenilles de lourds rouleaux dentelés en métal capables de résister aux déflagrations successives de mines.

La division Daguet en possède six. En présence d'un champ miné, leur rôle sera d'ouvrir une brèche dans laquelle s'engouffreront les autres chars en roulant exactement sur l'empreinte de ses chenilles qu'il aura laissée derrière son passage. Il sera piloté depuis un second char qui le suivra à quelques mètres de distance.

Kaunda prépare une initiative de paix

LUSAKA (AFP) — Le président zambien Kenneth Kaunda a annoncé qu'il préparait une initiative de paix proposant notamment aux présidents de France, d'Irak, d'Algérie et d'Union soviétique de se rendre en comité à Bagdad pour obtenir du président Saddam Hussein un retrait du Koweït.

Dans un entretien accordé ce week-end dans la capitale zambienne à l'AFP, le président Kaunda a indiqué qu'il était en train d'écrire aux présidents François Mitterrand,

Mikhaïl Gorbatchev, Chadli Bendjedid et Ali Akbar Hachémi-Rafsanjani, pour leur demander de former une « sorte de comité pour la paix au Koweït » qui se rendrait à Bagdad pour obtenir du président Saddam Hussein le ferme engagement de se retirer du Koweït.

Le président zambien, dernier chef d'État à avoir rendu visite au président irakien avant le déclenchement de la guerre, a indiqué que ce comité présidentiel devrait travailler sous les auspices de l'ONU. Il a

proposé en outre la création d'un comité formé de représentants des nations arabes pour participer au règlement des problèmes dans la région.

M. Kaunda, qui avait passé deux jours à Bagdad les 10 et 11 janvier pour tenter de persuader Saddam Hussein de se retirer du Koweït, a dit que sa mission en Irak avait été impossible mais s'est déclaré décidé à poursuivre ses efforts pour la paix.

Le président zambien a prédit que le monde arabe sortira de la guerre

« plus divisé que jamais ». « C'est pour cela que je veux lancer cette initiative a-t-il dit, pour que ces pays puissent se rencontrer et sauver ce qui peut encore être sauvé ».

M. Kaunda, dont le pays entretient d'excellentes relations avec l'Irak, a effectué ces dernières années plusieurs visites en Irak, et a mené lors de la guerre irako-iranienne une médiation entre Bagdad et Téhéran. Lusaka est sans doute la seule capitale africaine à avoir son Boulevard Saddam Hussein, en plein centre-ville.

LES ANNONCES CLASSEES 286-1200

INDEX DES REGROUPEMENTS DES RUBRIQUES

- 100-199 Immobilier — Résidentiel
- 200-299 Immobilier — Commercial
- 300-399 Marchandises diverses
- 400-499 Offres d'emploi
- 500-599 Services
- 600-699 Véhicules automobiles
- 900-999 Avis

LES ANNONCES CLASSEES DU DEVOIR

Du lundi au vendredi de 8h30 à 16h00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Pour placer votre annonce par la poste: C.P. 6033, succ. Place d'Armes, MtL, H2Y 3S6

NOUS ACCEPTONS



PAR TÉLÉPHONE

286-1200

101 Propriétés à vendre

VILLE MONT-ROYAL, maison détachée, FACE À UN PARC, demande 789 000 \$ 944-9443

105 Propriétés à louer

TERREBONNE Pres toutes commodités. Bungalow neuf, 2 chambres, sous-sol semi-fini. 800 \$ Possibilité option 2 ach. 952-2596

113 Propriétés à revenus à vendre

A 175 LOGEMENTS, ouest, béton BENOIT RIVEST, 584-6043, Re/Max Outremont crtr. 271-2131

118 Copropriétés à vendre

LAC BROME Manoir Inverness. Éléгант copropriété de style loyaliste, dans rare ensemble riverain. 1 100 \$/pi.ca plus terrasse. 2 ch. 1 s. bains, 5 appareils ménagers, foyer, grands rangements. Tous services incluant 2 piscines, marina, tennis, entretien extérieur. Copropriétaires soignés, confort, sécurité, tranquillité. À moins de 30 minutes de 6 centres de ski, golf et développement en annexe. Loisirs quatre saisons. Libre immédiatement. Prix 125 000 \$ Sur rendez-vous, jour: 987-3838, soir: 388-2704.

121 Condos à louer

CENTRE-VILLE Cours Mont-Royal 4 1/2, stationnement, alarme, piscine. 1500 \$/mois. 937-4600

ST-LAMBERT condo luxueux 3 1/2, spacieux, bien éclairé, prés services, 625 \$/mois. 466-1759

122 Condos à vendre

BROSSARD bord de l'eau, 6ème étage 4 1/2 ou à louer, occupation immédiate. 939-2952, 659-6702

CENTRE-VILLE condo 3 1/2 demi sous-sol, bien éclairé, béton, foyer, 49 900 \$ 455-1175, 539-3676 (métro Bern)

ILE-DES-SOEURS Verrières. Vue exceptionnelle fleuve et jardin. 1640 p.c. 3 c. 2 garages, 395 000 \$ Poss. financement. Sans agent. 767-5609, 1-534-2642

PRES HÔPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT. Condominium de prestige, tour du Méridien, 5ème étage, vue dégagée et superbe sur ville et bois protégé, lumineux. Intérieur 1 500 pi.ca. plus terrasse près de 400 pi.ca. 2 s/bains, 2 garages intérieurs. Tous services incluant saunas, piscines intérieure et extérieure, bain tourbillon, salle d'exercices. Construction de qualité, conciergerie résident, copropriétaires responsables, sécurité, confort, proximité de toutes artères. Libre immédiatement. Prix 210 000 \$ Sur rendez-vous, jour: 987-3838, soir: 388-2704.

125 Chalets à louer

SUTTON Condos de luxe à partir de 65 000 \$ 2 et 3 chambres, meublé ou non, 464-2100 ou 464-5127

137 Maisons de campagne à louer

POINTE-AU-PIC Maison neuve, entièrement meublée, 2 chambres, vue panoramique sur le fleuve, de juin à oct. 2 000 \$/mois. 418-665-3063, 665-6446

149 Terrains à vendre

ATTENTION CONTRACTEURS ST-LIN, 300 terrains, 5500 pi.ca., 79955, infos non-incl., 478-4026, 477-6221

DOLLARD-DES-ORMEAUX 6 terrains, Tony 253-3322 ou 322-0578

FABREVILLE 2 terrains boisés, 7600 et 8824 p.c., secteur tranquille, résidentiel. 682-5922

160 App. et log. à louer

DUROCHER 3553 Très grand 1 1/2, chauffé, 385 \$ Plus stationnement 35 \$ si désiré. Mois de février gratuit. Danielle 987-3667, 598-0339.

METRO CREMAZIE 820 Clarke 5 1/2 - sous-sol, cour, 625 \$/mois, 1er juillet 270-3196.

OUTREMONT DUNLOP, Haut duplex, 2 000 \$/mois 731-6659.

PLATEAU Mont-Royal Grand 5 1/2 sur 2 étages, jardin, cuisinière, réfrigérateur, lave-vaisselle fournis, entrée lav./sèche. Complètement rénové. 1 000 \$/mois. Références exigées. Libre immédiatement. Pres métro Sherbrooke 446-3127

PLATEAU MT-ROYAL, magnifique 4 1/2, chauffé, eau chaude fournie. 575 \$/mois. 745-7145

SOUS-LOCATION 3 chambres à coucher, 3 étages, jardin, garage, entre Guy et Atwater. A voir 933-6628

167 À louer hors frontières

CONDO Harbor Island, 5 minutes de Miami Beach. Meublé à neuf, 2 lits doubles, piscine, court tennis, golf 450 \$ U.S. semaine. 1-436-3949

MIAMI BEACH condo situé Collins et 159e pres de la mer, piscine privée, balcons, à louer avril. 642-3702, 386-2932

173 Maisons repos/retraite

A LA RECHERCHE de personne ou couple septuagénaire, relativement autonome. Logé et nourri. Service d'infirmière disponible au besoin. 86 \$/sem./pers. Vous aimez la tranquillité de la campagne, appelez des maintenant 1-514-258-4792

RÉSIDENCE pour personnes âgées, nourriture première qualité, visites régulières du médecin, vue sur l'eau, grand salon avec foyer, 960, 5ème Avenue, Ile Bizard, contactez Benoit Martin au 696-6681 ou 944-8379

251 Bureaux à louer

AHUNTSIC coin Sauvé/Christophe Colomb, bureau 1000 pi.ca. aménagé, climatisé, chauffé, éclairé, 1500 \$/mois. 389-5956

251 Bureaux à louer

750 - 156 AVENUE, P.A.T. Bail 5 ans (2 ans gratuits). 10 \$/pi.ca. inf. 640-4192, 259-0825

AHUNTSIC 202 SAUVÉ O. 2000 pi.ca., poss. d'agrandissement 4000 pi.ca., chauffage - climatisation incl., stationnement, 11 \$/pi.ca. brut 384-0440

BEAUBIEN - LANGELIER Bureaux pour jeune professionnel ou autre commerce. Avec services 253-2287, ANDRÉ ROY

COIN DE L'ACADIE ET CÔTE VERTU 1 000 à 20 000 pi.ca. Bureaux d'exclusifs. Service complet, grand espace de stationnement. Cde en main. Immédiat. 8.50 \$/pi.ca. App. 739-3641

DORVAL, espace de bureau à louer, belle vue golf et aéroport. 631-8148

LAVAL (BOUL. DES LAURENTIDES) Pres autoroute 440, 470 pi.ca. ou 800 pi.ca. Situé au 1^{er} dec. 568-6112

PRES AUTOMOTRITES LAURENTIDES ENTREPRISE LAURENTIDEAN Bureau + entrepôt à sous-louer, 12 000 pi.ca., 2 000 \$/pi.ca. Appeler François ou Harry. 383-4442

RIVE-SUD, 5000 pi.ca., 45 \$/pi.ca. 600 W. système d'alarme inclus, 632-4993. Possibilité espace de bureau

RUE SHERBROOKE (St-Denis) 225' et - chauffé, éclairé, s/d attente, idéal professionnels consultants. 287-1735

259 Espaces commerciaux à louer

CENTRE-VILLE DE MONTRÉAL de 550 à 1600 pi.ca. d'espace à bureau sur René-Levesque. Pres métro, à partir de 13 \$/pi.ca. Mme Fortin 287-9103, soir 678-5483

ESPACE COMMERCIAL/INDUSTRIEL à louer, 2 800 pi.ca. Parc industriel Ville St-Laurent. M. Allard 956-1936

L'ACADIE/CHABANEL emplacement exceptionnel, 12 000 pi.ca. pour bureaux ou commerces, subdivisible. Courtiers protégés. 332-5852

MAGASIN ET BUREAUX De 2000 à 4000 pi. Papineau, entre St-Zotique & Beaubien, Entre 53 et 63/éed. 961-6111, 668-5008

268 Espaces industriels à louer

ST-LÉONARD, Zone indust., local + bureaux, 4200 pi.ca., mezza, 700 pi.ca., stat., nég. libre, 327-2245, 728-9585

275 Locaux à louer

5460 CÔTE DES NEIGES EXCELLENT EMPLACEMENT Local pour magasin, 1 900 pi.ca. Libre imm. 331-4055

ONTARIO/CHAMPLAIN Local comm., rez-de-ch., 2 vitrines, 575 pi.ca., 500\$/mois. Tito 273-4120 (jour), 968-0705 (soir)

275 Locaux à louer

LOCAL COMMERCIAL, avec vitrine. Sherbrooke coin St-Urbain. 533 pi.ca., libre. Stationnement. 1 100 \$ 286-8244

CONDOS INDUSTRIELS

VILLE ST-LAURENT, 2277, Guenet, secteur recherche, 3 870 pi. ca. idéal pour manufacturier léger. Bureaux, air climatisé, 1 275 pi. ca. usine avec quai de chargement. 310 000 \$, libre.

BOISBRIAND, 86, boul. des Entrepreneurs, 4 037 pi. ca. (bureaux bien aménagés, usine 2 037 pi. ca. plus mezzanine). Faut vendre, prix réduit 219 000 \$

Robert Weber Re/Max Le Hameau Inc. crtr. (514) 681-8100

19-02-91

283 Commerces à vendre

A BROMONT: boucherie personnalisée avec équipement complet, 2 ans d'utilisation, avec possibilité de louer local sur place. 1-534-1022

351 Ameublements

A BAS PRIX: futons et matelas toutes grandeurs, meubles, étagères, grand choix, 3580, rue Notre-Dame O. 939-6155

MAGNIFIQUE CHEVAL Thorougbred Hongre, 16 2 mains, 11 ans. 653-3646

365 Equip. de commerce

EQUIPEMENT salon de coiffure neuf et usage. GUAY BEAUTÉ INC. 273-5991

383 Bois de foyer

BOIS DE CHAUFFAGE En gros seulement, 80% érable, 20% hêtre. Livraison rapide. J.M.J. TASSE INC. 439-1926

391 Antiquités

ANTIQUITÉS, brocante, collection, timbres, cartes postales, etc. GRENIER ST-ANDRÉ, 6631 St-André, MtL Ven. 12-21, sam-dim 10-17, 270-4916

407 Offres d'emploi

GALERIE D'ART CONTEMPORAIN Assistant(e) administratif(ve) bilingue demandé(e) avec bonne connaissance du français écrit. Doit connaître Word Perfect, IBM. Connaissance de l'histoire de l'art. Ecrire: Le Devoir, dossier #371, C.P. 6033, Succ. Place d'Armes, Montréal, Qc H2Y 3S6

459 Secteur Ventes

VALEURS MOBILIÈRES Professionnel actif dans le commerce désire entraîner une personne possédant déjà le cours sur le commerce et voulant y faire carrière à titre de représentant enregistré. 282-1247

510 Cours

ALCOOLISME, toxicomanie, anorexie, dépendance affective, dépression, désordre émotif et sexuel. Examen suivi par VIVRE SANS CHAÎNE enr., 433-7068

510 Cours

ANGLAIS — COURS PRIVÉS Par professeur anglophone diplômé, tous niveaux. 50 \$/2h. 937-7995

FRANÇAIS - LATIN - MATHS Cours privés ou semi-privés, professeur qualifié. 277-2990

TUTEUR PRIVÉ en français et en anglais (langue maternelle ou seconde), adultes, enfants, disponible apr. 13h, 342-5035

551 Déménagement

A BAS PRIX Appeler PIERRE Déménagement en tous genres. Estimation gratuite. 937-9491

DÉMÉNAGEMENT TOUTS GENRES SPÉCIALITÉ PIANO ASSURANCES 955-9539

DISPONIBLE tout temps. Déménagement, emballage, entreposage. Local et longue distance. Assurance complète. 253-3275

GILLES JODOIN TRANSPORT INC. Déménagements de tous genres. Spécialité: appareils électriques. Assurance complète. 253-4374

559 Entretien, réparations, réparations

ARMOIRES DE CUISINE, vanité et meubles sur mesure, bon prix. Comp. L.M. Enr. M. Lorange, 661-3248

BONS PRIX Fait tous genres de petits et gros travaux de rénovation. 858-0802

MAXIMUM RÉNOVATIONS, int., ext., comm., rés., estimation gratuite. 437-4311

SCULPTURES SUR BOIS

Tous genres, meubles, décorations, statues, bustes. 388-0553

571 Peintres, peinture

PEINTURE - PLÂTRE - RÉPARATION Travaux garantis. Estimation gratuite. Piro Plus Enr. 670-5596

591 Occasions d'affaires

BISTRO-BAR, restaurant, 50 places + terrasse, bon potentiel pour chef cuisinier autonome. Prix réduit. Christian Lafrance crtr. 449-4949, 652-5465

PARTICIPATION À AGENCE DE VOYAGES, 6000 \$ entraînement fourni. 392-9282

591 Occasions d'affaires

VOUS avez de l'argent à placer? restaurant près de Joliette. Cause retraite 1-889-2093, 756-2985

599 Offres de services professionnels

PORTRAITS, congrès, publicité, mariages, studio mobile IMAGO Photo 845-3545

RÉDACTION Révision, correction textes, thèses, rapports. Service professionnel. 728-7285

675 Bateaux, moteurs, yachts, voiliers

JE POSSEDE Immeuble et terrain à échanger pour votre bateau ou motorisé. Jour 967-0450 ou Page 843-9441 ext. 30895

SEA-RAY 1989, Sundancer 300, 31 4 p.c., comme neuf, équip. complet. Jour 382-2122 ou soir 333-6674

695 Automobiles à vendre

AUDI 90 1988, bleue marine, tout équipée, toit ouvrant, garantie 14 500 \$ 963-5054

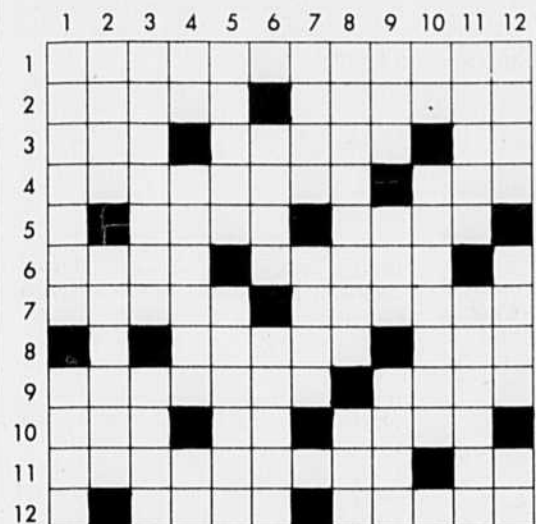
BMW 524 TD, 1985, très bien entretenue, non-fumeur, vitres électriques, air climatisé, bleue acier. 11 000 \$ 655-7087

MERCEDES 1965, 380 SE, 8 cylindres, très très propre. 2

AVIS PUBLICS

Canada, Province de Québec, No. 90-2812, VILLE DE SALABERRY, partie demanderesse, VS GAETAN LALONDE, partie défenderesse. Le 28 février 1991 à 10h00 au 487, rue Véronne, Terrebonne, district de Terrebonne, seront vendus par autorité de Justice, les biens et effets de GAETAN LALONDE, saisis en cette cause, consistant en : 1 télévi-

LES MOTS CROISÉS



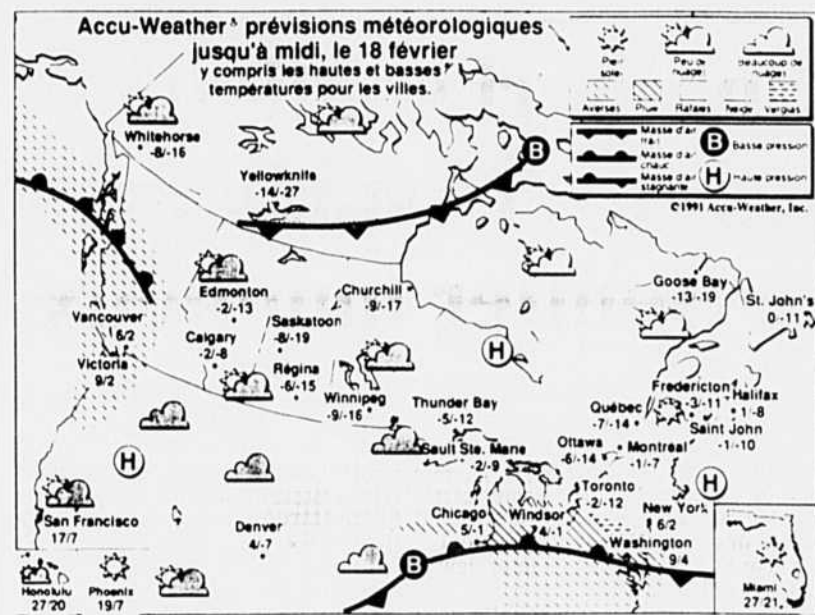
Horizontalement

- 1—Transformation du raisin.
- 2—Offrande. — Colonne vertébrale.
- 3—Pucier. — Ambassadeur. — Ut.
- 4—Monarchiste slave. — Conifère.
- 5—Fiel. — Schéma.
- 6—Grande fête. — Partie tournante d'une machine (Élect.).
- 7—Bois noir. — Abri.
- 8—Sélectionner. — Sorte de ciment.
- 9—Domicile. — Site.
- 10—Céans. — Ut. — Piquet.
- 11—Serrer. — Sélénium.
- 12—Variété de prune. — Mise.

Verticalement

- 1—Acrobatie. — Créateur.
- 2—Échassier. — Ignoble.
- 3—Personne de premier rang. — Règle graduée.

LA METEO



Situation générale: grâce à l'influence d'une crête de haute pression qui traversait le sud-ouest de la province hier, le ciel était dégagé, hier soir et la nuit dernière, sur cette grande région; pendant ce temps, plus à l'est, une faible perturbation laissait quelques flocons de neige, hier soir, et le dégelage ne s'amorçait que la nuit dernière.

Aujourd'hui, le soleil brillera sur la plupart des régions grâce à la crête qui glissera lentement vers l'est; toutefois, une dépression en provenance du Mid-Ouest américain ennuageront les régions les plus au sud du Québec en fin de journée.

Cette même dépression apportera des précipitations sous forme de neige sur le nord des régions du Québec, demain, alors que sur le sud de la province, la neige se changera en pluie ou en pluie verglaçante.

Comme ce fut le cas la nuit dernière, les températures, elles, seront près des normales saisonnières, aujourd'hui, et elles grimperont, demain, au-dessus de celles-ci.

MONTREAL

Généralement ensoleillé; ennuagement en fin d'après-midi. Aussi en après-midi, vents devenant modérés. Max.: -3. La pluie ou la neige sera au rendez-vous de demain.

LEVER DU SOLEIL 6 h 51

COUCHER 17 h 15

QUEBEC

Abitibi et Témiscamingue, de même que les régions des réservoirs hydroélectriques Cabonga et Gouin, généralement ensoleillé. Vents devenant modérés en après-midi. Max.: -6. De la faible neige s'annonce pour demain.

ÉPILEPSIE

ÉPILEPSY CANADA
ÉPILEPSIE CANADA

Participez avec nous dès maintenant

Communiquez avec votre association locale

L'équipe du DEVOIR LA RÉDACTION Journalistes : à l'information générale : Josée Boileau, François Brousseau, Jean Chartier, Yves d'Avignon, Guy Ferland, Jean-Denis Lamoureux, Jacques Grenier (photographe), Louis-G. L'Heureux, Caroline Montpelt, Bernard Morrier, Isabelle Paré, Clément Trudel ; à l'information culturelle : Pierre Beaulieu, Paule DesRivieres, Marie Laurier, Robert Levesque, Nathalie Petrowski ; à l'information économique : Robert Dufresne, Jean-Pierre Legault, Serge Truffaut, Claude Turcotte ; à l'information politique : Pierre O'Neill (partis politiques), Gilles Lessage (correspondant parlementaire et editorialiste à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire à Québec), Chantal Hébert (correspondante parlementaire à Ottawa), Jocelyn Coulon (politique internationale), Laurent Saurin (politique municipale), aux affaires sociales : Paul Cauchon (questions sociales), Jean-Pierre Proulx (éducation, religions), Louis-G. Francoeur (environnement), Sylvain Blanchard (relations de travail), Marie-Josée Hudon, Jean Sébastien (communications), Danielle Cantara, Thérèse Champagne, Monique Isabelle (clavistes), Denise Babin (secrétaire à la rédaction), Suzanne Marchand (admis-jointe à la direction), Christine Ouellet (secrétaire à la direction), LA DOCUMENTATION : Gilles Paré (directeur), Manon Scott, Sylvie Scott, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa), LA PUBLICITÉ : Jacqueline Avil, Christine Benjamin, Caroline Bourgeois, Francine Gingras, Johanne Guibeau, Lucie Lacroix, Christiane Legault, Lise Major (publicitaires), Marie-France Turgeon, Micheline Tur-

Avis est par les présentes donné que le contrat de vente en date du 4 février 1991 à la BANQUE TORONTO-DOMINION de toutes dettes, présentes ou futures, payables à RIVER MEADOW HOMES INC. a été enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal, le 8ème jour de février 1991, sous le numéro 4358902.

Le 13ème jour de février 1991.

LA BANQUE TORONTO-DOMINION.

CANADA PROVINCE DE QUEBEC DISTRICT DE MONTREAL NO. 500-05-017339-902

COUR SUPERIEURE

PRÉSENT

LE PROTONOTAIRE ADJOINT

DENIS BOILARD RAYON INC.

Partie demanderesse

C.

LES ENTREPRISES MICHEL FERLAND INC.

Partie défenderesse

ASSIGNATION

ORDRE est donné à LES ENTREPRISES MICHEL FERLAND INC. de comparaitre au greffe de cette cour

situé au 1, rue Notre-Dame Est, salle 1.100,

dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le

journal LE DEVOIR.

Une copie du bref d'assignation et de la déclaration a été remise au greffe à l'intention de LES ENTREPRISES MICHEL FERLAND INC.

Lieu: MONTREAL

Date: 6 février 1991

MICHEL CHAPADOS

PROTONOTAIRE ADJOINT

C.

BRADFORD UPSHAW,

Partie demanderesse

et,

DEBRA HINDEMAN,

Parties défenderesses

ASSIGNATION

ORDRE est donné à BRADFORD UPSHAW & DEBRA HINDEMAN de comparaitre au greffe de cette cour

situé au 10 rue St-Antoine Est, Montréal

dist. dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le

journal LE DEVOIR.

Une copie de la requête pour garde légale et physique d'un enfant mineur a été remise au greffe à l'intention de MOHAMMED EL ALI.

Lieu: MONTREAL

Date: 8 février 1991

GILBERT CHAPADOS, P.A.

CANADA PROVINCE DE QUEBEC DISTRICT DE MONTREAL NO. 500-04-00054-919

COUR SUPERIEURE

PRÉSENT

PROTONOTAIRE ADJOINT

GRETA UPSHAW,

Partie demanderesse

et,

BRADFORD UPSHAW,

Parties défenderesses

ASSIGNATION

ORDRE est donné à BRADFORD UPSHAW & DEBRA HINDEMAN de comparaitre au greffe de cette cour

situé au 10 rue St-Antoine Est, Montréal

dist. dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le

journal LE DEVOIR.

Une copie de la requête pour garde légale et physique d'un enfant mineur a été remise au greffe à l'intention de MOHAMMED EL ALI.

Lieu: MONTREAL

Date: 8 février 1991

GILBERT CHAPADOS, P.A.

CANADA PROVINCE DE QUEBEC DISTRICT DE MONTREAL NO. 500-04-00054-919

COUR SUPERIEURE

PRÉSENT

PROTONOTAIRE ADJOINT

GRETA UPSHAW,

Partie demanderesse

et,

BRADFORD UPSHAW,

Parties défenderesses

ASSIGNATION

ORDRE est donné à BRADFORD UPSHAW & DEBRA HINDEMAN de comparaitre au greffe de cette cour

situé au 10 rue St-Antoine Est, Montréal

dist. dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le

journal LE DEVOIR.

Une copie de la requête pour garde légale et physique d'un enfant mineur a été remise au greffe à l'intention de MOHAMMED EL ALI.

Lieu: MONTREAL

Date: 8 février 1991

GILBERT CHAPADOS, P.A.

CANADA PROVINCE DE QUEBEC DISTRICT DE MONTREAL NO. 500-04-00053-912

COUR SUPERIEURE

PRÉSENT

PROTONOTAIRE ADJOINT

THI HOANG OANH LE,

Partie demanderesse

C.

MOHAMMED EL ALI,

Parties défenderesses

ASSIGNATION

ORDRE est donné à MOHAMMED EL ALI de comparaitre au greffe de cette cour

situé au 10 rue St-Antoine à Montréal, en

salle 2.17, le 3 avril 1991 à 9 h 15 heures,

suivie à la publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR.

Une copie de la requête pour garde légale et physique d'un enfant mineur a été remise au greffe à l'intention de MOHAMMED EL ALI.

Lieu: MONTREAL

Date: 14 février 1991

MICHEL MARTIN, P.A.

CANADA PROVINCE DE QUEBEC DISTRICT DE MONTREAL NO. 500-02-028517-907

COUR DU QUEBEC

CHAMBRE CIVILE

EPICRIE ORIENT POIRIER INC.

Partie demanderesse

C.

PIT CHAMNANK,

Partie défenderesse

et,

AN BUN,

Partie défenderesse

ASSIGNATION

ORDRE est donné à PIT CHAMNANK de comparaitre au greffe de cette cour

situé au 1, rue Notre-Dame, Palais

de justice de Montréal, salle 1.100,

dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans

LE DEVOIR.

Une copie du bref d'assignation a été remise au greffe à l'intention de PIT CHAMNANK.

Lieu: MONTREAL

Date: 13 février 1991

MARIE-HELENE BELISLE, P.A.

CANADA PROVINCE DE QUEBEC DISTRICT DE LONGUEUIL NO. 505-12-006240-918

COUR SUPERIEURE

PRÉSENT

PROTONOTAIRE ADJOINT

HELENE AUBRY,

Partie demanderesse

C.

LEOBARDO LOZA MARTINEZ,

Partie défenderesse

ASSIGNATION

ORDRE est donné à LEOBARDO LOZA MARTINEZ de comparaitre au greffe de cette cour

situé au 1111 Jacques-Cartier, Longueuil, dis-

trict dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le

journal LE DEVOIR.

Une copie d'une déclaration en divorce et affidavit a été remise au greffe à l'intention de LEOBARDO LOZA MARTINEZ.

Lieu: LONGUEUIL

Date: 13 février 1991

ELIZABETH S. GOBEILLE, P.A.

CANADA PROVINCE DE QUEBEC DISTRICT DE MONTREAL NO. 500-04-00053-912

COUR SUPERIEURE

PRÉSENT

PROTONOTAIRE ADJOINT

THI HOANG OANH LE,

Partie demanderesse

C.

MOHAMMED EL ALI,

Parties défenderesses

ASSIGNATION

ORDRE est donné à MOHAMMED EL ALI de comparaitre au greffe de cette cour

situé au 10 rue St-Antoine à Montréal, en

salle 2.17, le 3 avril 1991 à 9 h 15 heures,

suivie à la publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR.

Une copie de la requête pour garde légale et physique d'un enfant mineur a été remise au greffe à l'intention de MOHAMMED EL ALI.

Lieu: MONTREAL

Date: 14 février 1991

MICHEL MARTIN, P.A.

CANADA PROVINCE DE QUEBEC DISTRICT DE MONTREAL NO. 500-04-00053-912

COUR SUPERIEURE

PRÉSENT

PROTONOTAIRE ADJOINT

THI HOANG OANH LE,

Partie demanderesse

C.

MOHAMMED EL ALI,

Parties défenderesses

ASSIGNATION

ORDRE est donné à MOHAMMED EL ALI de comparaitre au greffe de cette cour

situé au 10 rue St-Antoine à Montréal, en

salle 2.17, le 3 avril 1991 à 9 h 15 heures,

suivie à la publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR.

Une copie de la requête pour garde légale et physique d'un enfant mineur a été remise au greffe à l'intention de MOHAMMED EL ALI.

Lieu: MONTREAL

Date: 14 février 1991

MICHEL MARTIN, P.A.

CANADA PROVINCE DE QUEBEC DISTRICT DE MONTREAL NO. 500-04-00053-912

COUR SUPERIEURE

PRÉSENT

PROTONOTAIRE ADJOINT

THI HOANG OANH LE,

Partie demanderesse

C.

MOHAMMED EL ALI,

Parties défenderesses

ASSIGNATION

ORDRE est donné à MOHAMMED EL ALI de comparaitre au greffe de cette cour

situé au 10 rue St-Antoine à Montréal, en

salle 2.17, le 3 avril 1991 à 9 h 15 heures,

suivie à la publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR.

Une copie de la requête pour garde légale et physique d'un enfant mineur a été remise au greffe à l'intention de MOHAMMED EL ALI.

Lieu: MONTREAL

Date: 14 février 1991

MICHEL MARTIN, P.A.

CANADA PROVINCE DE QUEBEC DISTRICT DE MONTREAL NO. 500-04-00053-912

COUR SUPERIEURE

PRÉSENT

PROTONOTAIRE ADJOINT

THI HOANG OANH LE,

Partie demanderesse

C.

MOHAMMED EL ALI,

Parties défenderesses

ASSIGNATION

ORDRE est donné à MOHAMMED EL ALI de comparaitre au greffe de cette cour

situé au 10 rue St-Antoine à Montréal, en

salle 2.17, le 3 avril 1991 à 9 h 15 heures,

suivie à la publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR.

Une copie de la requête pour garde légale et physique d'un enfant mineur a été remise au greffe à l'intention de MOHAMMED EL ALI.

Lieu: MONTREAL

Date: 14 février 1991

MICHEL MARTIN, P.A.

CANADA PROVINCE DE QUEBEC DISTRICT DE MONTREAL NO. 500-04-00053-912

COUR SUPERIEURE

PRÉSENT

PROTONOTAIRE ADJOINT

THI HOANG OANH LE,

Partie demanderesse

C.

MOHAMMED EL AL

CULTURE ET SOCIÉTÉ

CINÉMA

ASTRE 1: (327-5001) — *Sleeping with the Enemy* 7 h, 9 h 10 II: *King Ralph* 7 h, 9 h 30 III: *Silence of the Lambs* 7 h, 9 h 30 IV: *Home Alone* 7 h 15 *Awakenings* 9 h.

BERRI 1: (288-2115) — *Un filic à la maternelle* 1 h 30, 3 h 45, 7 h, 9 h 30 II: *Maman j'ai raté l'avion* 1 h 30, 3 h 45, 7 h, 9 h 30 III: *L'histoire sans fin* 2 h 10, 3 h 40, 5 h 40, 7 h 40, 9 h 40 IV: *Ding et Dong le film* 1 h 30, 3 h 30, 5 h 30, 7 h 30, 9 h 30 V: *Voce de la Luna* 1 h 30, 4 h, 7 h, 9 h 20.

BONAVENTURE 1: (861-2725) — *Silence of the Lambs* 7 h, 9 h 20 II: *King Ralph* 7 h 15, 9 h 35.

BROSSARD 1: (465-5906) — *L'évél* 7 h, 9 h 30 II: *Ding et Dong le film* 7 h, 9 h 30 III: *L'histoire sans fin* 2 h 15, 9 h 15.

CARREFOUR LAVAL 1: (688-3684) — *Ding et Dong le film* 7 h 10 — *Un thé au Sahara* 9 h 20: *King Ralph* 7 h, 9 h 25: *Sleeping with the Enemy* 7 h 05, 9 h 20: *L'histoire sans fin* 2 h 30, 9 h 30: *Un filic à la maternelle* 7 h 30, 9 h 45: *Silence of the Lambs* 7 h 30, 9 h 45.

CENTRE EATON 1: MII — *Le parrain* 32 h, 5 h 15, 8 h 30: *Megathon, la course du siècle* 12 h, 2 h 15, 4 h 30, 7 h, 9 h 35: *Une histoire inventée* 1 h 10, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 10, 9 h 10: *Not Without my Daughter* 1 h 05, 3 h 30, 5 h 45, 9 h 15: *J'ai engagé un tueur* 1 h, 3 h, 5 h 30, 7 h 30, 9 h 30: *Les affranchis* 12 h 10, 3 h 05, 6 h, 9 h.

CINÉMA ÉGYPTIEN 1: 1455 Peel, MII — *Awakenings* 2 h, 4 h 25, 7 h, 9 h 30: *Edward Scissorhands* 1 h, 3 h 05, 5 h 10, 7 h 15, 9 h 25: *Alice* 1 h, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 40.

CINÉMA JEAN-TALON: MII — *The Godfather part 3* 8 h.

CINÉMA OMÉGA 1: — *Megathon, la course du siècle* 7 h, 9 h 30: *Coeur de lion* 7 h 10, 9 h 30: *Les affranchis* 7 h, 9 h 30.

CINÉMA PARALLÈLE: 3682 boul. St-Laurent, MII (843-6001) — *Griots-rouges et sanglots-bleus* 19 h, 21 h (21 au 24 fév.).

CINÉMA PARIS: MII (875-7284) —

CINÉMA POINTE-CLAIRE 1: 6361 Trans-Canada — *Home Alone* 7 h 05, 9 h 15: *Kinder-garten Cop* 7 h 15, 9 h 30: *Once Around* 7 h, 9 h 20: *Awakenings* 7 h, 9 h 25: *Sleeping with the Enemy* 7 h 10, 9 h 20: *Dances with Wolves* 8 h 15.

CINÉMATHEQUE QUÉBÉCOISE: (842-9768) —

CINÉMA V - 1: 5560 Sherbrooke O. (489-5559) — *Hamlet* 6 h 20, 9 h 15: *The Godfather* 3 h 8.

CINÉPLEX 1: (849-4518) — *La gloire de mon père* 1 h 20, 4 h 15, 7 h, 9 h 15: *Havana* 1 h 05, 4 h, 6 h 45 — *Once Around* 9 h 25 III: *Hidden Agenda* 1 h, 3 h 05, 5 h 10, 7 h 20, 9 h 30 IV: *Li-bers d'une statue* 1 h 10, 3 h, 5 h, 7 h 10, 9 h V: *Bucher des vanités* 1 h 30, 4 h 30, 7 h — *Nuits des morts vivants* 9 h 30 VI: *Awakenings* 1 h 30, 4 h 30, 7 h, 9 h 30 VII: *L'évél* 1 h 15, 4 h 15, 7 h 05, 9 h 35 VIII: *Tumultes* 1 h 05, 3 h, 5 h, 7 h 10, 9 h 05 IX: *Comme un voleur* 1 h, 2 h 45, 4 h 30, 6 h 15, 8 h, 9 h 45.

COMPLEXE DESJARDINS 1: (288-3141) — *Un thé au Sahara* 1 h 45, 4 h 15, 7 h, 9 h 35 II: *Le château de ma mère* 1 h 15, 3 h 20, 5 h 10, 7 h 15, 9 h 15 III: *Il danse avec les loups* 1 h 30, 5 h, 8 h 30 IV: *L'italienne* 2 h, 4 h 45, 7 h 30, 9 h 30.

mer, 2 h, 4 h 45, 9 h 30.

COMPLEXE GUY-FAVREAU / O.N.F.: 200 ouest Boul. Dorchester, MII (283-8229) — *Au chic Resto Pop* 19 h, (19 au 22 fév.).

CONSERVATOIRE D'ART CINÉMATOGRA-PHIQUE: (848-3878) — *Les enfants du pa-radis* 19 h.

CRÉMAZIE: (388-4210) — *L'évél* 7 h, 9 h 20.

DAUPHIN 1: (721-6060) — *Alice* 7 h 15, 9 h 30: *La gloire de mon père* 7 h, 9 h 15.

CINÉMA DÉCARIE 1: (341-3190) — *Awake-nings* 7 h, 9 h 25: *Once Around* 7 h 15, 9 h 35.

DORVAL 1: (631-8586) — *Nothing but Trouble* 7 h 25, 9 h 35 II: *Neverending Story* 11 h 05, 9 h 15 III: *White Fang* 7 h 15, 9 h 30 IV: *Not With-out my Daughter* 6 h 30, 9 h 15.

DU PARC 1: (844-9470) — *L.A. Story* 7 h 05, 9 h 25: *Goodfellas* 6 h 20, 9 h 15: *Not Without my Daughter* sam. au jeu. 4 h, 9 h 15 — *Russia Houses* sam. au jeu. 1 h 30, 6 h 45.

DU PLATEAU 1: (521-7870) — *Le parrain* 3 12 h, 3 h 10, 6 h 30, 9 h 45: *Cyrano de Bergerac* 1 h, 3 h 50, 6 h 40, 9 h 25.

FAIRVIEW 1: (697-8095) — *Fire, Ice and Dy-namite* 6 h 45, 9 h 15 II: *L.A. Story* 7 h 05, 9 h 25.

FAUBOURG STE-CATHERINE 1: (932-2230) — *Dances with Wolves* 1 h 30, 5 h, 8 h 30: *Once Around* 1 h 15, 4 h, 7 h, 9 h 20: *Sleep-ing with the Enemy* 1 h 30, 3 h 15, 5 h 20, 7 h 30, 9 h 30: *Home Alone* 1 h 15, 3 h 15, 5 h 15, 7 h 15, 9 h 15, mer. 1 h 15, 3 h 15, 5 h 15, 9 h 30.

GOETHE-INSTITUT MONTRÉAL: (499-0159) —

GREENFIELD 1: (671-6129) — *Le parrain* 3 mar. 6 h 30, 9 h 40, lun. mer. jeu. 8 h 2: *L.A. Story* 7 h, 9 h 15: *Fire, Ice and Dynamite* 7 h 15, 9 h 30.

IMAX: Vieux-Port de Montréal — *Planète bleue entre ciel et terre* (fr.) du mar. au ven. 10 h, 11 h 45, 13 h 30, 19 h, sam. 13 h 30, 17 h, 19 h, dim. 11 h 45, 13 h 30, 17 h, 19 h ven. sam. dern. spect. 22h 30 — *Blue Planet et To Fly* mar. au dim. 15h.15, 20h.45.

IMPERIAL: (288-7102) — *The Godfather part 3* 3 h 15, 6 h 30, 9 h 45, lun. 3 h 15.

LAVAL 1: (688-7776) — II: *Megathon, la course du siècle* 7 h, 9 h 20: *Not Without my Daughter* 7 h, 9 h 20: *Nothing but Trouble* 7 h 30, 9 h 40: *Le parrain* 3 mar. 6 h 30, 9 h 45, lun. mer. jeu. 8 h.

LAVAL 2000 1: (687-5207) — *L'évél* 7 h 15, 9 h 35: *Maman j'ai raté l'avion* 7 h, 9 h.

LOEW'S 1: (861-7437) — *L.A. Story* 12 h 45, 3 h, 5 h 05, 7 h 15, 9 h 30 II: *Goodfellas* 12 h 05, 3 h 05, 6 h 05, 9 h 05 III: *Hamlet* 12 h 40, 3 h 15, 6 h 10, 9 h 05 IV: *Sheltering Sky* 12 h 30, 3 h 20, 6 h 05, 9 h V: *Reversal of Fortune* lun. mar. jeu. 12 h 15, 2 h 35, 5 h, 7 h 15, 9 h 30, mer. 12 h 15, 2 h 35, 5 h, 9 h 45.

OUIMETOSCOPE: (525-8600) — Salle 1: *Un film bref sur l'amour* 19 h 15 — *Milou en mal* 21 h 15 — Salle 2: *La vengeance d'une femme* 19 h — *Au-delà du bien et du mal* 21 h 30.

PALACE 1: — *Nothing but Trouble* 1 h 15, 3 h 20, 5 h 25, 7 h 30, 9 h 35 II: *Fire Ice and Dy-namite* 12 h 15, 2 h 30, 4 h 40, 6 h 50, 9 h III: *Run* 1 h 20, 3 h 20, 5 h 25, 7 h 20, 9 h 20 IV: *White Fang* 12 h 20, 2 h 30, 4 h 40, 6 h 55, 9 h, lun. 12 h 20, 2 h 30, 4 h 40, 9 h V: *Lionheart* 12 h 45, 2 h 55, 5 h 05, 7 h 20, 9 h 30 VI: *Neverending Story* 12 h 15, 2 h 25, 4 h 45, 6 h 45 — *Ghost* 9 h.

PARADIS 1: (354-3110) — *L'évél* 7 h, 9 h 25 II: *Filic à la maternelle* 7 h, 9 h 10 III: *L'histoire sans fin* 2 h 10, 9 h.

PARISIEN 1: (866-3856) — *Le mari de la colif-ause* 1 h 10, 3 h 15, 5 h 20, 7 h 25, 9 h 30, mer. 1 h 10, 3 h 15, 4 h 50, 9 h 30 II: *Faux et usage de faux* 12 h 45, 2 h 55, 5 h 05, 7 h 15, 9 h 25, lun. et jeu. 12 h 45, 2 h 55, 5 h 05, 9 h 45 III: *Cyrano de*

Bergerac 12 h 30, 3 h 20, 6 h 10, 9 h IV: *La dis-crète* 12 h 35, 2 h 45, 4 h 55, 7 h 05, 9 h 15 V: *On peut toujours rêver* 12 h 50, 3 h, 5 h 10, 7 h 20, 9 h 30, mer. 12 h 50, 3 h, 5 h 10, 9 h 30 VI: *Love-moi* 12 h 55, 3 h 05, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35: *Les meil-leurs moments des films publicitaires* 1 h 15, 3 h 15, 5 h 15, 7 h 15, 9 h 15.

PLACE ALEXIS NIHON 1: (935-4246) — *Silence of the Lambs* 1 h 30, 4 h, 7 h 20, 9 h 45: *King Ralph* 1 h 30, 4 h 15, 7 h, 9 h 35 III: *Kinder-garten Cop* 2 h 15, 5 h, 7 h 10, 9 h 20.

PLACE LONGUEUIL 1: (679-7451) — *Un filic à la maternelle* 7 h, 9 h 15: *Maman j'ai raté l'avion* 7 h 05, 9 h 10.

LE RIALTO: 5723 ave du Parc, MII (274-3550) — *With-out You I'm Nothing* 7 h 15 — *Vincent & Theo* 9 h 30.

QUARTIER LATIN: MII (849-0041) — *Mon fan-tôme d'amour* 6 h 30, 9 h.

VERSAILLES 1: (353-7880) — *Le parrain* 3 mar. 6 h 30, 9 h 45, lun. mer. jeu. 8 h II: *Megathon, la course du siècle* 6 h 40, 9 h III: *Un ange, ou presque?* 7 h 15, 9 h 15 IV: *Coeur de lion* 7 h 15, 9 h 40 V: *Nothing but Trouble* 7 h 20, 9 h 20 VI: *On peut toujours rêver* 7 h — *Les affran-chis* 9 h.

SUR SCÈNE

L'AIR DU TEMPS: 194 ouest St-Paul, Montréal (842-2003) — Jazz du mer. au dim. de 22 h à 02 h 30 — Lorraine Desmarais Trio et Michel Cusson, du 21 au 24 fév.

BAR LES BEAUX ESPRITS: 2073 St-Denis, Montréal (844-0882) — Georges Kerland Blues Band, les 20-21 fév.

BAR-THÉÂTRE LES LOGES: 1237 Sanguinet, Montréal (982-0740) — Danse-Cité présente Le volet interprètes 1ère édition, chorégraphies de Martin Faucher et Jean-Pierre Mondor, interprètes: Lise Beausoleil, Gilles Simard et Suzanne Trépanier, du 14 au 24 fév. à 20 h 30, relâche le 18 fév.

BAR 2080: 2080 rue Clarke, Montréal (285-0007) — Fred Henke, piano, le 19 fév. à 21 h 30.

BIDDLE'S JAZZ AND RIBS: 2060 rue Aylmer, Montréal (842-8656) — Le Quatuor de Johnny Scott et Geoffrey Lapp, en permanence, lun. 19 h, à 24 h, mar. 20 h, à 01 h, mer. au ven. 18 h, à 22 h — Le Trio de Charlie Biddle, en permanence du mer. au ven. à compter de 22 h, sam. à compter de 21 h 30 — Billy Georgette, pianiste chanteur, lun. de 17 h à 19 h, mar. de 17 h 30 à 19 h 30 — Trio Billy Georgette, sam. de 18 h à 21 h 30 — Le trio de Bernard Primeau, les dim. de 19 h à 24 h.

BISTRO D'AUTREFOIS: 1229 St-Hubert, Montréal (842-2808) — Tous les mardis à 21 h, scène ouverte aux jeunes talents — A 22 h 30, Jazz and Blues avec La Bande à Magoo.

Café DE LA PLACE: PDA, Montréal (842-2112) — Sarah Bernhardt et la Bête + texte et m. en s. de Michael Bawtree, avec Monique Leyrac, mar. au sam. à 20 h.

CHAPÉLLE HISTORIQUE DU BON-PAS-TEUR: 100 est Sherbrooke, Montréal — Musique de chambre, Leslie Newman, flûte, Julian Milks, clarinette, Quatuor à cordes Saint-Laurent, Geoff Nuttall, Barry Shiffman, violon, Lesley Robertson, alto, Marina Hoover, violoncelle, œuvres de Mozart, Papa et Prevost, le 18 fév. à 20 h.

CLUB SODA: 5240 ave du Parc, Montréal (270-7848) — Les Lundis Juste Pour Rire, à 20 h 30.

ESPACE LA VEILLÉE: 1371 est rue Ontario, Montréal (526-6582) — « Rictus » texte et m. en s. Anne-Marie Provancher, du 22 fév. au 17 mars, mar. au sam. à 20 h 30, le dim. 10 mars présentation spéciale à 15 h.

ESPACE LIBRE: 1945 rue Fullum, Montréal (521-4191) — Céline la-bas près des tanneries au bord de la rivière + adaptation et traduction de Fernando de Rojas, Michel Garneau, m. en s. Jean Asselin, du 15 janv. au 16 fév., mar. au sam. à 20 h (en prolongation du 19 au 23 fév.).

MAISON DE LA CULTURE FRONTENAC: 2550 est Ontario, Montréal — Concert-causerie: Les lundis d'Edgar, invité Jean-Alexandre Sarrazin, pianiste, le 18 fév. à 20 h.

MAISON THÉÂTRE: 255 est Ontario, Montréal (288-7211) — « Un sofa dans le jardin », création du Théâtre Niveau Parking, m. en s. Michel Nadeau, du 13 fév. au 3 mars, sam. à 20 h, dim. à 15 h.

MAISON THÉÂTRE ANNEXE: 5066 rue Clark, Montréal (288-7211) — « Jouons avec les livres » de Jasmine Dubé, m. en s. Marc Pache et Jasmine Dubé, coproduction du Théâtre Bouches Décousures et Communication-Jeunesse, du 6 au 24 fév., sam. et dim. 13 h et 15 h.

RESTAURANT-THÉÂTRE LA LICORNE: 4559 Papineau, Montréal (523-2246) — L'Archeipel présente « Comme il vous plaira » de William Shakespeare, m. en s. Alexandre Hausvater, traduction Normand Chaurrette, du 21 fév. au 30 mars, mar. au sam. 20 h 30, dim. 15 h.

RISE SUN: 5380 St-Laurent, Montréal (278-5200) — Brasal Blue Monday avec Blues Side Up, le 18 fév.

SALLE FRED-BARRY: 4353 est Ste-Catherine, Montréal (253-8974) — « Taoumaquia » texte de Simone Chartrand et Antoine Laprise, dir. et m. en s. Philippe Soldevia, production du Théâtre Sortie de Secours, du 13 fév. au 9 mars à 20 h 30.

SALLE CLAUDE-CHAMPAGNE: 220 Vincent d'Indy, Montréal — Nocturnes, ensemble chambre, dir. Jean-Eudes Vaillancourt, Lise Daudou, flûte, Elena Giugiaru, violon, Luc Beauséjour, clavecin, Marie-Josée Laprise, harpe, œuvres de Bach, Debussy et Milhaud, le 18 fév. à 23 h.

SALLE DENISE-PELLETIER: 4353 est Ste-Catherine, Montréal (253-8974) — « Jeune homme en colère » de John Osborne, m. en s. Claude Poissant, à compter du 18 janv.

SALLE REDPATH: 3461 McTavish, Montréal — L'Orchestre de chambre McGill, dir. Boris Brott, solistes Alain Trudel, trombone, Robert Verbees, alto, œuvres de Mozart, Albrechtsberger, Salieri, Hummel et Haydn, le 18 fév. à 20 h.

STADE OLYMPIQUE: Montréal — L'Observatoire de la tour du Stade Olympique est accessible par fu-niculaire tous les jours, lun. 12 h, à 18 h, mar. au dim. 10 h, à 18 h — pour renseignements: 252-8687.

THÉÂTRE BISCUIT: 221 St-Paul O., Vieux-Mon-tréal (845-7308) — « Concert » spectacle de marion-nettes, sam. dim. à 15 h, jusqu'au 10 juin.

THÉÂTRE D'AUJOURD'HUI: 1297 Papineau, Montréal (523-1211) — « Baby Blues » de Carole Fré-chette, m. en s. Gervais Gaudreault, du 15 mars au 7 avril, mar. au sam. 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE LA CHAPELLE: 3700 St-Dominique, Montréal (844-6084) — Le Théâtre de l'Avant-Pays présente « Impertinence » dans une m. en s. de Mi-chel Fréchette, du 13 fév. au 3 mars, mer. au sam. à

20 h, dim. à 15 h.

THÉÂTRE MAISONNEUVE: PDA, Montréal (842-2112) — Concert Pro Musica, Trio André Laplante, œuvres de Mozart et Schubert, le 18 fév. à 20 h.

THÉÂTRE DU NOUVEAU MONDE: 84 ouest Ste-Catherine, Montréal (861-0563) — « On ne ba-dine pas avec l'amour » de Alfred De Musset, m. en s. Olivier Reichenbach, du 12 mars au 6 avril, mar. au ven. 20 h, sam. 16 h, et 21 h.

THÉÂTRE OUTREMONT: 1248 ouest Bernard, Montréal (282-9362) — Les Grands Explorateurs pré-sentent Istanbul, de Constantinople à Byzance, avec Henri Goemaere, du 14 au 20 fév., lun. au mer. à 20 h.

THÉÂTRE DE QUAT'SOUS: 100 est ave des Pins, Montréal — « Hosanna » de Michel Tremblay,

m. en s. Lorraine Pintal, du 21 janv. au 16 fév., mar. au sam. à 20 h, dim. à 15 h (prolongation du 17 fév. au 1er mars, ven. le 1er mars 20 h, et 24 h).

THÉÂTRE DU RIDEAU VERT: 4664 St-Denis, Montréal (844-1733) — « La face de l'âge » de Denis Bouchard, Suzanne Champagne, Rémy Girard et Pierrette Robitaille, m. en s. Normand Chouinard, du 26 fév. au 23 mars, mar. au ven. à 20 h, sam. 16 h, et 21 h, dim. à 15 h.

THÉÂTRE ST-DENIS: 1594 St-Denis, Montréal (288-2525) — Comédie musicale Les Misérables, de Alain Boublil et Claude-Michel Schönberg, du 17 janv. au 14 avril, fr. mer. jeu. sam. dim. 20 h, matinée sam. à 14 h, angl. mer. ven. 20 h, dim. 14 h.

THÉÂTRE DE L'ÎLE: 1 rue Wellington, Hull (819-595-7455) — « La Coupe Stainless » du 16 janv. au 9 mars

À SURVEILLER

Aujourd'hui, collectes de sang de la Croix-Rouge à Montréal au Centre per-manent, 3131 rue Sherbrooke est, de 9 h à 18 h, et au Forum de Montréal, 2313 rue Ste-Catherine ouest, de 10 h à 19 h 30 Rens.: 937-2790.

Ce soir de 19 h 30 à 22 h, Soirée relations vous invite à une soirée de découverte sur la violence et marginalité chez les jeunes, à la Maison Bellarmin, 25 rue Jarry ouest à Montréal. Entrée libre. Rens.: 387-2541.

Loisir littéraire du Québec offre un at-lier sous le thème : « Formation d'a-nimateurs d'ateliers de lecture et d'écri-ture », animé par Denise Roy et Jacques Garneau, les 23 et 24 février, au Regroupement Loisir, Stade olympique. Inscr.: 252-3033.

Le 22 février, la Société de développe-ment économique du Saint-Laurent or-ganise un déjeuner-causerie au Château Frontenac, 1 rue des Carrières à Québec. Le conférencier invité est M. Jean-Mar-c Bard, sous-ministre des Transports du gouvernement du Québec. Un cocktail sera servi à midi suivi du déjeuner à 12 h 45. Réserv.: (418) 523-0873.

Rechercheurs demandés par orga-nisme culturel pouvant émettre recus de charité pour organiser levée de fonds. Sa-laire à commission, territoire déterminé, dossier publicitaire élaboré disponible. Rens.: Huguette Valade au 967-7546 ou 289-6872.

L'équipe Seréna Rive-Sud offre, le mer-credi 20 février, une session de formation sur la méthode d'auto-observation de si-gnes de fertilité. Inscr.: 653-6545, région de St-Jean : 358-9190.

Les lundis 18, 25 février et 4 mars de 19 h à 22 h, à l'Archevêché de Montréal, 2000 rue Sherbrooke ouest, le Centre de formation diocésain offrira une session sur le thème : « Donner la vie...donner la mort », animée par M. Guy Durand. Rens.: 931-7311, poste 259.

Le CLSC Samuel-de-Champlain, 5811, boul. Taschereau à Brossard, offre aux parents de son territoire la possibilité de faire passer des tests d'audition à leur en-fant de 4 ans. Les prochains rendez-vous seront offerts le 25 février sur rendez-vous, en communiquant au 445-4452, local 244.

Le Centre d'information sur les nouvel-les religions présente une conférence donnée par Jean-François Deaudet inti-tulée : « Les nouvelles spiritualités ver-tes », le 20 février à 19 h 30, au 8010 rue St-Denis. Inscr.: 382-9641.

L'Association des parents et amis du malade mental Rive-Sud tiendra une ren-contre, le 19 février, sur le thème : « Com-ment composer avec l'aspect chronique de la maladie » animée par Mme Fran-çoise Beaugrand, au Centre d'accueil Chevalier de Lévis, 40 rue Lévis, près du Ch. Chamblay à Longueuil. Entrée libre. Rens.: Marielle Brisson au 677-5697 ou 677-0397.

Le CLSC Samuel-de-Champlain offre une série « Les enfants du divorce » de 8 rencontres pour les enfants et une série de 4 rencontres avec les parents, du 19 fé-vrier au 9 avril. Inscr.: Sylvie au 445-4452, poste 276.

Info-Femmes vous invite à une confé-rence sur le thème : « Prendre mes déci-sions et apprendre à choisir », le 20 fé-vrier de 19 h à 22 h, au 8446-A rue Hoche-laga. Rens.: 355-4529.

Ce soir à 19 h 30, le Collège Montmo-rency, 475, boul. de l'Avenir à Laval, offre une causerie sur le langage non-verbal des enfants : le comprendre pour mieux y répondre — Les 19 et 26 février : Le guide pratique des fromages. Rens.: 667-8821, poste 441.

Les Accordailles, organisme qui contri-bue au maintien à domicile des personnes âgées en perte d'autonomie, est à la re-cherche de bénévoles ayant le goût de s'impliquer auprès des personnes âgées. Rens.: 279-4510.

Mercredi 20 février de 19 h à 22 h, l'As-sociation des hypoglycémiques du Qué-bec donnera des cours d'une durée de 6 semaines sur l'hypoglycémie. Ces cours détaillent ce qu'une personne doit savoir pour contrôler et comprendre ses difficul-tés. Réserv.: 273-3662.

Travail non traditionnel, organisme à but non lucratif, invite toutes les femmes intéressées à en savoir plus sur les em-plois non traditionnels à assister à la pro-chaine rencontre d'information qui aura lieu le 20 février à 10 h. Rens.: 842-8589.

Vous avez les reins solides?

Luttez avec nous.

BANQUE CANADIENNE
123, RUE PRINCIPALE
CANADA

PAVÉ A L'ORDRE DE \$ /100 DOLLARS

COMPTE NO. 1057 2 0034

LA FONDATION CANADIENNE DU REIN

La télévision du lundi soir en un clin d'oeil														
	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	00h00	
2	CBFT (R.C.) Montréal	17h30 / Ce soir	La course Europe-Asie		Un signe de feu		Dallas		Le Téléjournal Le Point/météo/sport		L'heure G		Les jeux du Canada	
3	WCAX (CBS) Burlington	News	News	The Golden Girls	Evening Shade	Major Dad	Murphy Brown	The Mary Tyler Moore Show	Anniversary		News	America Tonight	The Arsenal Hall Show	
5	WPTZ (NBC) Plattsburgh	News	News	Jeopardy !	A Current Affair	The Fresh Prince	Blossom	Love, Lies and Murder (Dernière)		News		The Tonight Show		
6	CBMT (CBC) Montréal	Newswatch		Canada Winter Games Report		The Fresh Prince	Degrassi High	Mom P.I.	Designing Women	The National The Journal	News	Newhart	Kate & Ailie	
10	CFMT (TVA) Montréal	Le TVA	Charivari	Entre chien et loup		Les héritiers du rêve		L'or du temps		Ad Lib		Le TVA réseau	23h50/Mongrain de sel	
12	CFCF (CTV) Montréal	Pulse		Entertainment Tonight	Rescue 911	Murphy Brown		Love, Lies and Murder (Dernière)		News		News	The Arsenal Hall Show	
15	TV5 (Télé Francophones)	Des chiffres et des lettres	La cuisine des anges	Le journal de FR3	Latitude- Sud	Expédition pêche	Musiques au coeur		Livres parcours	Les grands mystères de la musique		Le journal de A2		
17	CIVM (R.Q.) Montréal	Passe- Partout	Téléservice		Omni science	National Geographic Globe-Trotter		Nord-Sud	Médecine approuvée	Québec inc.	Cinéma : Jules et Jim —Fr. 61 Avec Jeanne Moreau et Oskar Werner			
20	Musique Plus	Musique vidéo	Fax : L'infoplus	Rock Velours : VJ : Sonia Benezra		Musique vidéo		Rock en bulle		21h15 / Musique vidéo				
22	WVNY (ABC) Burlington	News		Alf	Perfect Strangers	MacGyver	Cinéma : Fire! Trapped on the 37th Floor —Am. 91 Avec Lee Majors et Peter Scolari				News	Nightline	Love Connection	
25	Much Music	19 h / Muchwest			Fax	Big Ticket / Madonna: Blond Ambition Tour				Spotlight / The Dream	Test Pattern			
33	VERMONT ETV (PBS)	The MacNeil-Lehrer Newshour		The Nightly Business ...	Vermont Report	Travels	The Civil War					Cinéma : Beau geste Avec Gary Cooper		
35	4-SAISONS Montréal	La roue chanceuse	Zizanie	Salle des nouvelles		Dossiers mystères		Cinéma : La filature —Am. 87 Avec Richard Dreyfuss et Madeline Stowe				Le Grand Journal	Sports Plus	
57	WCFF (PBS)	3-2-1 Contact	The Nightly Business ...	The MacNeil-Lehrer Newshour		Mystery I Poirot II: The Disappearance of...		Chandler		Marge and Walter	The Avengers		Cinéma	

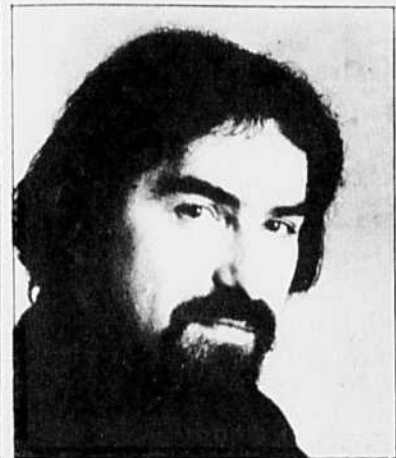
MUSIQUE / chronique



Martin Ostertag



Ernő Sebestyén



Radu Lupu



André Laplante

L'UdM lance sa propre étiquette de musique

Marie Laurier

LA FACULTÉ de musique de l'Université de Montréal a lancé cette semaine quatre titres d'une nouvelle collection d'enregistrement de musique en disque compact et en cassette sous étiquette UMMUS (UdM/Musique).

Dirigée par le claveciniste Réjean Poirier, la collection comprend trois séries: *Actuelles* qui comporte des oeuvres actuelles de toute esthétique, du jazz à la musique électroacoustique; *Traditions* dont l'objectif est de conserver les musiques de la tradition orale et *Classiques* qui fait place à nos meilleurs interprètes dans des répertoires accessibles à un large public.

Les quatre premiers titres témoignent de cette triple sériographie: dans la série *Actuelles*, deux disques dont l'un intitulé *Halogènes* est consacré à quatre esthétiques de la composition électroacoustique et l'autre, le tout premier enregistrement du Nouvel Ensemble Moderne (NEM) qui interprète sous la direction de Lorraine Vaillancourt des pages du répertoire du XXe siècle, soit Musique et chants nuit ou Ramon Pelinski a rassemblé les genres musicaux préférés des Inuit, enfin *Clavecins*, un survol du répertoire de clavier de la fin de la Renaissance à la fin du Baroque, des oeuvres jouées par Réjean Poirier sur six instruments de styles différents, avec autant de tempéraments appropriés.

On prévoit publier cinq titres par année dans cette collection UMMUS. Un catalogue est en préparation qui annonce déjà une quarantaine de titres au programme.

La distribution au Canada de la nouvelle collection a été confiée à la firme Scandinavian Record Import de Toronto.

Les Productions UMMUS ont vu le jour en 1989 à l'initiative de la Faculté de musique de l'UdM désireux de diffuser les recherches en création, interprétation et ethnomusicologie du milieu musical montréalais.

Trio André Laplante.

LE TRIO André Laplante formé du pianiste du même nom, d'Ernő Sebestyén au violon et de Martin Ostertag au violoncelle est l'invité ce soir de Pro Musica à son concert saisonnier au Théâtre Maisonneuve.

Les trois musiciens joueront des oeuvres de Mozart, Debussy et Schubert.

Le Trio Laplante a été créé au Centre d'art d'Orford en 1988, fruit d'une « merveilleuse chimie » qui animait les trois solistes.

Lauréat du concours Tchaïkovsky à Moscou, le pianiste André Laplante est né à Rimouski et à 15 ans il faisait ses débuts avec l'OSM.

Violon solo du Deutsche Oper Berlin depuis 1971 et de plusieurs autres ensembles, Sebestyén est premier prix de plusieurs concours internationaux, il fait partie d'un quatuor et d'un trio qui portent son nom. Quant à Ostertag, il est violoncelle solo de l'Orchestre symphonique de la radio de Baden et il donne des concerts comme soliste et chambriste.

Concerts OSM.

CHARLES DUTOIT sera au pupitre pour les deux concerts gala de l'OSM demain et mercredi avec le pianiste Radu Lupu, le soprano Marie-Danielle Parent, le ténor Stanford Olsen et la basse Jan Opalach.

Du côté de l'OSQ.

L'ORCHESTRE symphonique de Québec précise que le mandat accordé par les musiciens de l'exécutif de leur syndicat permet de déclencher trois jours de débrayage au moment où il le jugera opportun, mais uniquement à compter du 7 mars 1991. D'ici là, tous les concerts auront lieu comme prévu, soit ceux des 19, 26 et 17 février et celui du 5 mars.

Sibélius avec Angèle Dubeau.

LA VIOLONISTE Angèle Dubeau et l'Orchestre Métropolitain sous la direction d'Agnès Grossmann présenteront une soirée consacrée au compositeur finlandais Jean Sibelius le lundi 25 février à 20 h au Théâtre Maisonneuve. Au programme: le concerto en ré mineur, op. 47 et la célèbre Symphonie en ré mineur op. 43.

Récital-midi.

LA CATHÉDRALE Christ Church (rue Sainte-Catherine, angle Université) présente six récitals-midi durant le Carême, le premier ce mercredi 20 février avec l'organiste Wihelmina Tiemersma. Les autres récitals ont lieu les 27 février, 6, 13, 20 et 27 mars. Entrée libre à midi trente ou offrande volontaire.

La liberté d'une statue d'Olivier Asselin est jugé le meilleur long métrage québécois

Nathalie Petrowski

LA RUMEUR courait déjà depuis un certain temps, elle fut confirmée samedi soir alors que le cinéaste Jacques Leduc flanqué de Réjean Houle de la Brasserie Molson, proclamait dans l'échoc caverneux du hall de l'ancien palais de justice, *La liberté d'une statue*, gagnant du meilleur long métrage québécois de l'année et récipiendaire du Prix L.E. Ouimet-Molson. Les applaudissements fusèrent de partout tandis qu'Olivier Asselin, jeune cinéaste de 32 ans qui gagne sa vie en enseignant l'histoire de l'art à l'Université d'Ottawa, allait cueillir le fruit de sa victoire, à savoir un chèque de 5000 \$.

Selon plusieurs sources, le vote des membres de l'association des critiques, ne fut pas immédiatement unanime et un débat eut lieu samedi matin, opposant fort probablement le film d'Olivier Asselin à *Une histoire inventée* d'André Forcier. Le fait que André Forcier ait déjà remporté le prix L.E. Ouimet-Molson il y a deux ans avec *Kalamazoo*, a probablement fait pencher la balance en faveur de Asselin, sans compter que cette neuvième édition des Rendez-vous était placée sous le signe de la relève avec une douzaine de premiers longs métrages fiction.

L'Association des critiques aurait

été mal vue de ne pas encourager l'avènement de cette nouvelle génération de cinéastes. De la même manière, l'association s'est presque vue dans l'obligation de récompenser les femmes cinéastes, qui recalées à l'examen du long métrage fiction, ont investi cette année, les courts et moyens métrages.

Catherine Marin, a gagné le Prix du meilleur moyen métrage avec *Nuits d'Afrique*, un film qu'elle a mis cinq ans à écrire, à réaliser et à produire envers et contre les institutions et qui fut sauvé in extremis par l'aidant artisanale de l'ONF. Johanne Prigent pour sa part a remporté le Prix du meilleur court métrage avec *On a marché sur la lune*, d'après un scénario de l'écrivain Josée Fréchette. Le film a été réalisé dans le cadre du programme 16-26 lancé par Radio-Québec, l'année dernière. Par ailleurs, le jeune cinéaste Yves Lafontaine qui signait *J'entends le noir*, a remporté la bourse Claude Jutra, décernée au meilleur jeune espoir chez les réalisateurs de courts et moyens métrages.

Dans cette pluie de prix visant à encourager la relève, l'association des critiques a fait une seule conces-

sion aux aînés en accordant le Prix d'interprétation Guy L'Écuyer, à la comédienne Andrée Lachapelle pour son rôle dans *Comme un voleur* de Michel Langlois, un film qui a pris l'affiche ce week-end. Andrée Lachapelle qui interprète le rôle d'une femme terrassée par une crise cardiaque et qui va vivre ses derniers moments auprès de ses deux fils, a volé la vedette aux six jeunes comédiens explosifs qui composent la distribution de *Love-moi* de Marcel Simard et qui comme le soulignait Luce Guilbault, marque l'avènement d'une nouvelle génération d'acteurs de cinéma.

Puisque les Rendez-vous se sont ouverts cette année à la production vidéo, un prix du meilleur video (à ne pas confondre avec le video-clip) a été décerné à Charles Guilbert, Serge Murphy et Michel Grou pour *Sois sage ô ma douleur*. Finalement, comme un plateau de cinéma ne saurait être complet sans un photographe de plateau qui croque sur le vif les meilleurs moments d'un tournage, le prix de la photographie de plateau a été accordé à Bertrand Carrière pour une photo tirée du film *Cargo*. Comme quoi, un film peut être raté et ses photos de plateau complètement réussies.



Une scène de *La liberté d'une statue*.

1990 n'a pas livré un très grand cru au cinéma québécois

Nathalie Petrowski

L'ANNÉE 90 n'aura pas été particulièrement faste pour le cinéma québécois, tout le monde en convient. L'arrivée massive de jeunes cinéastes, encouragés par les institutions à faire des Jean-Claude Lauzon d'eux-mêmes, n'a apporté aucun résultat concluant et s'est plus souvent qu'autrement soldé sur un échec.

Le cinéma québécois traverse actuellement une période de transition dont on ne connaît pas encore le destin ni l'aboutissement. C'est précisément ce que nous ont rappelé samedi après-midi quatre témoins étrangers, invités par les Rendez-vous à faire la radiographie rituelle du cru cinématographique de l'année. Réunissant le professeur Heinz Weinmann, Peter Harcourt, un canadien anglais, grand exégète du cinéma de Jean-Pierre Lefebvre, Juliette Frey, cinéaste suisse et un prof d'études québécoises de la Norvège, le panel avait beaucoup à dire sinon sur l'évolution du cinéma québécois au moins sur l'impasse qu'il traverse et qui apparaissait on ne peut plus clairement dans les 127 films présentés la semaine dernière.

Premier constat: le cinéma québécois est en retard sur la société qu'il décrit. Si l'indépendance doit se faire, ce sera d'abord dans la rue et les bureaux de scrutin, pas au cinéma. C'est Heinz Weinmann, le spécialiste des psychanalyses collectives qui l'affirme en reprenant un thème qui lui est cher, à savoir l'orphelin abandonné par les deux mères patries, orphelin qui depuis Aurore l'enfant martyr jusqu'aux délinquants de *Love-moi* revient comme un leitmotiv dans bon nombre de films québécois. Le professeur apporte toutefois une nuance entre l'orphelin pré et post-référendaire, en comparant *Love-moi* de Marcel Simard à *L'âge de la machine*, réalisé en 78 par Gilles Carle. Avant le référendum, affirme Weinmann, l'orphelin assume pleinement son destin. Même menotté, il est libre. Après le référendum, l'orphelin regresse jusqu'à se donner la mort. Dans cette régression, les femmes reprennent le pouvoir abandonné par les hommes, qui castrés, confondus et impuissants, n'ont plus qu'à s'effacer. C'est du reste ce qu'ils font dans plus d'un film cette année.

Peter Harcourt voit les choses autrement ne serait-ce parce qu'il suit le cinéma depuis vingt ans, qu'il a été témoin de ses heures de gloire, de sa quête d'identité, de refus des conventions et de sa résistance au

moule de la standardisation amené par la télévision. Or 20 ans plus tard, constate le professeur, la spécificité du cinéma québécois s'est érodée à mesure que la famille s'élargissait et se diversifiait. « Le problème c'est la confusion des genres entre le cinéma et la télévision. Je n'ai rien contre la télé et j'adore *Les filles de Caleb* qui m'apparaît beaucoup plus comme de la télé d'auteur que les courts métrages de la série des 16-26 que j'ai trouvés décevants. Pourquoi toujours cette musique atroce, ces histoires qui ne mènent à rien, pourquoi surtout ne pas faire quelque chose de plus québécois? », demande Harcourt.

Pour le professeur norvégien qui a découvert le cinéma québécois pendant les années 60-70, le problème du cinéma d'aujourd'hui et plus particulièrement du documentaire, c'est qu'il n'est plus animé par un souffle de liberté et que la spontanéité en a été évacuée. « On ne prend plus le risque d'une mise en scène libre. Tous les documentaires sont archi-scénarisés, conçus et formatés pour la télé. » Ce à quoi Sylvain l'Espérance, un intervenant dans la salle, répondit: « Quand la télé s'implique dans la production du cinéma, on arrive inévitablement à un produit nivellé. C'est le cas des 16-26. Or ce qu'on oublie c'est qu'il y a au moins 50 courts métrages qui ont été tournés cette année en dehors du programme des 16-26. Si la télé avait été vraiment ouverte au court métrage, elle les au-

rait diffusés. A la place, elle a choisi de produire 16 courts métrages. C'était une façon de s'en laver les mains. » A cela Heinz Weinmann rétorque que les 16-26 ont au moins permis à de jeunes cinéastes de faire leurs armes et de ne pas gaspiller des millions comme ce fut le cas pour *Cargo* et *Moody Beach*, également des premières oeuvres mais beaucoup plus dispendieuses.

Pour la cinéaste suisse Juliette Frey, le résultat des 16-26 est en général triste et peu convaincant. « Un cinéaste c'est quelqu'un derrière la caméra qui ose quelque chose, dit-elle en déplorant l'absence de spécificité cinématographique des documentaires comme des courts-métrages produits pour et par la télé. »

La télé une fois de plus est apparue comme le gros méchant loup, prêt à manger le cinéma, sa victime préférée. La télé n'est du reste pas la seule coupable. Selon les invités étrangers, la proximité du cinéma américain n'est pas la meilleure des influences. De l'avis de tous, les liens dangereux avec le cinéma québécois entretient avec ces deux spectres, a de quoi faire réfléchir. Le problème n'est pas nouveau sauf qu'il d'année en année, non seulement ne se règle-t-il pas, mais il semble empirer au fur et à mesure que les combattants tombent au front et cèdent à la tentation télévisuelle. Le débat reste entier. Il faudra le poursuivre avant qu'il ne soit trop tard.

Décès du sculpteur Arno Breker

NOERVENICH, Allemagne (AFP) — Le sculpteur allemand Arno Breker, controversé pour sa collaboration avec le régime nazi, est décédé à l'âge de 90 ans à son domicile de Noervenich, près de Duesseldorf (ouest de l'Allemagne).

Né le 19 juillet 1900, Arno Breker a fait durant la période nazie une carrière fulgurante, remportant le premier prix d'un concours de sculpture à l'occasion des Jeux olympiques de 1936.

Adulé d'Adolf Hitler, il a sculpté durant le IIIe Reich des statues monumentales, hommages néo-classiques à la force humaine: Icare, Prométhée, L'Appel, entre autres. A Berlin, où il fut jusqu'en 1945 professeur à l'Académie des arts plastiques, il conçut un arc de triomphe qui devait être deux fois plus haut que celui de Paris.

Breker a vécu à Paris de 1926 à 1934, où il acquit aussi l'admiration

d'artistes tels que Jean Cocteau, Maurice Vlaminck et surtout Aristide Maillol, qui voyait en lui « le Michel Ange allemand ». Ses détracteurs lui reprochent cependant son style inspiré du cultisme, son maniérisme froid et pompier.

« Dénazifié » après la guerre, Breker s'en est tiré avec une amende de 100 DM et une prise de distance avec les crimes nazis, dont il a affirmé n'avoir pas su l'existence.

À partir de 1949, il s'est installé à Duesseldorf, où il a obtenu des commandes de Siemens, Bayer Leverkusen et d'autres groupes industriels. Sa galerie de portraits compte, à côté d'Adolf Hitler ou de Goebbels, les bustes de Konrad Adenauer, Marcel Pagnol ou encore Anouar el-Sadate.

Les musées allemands répugnent à présenter ses oeuvres, malgré leur succès sur le marché de l'art.

La trilogie du taureau

Tauromaquia

Création et mise en scène de Philippe Soldevilla, décor, costumes et régie de Lucie Larose, avec Sylvie Bouffard, Marie Brassard, Gérald Gagnon, Danielle Nolet, Marc Vallée et Rosa Zacharie. A la Salle Fred-Barry par le Théâtre Sortie de Secours jusqu'au 9 mars.

Alain Pontaut

Il y a dans cette entreprise théâtrale qui s'appelle *Tauromaquia*, à la Salle Fred-Barry, à la fois quelque chose de beau et quelque chose d'inaboult. Ce qu'on en retient après coup, au-delà de la symbolique encombrante, un peu trop lourde, du sang et de la mort, c'est la façon qu'elle a, très ingénieuse, de couler librement ensemble des épisodes vifs, drôles et quotidiens dans une mise en scène mobile et bien scandée qui fait d'ailleurs beaucoup songer, au moins par les procédés et

l'esthétique, à *La Trilogie du dragon*.

C'est ce qui marche le mieux, assurément, dans le déroulement scénique de cette sorte de trilogie du taureau, ou du toréro, où l'on entend aussi nous imposer un parallèle implacable entre le destin, moyen, du jeune Pierre Estevez, Québécois d'origine espagnole, hémophile par hérédité, prisonnier, en grandissant dans l'Espagne de sa grand-mère, d'une peur de la sexualité, du plaisir confondu avec la mort, et du destin magnifié de cet officiant du rituel sauvage, lumineux et sanglant, qu'est la course de taureau.

Tous les sujets sont défendables et celui-ci, consacrant à une mythologie un peu forte un traitement textuel un peu faible, est donc d'abord bien illustrée par cette succession tressautante d'épisodes colorés qui nous mènent du Québec urbain à l'autobus des routes d'Espagne, de la grand-mère, évoquant l'âme de la corrida ou celle du grand-père, passée dans les asperges, aux moulins

classiques de don Quichotte, de l'innommable Laurence, du Lycée français, à la pathétique Judith (une magnifique Marie Brassard) d'Holopherne et de Pedro. Pour évoquer gentiment, spontanément, aimablement (cerceaux roses, rendez-vous, salles de classe) le mouvement quotidien et pittoresque de la vie, cette conception scénique, visuellement intéressante, est efficace et souvent d'une belle qualité d'émotion.

Malheureusement, la comparaison symbolique alourdit le propos et l'obscurcit bien plus encore. Flirtant parfois avec une apologie un peu morbide de la mort (« Viva la muerte! », disait aussi cet officier franquiste dénoncé par Miguel de Unamuno), posant naïvement, pour asseoir le mythe, qu'il y a deux votes pour parvenir à Dieu: la messe (le sacrifice divin) et la corrida, « *Tauromaquia* » laisse un peu se dissoudre ses qualités de nature et de tendresse dans ce magma philosophique, dans ces sables mouvants et livrésques au sein de quoi on ne distingue plus très bien, au long de ces trois longues parties, de quelle na-

ture est l'oeuvre qu'on nous présente.

S'agit-il de l'écho d'un grand rite mi-barbare mi-solaire ou d'une petite fable entre gentillesse et absurde, d'une tranche de vie émouvante quand elle est authentique et simple ou d'un récit Cervantes-Vega-Lorca, d'un cours sur Picasso ou d'une explication psychiatrique mêlant amour et mort dans les mêmes délices et la même terreur superstitieuse! On s'y perd un peu et la fin ne rachète rien, venant plaquer une couronne rituelle en sanglante sur la petite vie sympathique d'un petit gars fort peu prédisposé à endosser l'habit de lumière du fameux mythe.

Mais, on peut laisser de côté les morts glorifiés et encornés, la véronique et l'estocade, la boucherie sacralisée, laisser là ces « arènes sanglantes » et mal intégrées, et ne se souvenir que de la qualité d'humanité et de vérité spontanées qui marque si souvent l'âme singulière et l'itinéraire attachant de Pierre, de ses amies, de ses proches, de son petit univers. Ici, la vie n'a pas besoin de tant de théories sur le rite, ses fondements et ses instruments, pour être vraie et pour couler de source.



Sylvie Bouffard et Gérald Gagnon dans une scène de *Tauromaquia*.

ÉDITORIAL

D'un stéréotype à l'autre

L'immortelle chicane entre le Québec et le Canada agit souvent comme une drogue. La perspective d'un règlement rapide mettrait aux abois toute une industrie constitutionnelle — y compris sa branche médias — qui carbure avec ces querelles et peut espérer encore quelques belles années de prospérité. Mais on oublie souvent le prix à payer, dans une société comme la nôtre, pour ce temps qu'on étire autour de vieux griefs. Il n'est pas qu'économique, comme on le souligne souvent en regrettant le détournement de fonds et d'énergies dans des débats éternellement recommencés. Ce prix, c'est aussi la corrosion des rapports entre les groupes, qui s'accroît en se renouvelant constamment.

Si la partie qui se joue entre le Québec et le Canada était parfaitement rationnelle, personne ne prétendrait avoir le monopole de la vertu. On reconnaîtrait simplement qu'il s'agit d'une divergence d'intérêts et d'une bataille pour le pouvoir, pour le contrôle de certains leviers de développement. Mais comme dans les querelles d'arpentage entre voisins, on dérape rapidement vers l'argumentation *ad hominem*. Dans le cas de collectivités, c'est le stéréotype qui triomphe. Pour bien des Québécois, au sortir de la saga du lac Meech, le Canada anglais était plus que jamais un vaste réservoir de *rednecks* rêvant d'en finir avec le fait français. Il était bien plus facile de parler de « rejet » malicieux, que de prendre acte du Canada réel, qui s'est tout simplement bâti autour d'une vision multiculturelle désormais incompatible avec la thèse québécoise des deux nations. C'est ainsi. Et ce n'est pas parce que le Canada n'entend plus rien à la dualité de ses origines qu'il a nécessairement le caractère vicieux.

L'inverse est évidemment vrai, et c'est avec une fascination un peu agacée qu'on voit apparaître de nouveaux stéréotypes à propos du Québec d'aujourd'hui. Longtemps affublée d'une image frileuse, archi-catholique et sous-développée, la « province » française en sort à peine dans l'imaginaire canadien que la voilà propulsée aux antipodes : il s'agirait désormais d'une avant-garde du néo-capitalisme, d'une serre du conservatisme social de pointe, et même de la cinquième colonne de l'américanisme au Canada.

Curieux pour quiconque vit au Québec, même en tenant compte du rééquilibrage qui a permis au milieu québécois des affaires de prendre sa place aux côtés des élites syndicales et intellectuelles aux commandes durant les deux pre-

mières décennies de la révolution tranquille. On le comprend mieux quand on sait que ces caractérisations collectives apparaissent surtout chez la gauche canadienne, celle qui, des campus aux cercles littéraires, fut un temps le plus sensible aux aspirations du Québec. Nationaliste sur son propre territoire, cette gauche a été de tous les combats pour l'accommodement avec le Québec. Elle a suivi Pierre Trudeau quand il l'a assurée que le bilinguisme fédéral était la clé de l'harmonie. Et même inquiète de la montée du Parti québécois, elle a éprouvé sympathie et intérêt pour ce mouvement de libération. Mais la menace sécessionniste n'est plus un frisson pour salle de classe ; en se précisant, elle met en danger l'existence même du Canada, au moment où le nationalisme

Le prix de l'indécision, au Québec et au Canada, c'est aussi la corrosion des rapports entre les groupes

canadien sort des chapelles. (On l'oublie, mais il y a à peine vingt ans, les nationalistes canadiens à la Walter Gordon, qu'on rêvait aujourd'hui, étaient considérés comme de malheureux lunatiques.)

Il est plus simple, dès lors, de dire que le Québec français a la rage. Le soutien du Québec à l'accord de libre-échange en a donc fait un suppôt du capitalisme sauvage, et il est maintenant de bon ton, dans les milieux académiques et littéraires, de retirer sa sympathie au nationalisme québécois sous prétexte qu'il est devenu un mouvement de droite, investi par les gens d'affaires, exploités du peuple. Il n'y a pas que le politologue Philip Resnick, dans sa célèbre lettre à son homologue Daniel Latouche, qui exprime ce jugement amer. Bien des militants néo-démocrates l'épousent naturellement, d'autant qu'ils croient avoir une meilleure chance de faire triompher leur projet dans un Canada sans le Québec. Même s'il s'agit d'un accident électoral, l'arrivée au pouvoir des néo-démocrates en Ontario vient les conforter dans cet espoir. Le Canada deviendrait plus progressiste au moment où le Québec deviendrait plus conservateur.

C'est ainsi que même les esprits les

plus ouverts peuvent, sous le coup de la passion et de la déception, créer eux-mêmes des stéréotypes aussi bêtes qu'injustes, qui s'infiltrent tout doucement dans des milieux plus larges. Le Québec comme terre fertile pour la droite, c'est la prémisse de la dernière pièce de David Fennario. C'est aussi celle d'étudiants de McGill qui n'ont pas hésité à diffuser des caricatures d'un Québec indépendant qui deviendrait d'évidence un état fascisant.

Il n'y a pas plus de « caractère québécois » qu'il y a de « caractère canadien », et c'est un des effets pervers du débat sur la « société distincte » que de nous avoir fait plonger ainsi dans les typifications respectives. Elles mènent directement aux pires préjugés. Esprit modéré s'il en est, par exemple, l'ancien député Reed Scowen vient de publier un ouvrage assez étonnant, où il propose à la communauté anglophone de reconnaître qu'on peut parfaitement vivre en anglais au Québec, nonobstant certaines lois linguistiques énervantes, et qu'il ne tient qu'aux anglophones de le faire en s'affirmant au quotidien plutôt que devant les tribunaux. Il n'empêche que son texte, qui se veut pacifique, est truffé de références à une société de langue française qui serait obsédée de sécurité culturelle, nostalgique, et vindicative. Il va même, citant Salman Rushdie, jusqu'à lui faire un sermon sur la beauté de « l'impureté » culturelle, comme s'Montréal n'était pas, au monde, l'un des lieux artistiques qui a embrassé avec le plus de vigueur cette tendance à la fusion hybride. (Il est vrai qu'il semble fréquenter les commissions parlementaires plus souvent que les endroits de création.)

Mais ainsi va la stratégie politique, dans des conflits comme ceux qui opposent le Canada et le Québec. Elle a besoin de faire de l'autre un repoussoir, de le camper dans sa nature de force contraire. On ne guérira pas ce mal avec des bons sentiments, avec les pleurs habituels sur les deux solitudes, avec des échanges entre adultes ou petits enfants, ou avec la psychothérapie collective du groupe Spicer. C'est un mal inévitable, inhérent à l'impasse qui se prolonge. Nous n'en serons libérés qu'après un règlement politique qui permettrait, en effet, de passer à autre chose. Messieurs Bourassa et Mulroney, qui ont tout l'air de travailler à des manœuvres complexes pour nous faire accepter une autre décennie d'indécision, feraient bien de s'intéresser à cette corrosion qui refait surface. On ne bâtit rien de solide là-dessus.

LISE BISSONNETTE



Jeffrey Simpson

Don Cameron et la fin du patronage en N.-É.

AVANT la Révolution tranquille qu'a connue le Québec et, *grasso modo* dans la décennie qui a suivi, le patronage politique avait de profondes racines dans la culture politique de cette province. L'Union Nationale de Maurice Duplessis devint si habile à répandre le patronage que Duplessis avait même inventé une distinction entre le *bon* et le *mauvais* patronage. Le bon patronage, évidemment, était la variété propre à l'Union Nationale : aide aux pauvres et aux laissés pour compte. Le mauvais patronage était celui du Parti libéral : aide aux puissants et aux riches.

La pratique du patronage s'est poursuivie même après que les libéraux de Jean Lesage eurent remplacé l'Union Nationale. Au début des années soixante, le patronage a divisé le parti : des militants de la base et des politiciens libéraux traditionnels faisaient obstacle aux tentatives de René Lévesque et d'autres réformateurs visant à éliminer le patronage.

Le patronage politique disparut de sa place prééminente dans la culture politique québécoise à la fin des années soixante-dix et ce, dans une grande mesure, à cause des efforts de Lévesque et du Parti québécois. L'élimination du patronage représente en effet l'une des plus importantes contributions du PQ à la vie politique québécoise ; un élément de progrès que le premier ministre Robert Bourassa n'ose pas battre en brèche.

En restreignant ainsi le patronage, le Québec se mettait au même pas que d'autres parties du Canada, spécialement des provinces de l'Ouest. Les modifications intervenues au Québec mirent cependant la province bien en avance des provinces maritimes où le patronage, jusqu'à tout récemment, demeurait très présent quotidiennement dans la politique.

EN RÉGLE générale, patronage et dépossession économique vont de pair. Plus une personne est marginale, économiquement, plus vulnérable est cette personne vis-à-vis de petites faveurs. De même, plus une société est rurale, plus les votants sont ancrés dans leurs allégeances politiques. Ces deux réalités socio-économiques — dépossession économique et mode de vie rural — se retrouvent toujours dans l'ensemble des Maritimes. Quand le secteur privé est faible, les gens sont souvent dépendants des gouvernements, et des brindilles de favoritisme gouvernemental peuvent faire la différence entre un dur hiver froid et un hiver tout aussi froid, mais agréable.

Le patronage en Nouvelle-Écosse vient de subir un dur revers avec l'élection, à la tête du parti conservateur, de Don Cameron, qui devient premier ministre. M. Cameron est un producteur laitier et un homme d'affaires de Pictou, dans la partie centre-nord de l'île. Il a fait des études à Montréal. Sa première élection à la législature néo-écossaise remonte à 1974, alors que les libéraux étaient au pouvoir. À l'occasion de la victoire des Tories en 1978, il accéda au cabinet de John Buchanan à titre de ministre des Pêcheries.

Deux semaines après avoir prêté serment comme ministre, Cameron reçoit un coup de fil de l'un des membres dirigeants de son association de comté. Pourrait-il se présenter le samedi suivant dans l'église locale où se réuniraient les piliers de l'organisation conservatrice ? Cameron fut confronté, lors de cette réunion, à un groupe compact de partisans conservateurs mécontents. Pourquoi n'avait-il pas congédié les camionneurs transportant le gravier ? Les conservateurs de Pictou voulaient savoir pourquoi des libéraux obtenaient toujours des contrats du gouvernement. Quand Don Cameron mettrait-il à la porte tous les libéraux pour les remplacer par des conservateurs ?

DE TOUTE évidence, les électeurs de Pictou ne connaissent pas très bien Don Cameron. Stupéfaits, ils s'entendirent dire par un Cameron brutal et tétu : « Je ne crois pas au patronage politique, je ne congédierai personne ». De tels propos relevaient de la plus récente hérésie à frapper la Nouvelle-

Écosse, où un changement de gouvernement s'accompagnait d'un licenciement de tous les fonctionnaires. La foule se fit remuante, manifesta sa colère et Cameron quitta, dégoûté.

La division des dirigeants conservateurs de Pictou entre ennemis et partisans de Cameron dura plusieurs années. Au sein du caucus conservateur à Halifax, Cameron passait pour un personnage étrange, extérieur au parti, et qui avait son franc parler. Une sorte de chat qui fait sa vie indépendante.



Comme on le sait, la vie politique est faite de longs cycles. Les modes, les opinions sont sujettes à des métamorphoses. Ce qui pouvait passer pour une hérésie devient peu à peu sagesse coutumière. Par suite des scandales qui se sont produits sous le règne de John Buchanan et des hauts cris que sa nomination au Sénat a provoqués, les conservateurs étaient en quête, désespérément, d'une nouvelle figure. Il y avait là Don Cameron, membre du cabinet qui s'était opposé au patronage et qui, au fil des ans, s'était fait la réputation d'un homme au franc parler. Au troisième tour du scrutin, au congrès des conservateurs, la victoire revint, il y a une semaine, à Cameron qui fit tout de suite une promesse : mettre fin au patronage.

Remplir cette promesse ne sera pas chose facile. Son propre parti compte encore bon nombre de politiciens de la vieille école — des petits patrons si vous préférez — qui croient qu'en politique le patronage est indispensable.

En finir avec le patronage peut constituer l'une des priorités de Cameron. Inévitablement, le nouveau premier ministre se retrouvera plongé dans les problèmes constitutionnels canadiens. Cameron n'est pas un spécialiste de ces questions et la campagne à la direction du parti conservateur de Nouvelle-Écosse n'a pas placé l'avenir du Canada au centre des débats. Don Cameron a étudié deux ans à l'université McGill et son épouse provient d'une famille anglophone de la ville de Québec. Cameron ne parle pas français. Il ne prétendra pas à une connaissance détaillée du Québec. Il connaît plus du Québec, par le biais de sa vie familiale et par son expérience, que Buchanan qui, il faut le dire, était un ardent défenseur de l'entente du lac Meech.

DANS une entrevue qu'il m'accordait la semaine dernière, Don Cameron m'a dit toute sa haine pour le Sénat canadien qu'il souhaite voir disparaître. Il croit que les provinces, et non pas les sénateurs, devraient se charger des intérêts régionaux. Il n'a pas voulu se prononcer sur le contenu du rapport Allaire, mais en tant que premier ministre venant des Maritimes, il ne peut tout simplement pas favoriser le démantèlement du gouvernement fédéral. À l'instar de Frank McKenna, du Nouveau-Brunswick, M. Cameron est partisan de liens de coopération économiques plus étroits entre les provinces maritimes. On ne connaît pas ses vues sur l'union politique des Maritimes, laquelle se révélera une urgence quand le Québec quittera le Canada.

Cameron faisait partie des tout premiers appuis qu'a reçus Brian Mulroney dans la campagne à la direction nationale des conservateurs. Ces deux hommes politiques se connaissent mais ils ne sont pas des amis intimes. Dans l'ensemble, Cameron devrait se montrer favorable à tout ce que Mulroney aura à proposer en matière constitutionnelle. Mais aussi longtemps que le premier ministre canadien est à ce point impopulaire, tous les premiers ministres des provinces s'en tiendront éloignés.

LETTRES AU DEVOIR

Un signe de paix

« EN CE 17 janvier 1991, nous étions réunis comme chaque mois pour répondre à l'appel lancé par le fondateur du Mouvement ATD Quart-Monde, le Père Joseph Wréskiński, le 17 octobre 1987 : appel à « témoigner à travers le monde des victimes de la misère et de l'ignorance et de la violence ».

Face à cette guerre du Golfe qui dépasse l'entendement humain nous sommes plus longuement que d'habitude restés silencieux, chaque mot semblait de trop. Nous sentions comme le besoin de compter les visages de ceux et celles qui croient à la valeur de tout être humain.

Nous nous sommes demandé : quelles sont les personnes et familles qui n'ont pu quitter les lieux de conflit au Moyen-Orient, probablement pas les plus riches. Qui compose l'armée irakienne : des vétérans de la guerre Iran-Irak ? Des jeunes enrôlés de force ? Des jeunes qui voient là un moyen d'améliorer pour eux-mêmes et leur famille des conditions de vie difficiles ? N'est-ce pas quelquefois le cas dans nos pays où des jeunes de quartiers démunis s'engagent pour refuser le chômage, avoir une formation, un statut, une reconnaissance ?

Nous avons formulé le souhait que les 17 de chaque mois (à 18 h), dans le monde, deviennent un signe de paix, signe que nous lançons ceux qui subissent le plus durement toutes les formes de guerre, car ils doivent déjà chaque jour résister à la misère.

À Montréal, nous nous réunissons chaque 17 du mois, à 18 h, au local du Mouvement ATD Quart-Monde, 420 St-Paul Est (514-845-1231). Des ami(e)s font de même à Rouyn-Noranda et bien sûr dans plusieurs pays dans le monde.

Didier Robert
Montréal, 25 janvier 1991

Intervention inopportune

AU MOMENT où le 11e congrès du Parti québécois s'appêtait à réitérer son appui à l'autodétermination du peuple palestinien et à réclamer une conférence internationale pour régler pacifiquement le conflit israélo-palestinien, M. André Brouillette a exigé que l'OLP reconnaisse préalablement, l'intégrité du territoire israélien « payé de vies de 6,5 millions de Juifs dans les camps ».

J'aimerais par la présente, porter à votre attention que l'OLP, de même que tous les pays arabes, ont déjà accepté la résolution numéro 242 du Conseil de sécurité des Nations unies du 22 novembre 1967, qui reconnaît : « l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de chaque État de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur des frontières sûres et reconnues ». Je vous rappelle, aussi, que le peuple palestinien ne porte aucune responsabilité à l'égard du génocide juif mais qu'il paye pourtant injustement le prix, dans l'exil et la souffrance.

J'estime l'intervention de M. Brouillette inopportune tant par l'ignorance des données élémentaires dont elle témoigne que par son arrogance dans un contexte mondial qui commande, plus que jamais, un discours modéré et réconciliateur.

En tentant de servir aux délégués du Parti québécois une mauvaise leçon d'histoire, M. Brouillette a réussi le double tour de force d'insulter le peuple palestinien et de mépriser les membres des Nations unies qui reconnaissent l'absolue nécessité d'une conférence internationale sur le conflit au Moyen-Orient.

Pouvons-nous conclure en excusant ces propos par l'ignorance et par la présence des caméras autour du micro ?

Edmond Omran
Montréal, 30 janvier 1991

Le libérateur du peuple haïtien

« DONNER À César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. » La victoire électorale du Père Aristide comme la défaite des autres étaient à prévoir en dépit des manigances du gouvernement provisoire, des intimidations des nostalgiques du pouvoir, des combines de la mafia, des alliances suspectes de certains leaders politiques et du refus de certains journaux de publier des articles d'éloge sur Lavalas.

Le Père Aristide, dès son apparition sur la scène politique comme candidat à la présidence, était déjà adulé par le peuple qui cherchait un leader charismatique. C'est pourquoi, malgré tous les pseudonymes conférés au Père Aristide, ébahi devant ce visage serein, le peuple le suivait partout sans tambour, sans clairon, sans bouillon et sans argent. Les autres, pouvaient-ils déplacer une foule immense tant à l'étranger (Miami, New York, Montréal) qu'en Haïti (du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest) ? Le peuple, pouvait-il voir dans la campagne démagogique des autres la garantie d'une rupture radicale avec le passé macoute ?

Sans la présence du Père Aristide, les autres pouvaient prétendre à la chaise présidentielle ; malheureusement, ce David surpassait tous les Goliath par sa grandeur d'âme. N'est-ce pas pour cela, qu'au dernier moment, la plupart des autres avaient perdu

leur bonhomie hypocrite pour déverser sur lui les critiques les plus acerbes. Quel crime avait-il commis, sinon que de manifester sa haine contre l'injustice des mécréants, l'ignorance méprisante et la faim exagérée des opprimés, sinon que de semer son amour même à ses détracteurs. Qui, parmi les autres, avait participé aux côtés des paysans, à la lutte contre l'abattage brutal des cochons créoles ? Qui, parmi les autres, avait ouvert une institution pour des milliers d'enfants livrés à la rue ? Qui, parmi les autres, avait lutté contre le « Manjé Sinistré », aide alimentaire qui réduit le peuple à sa plus simple expression ?

En fait, devant les promesses fallacieuses des autres et les réalisations du Père Aristide, le peuple ne pouvait choisir que cet homme prêt à le défendre au péril de sa vie. De plus, le peuple savait que les autres représentaient la plus ancienne classe politique d'Haïti. Or, cette classe est toujours prête à toutes sortes d'acrobaties, à des compromissions dans le but de consolider intérêts, droits et privilèges. N'est-il pas vrai qu'elle ne rêve qu'à ses intérêts, ne connaît aucun principe altruiste, aucune notion de patrie ni de morale ? Le coup d'État du 7 janvier 1991 nous approuve en ce sens !

Certes, en présence de deux types de démocratie, l'une représentative, celle des autres, l'autre participative défendue par le Père Aristide, comment devrait réagir le peuple, sinon que de dire non à la consolidation de cette structure vieille depuis 187 ans et oui à sa modification. Car, suivant le mysticisme, le Père Aristide est là pour déplorer non seulement le sort du peuple (toujours victime des soubresauts de son histoire) mais pour le soulager de ses souffrances physiques, morales, intellectuelles et spirituelles. N'est-il pas le prêtre choisi pour effacer les nappes de sang qui ont été répandues sur le sol par des Espagnols assoiffés d'or, par des esclaves assoiffés de liberté, par presque tous nos ex-présidents assoiffés de pouvoir, par la populace assoiffée de justice ?

Alors attention... Le Père Aristide, Haïtien authentique et natinal, il a évincé les autres parce qu'il est là pour achever le travail commencé par Dessalines, la libération du peuple haïtien.

Jean Cadot
Montréal, 31 janvier

Guerre sainte ?

COMMENT PEUT-ON appeler une guerre sainte ? Faire la guerre est un crime et ne peut être saint ; tuer, torturer, détruire est mal et ne peut être bien. Dieu est amour. Il nous aime tous.

Ceux qui déclarent la guerre devraient être amenés devant un tribunal des Nations et forcés de trouver une solution pacifique à leur griefs.

La bravoure des armées ne devrait servir qu'en cas de cataclysme et d'exploration.

Rien ni personne ne peut justifier la fabrication d'armes de guerre. Le génie de l'homme devrait servir le mieux être de l'humanité.

Odile Gervais
Outremont, 5 février 1991

LE DEVOIR

Fondé par Henri Bourassa
le 10 janvier 1910

Directrice
LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef
et directeur de l'information
Bernard Descôteaux

Directeur délégué à l'administration
André Leclerc

Rédacteurs en chef adjoints
Jean Francoeur, Albert Jéneau,
Michel Lefèvre

Directeurs adjoints de l'information
Pierre Cayouette, Jacques Chabot,
Guy Deshaies

FAIS CE QUE DOIS